

responsables politiques
genocide arménien
24 avril, de Lyon en direction du Sud

Le 24 avril, un avion arménien...
Le 24 avril, un avion arménien...
Le 24 avril, un avion arménien...

Le 24 avril, un avion arménien...
Le 24 avril, un avion arménien...
Le 24 avril, un avion arménien...

Le 24 avril, un avion arménien...
Le 24 avril, un avion arménien...
Le 24 avril, un avion arménien...

Le 24 avril, un avion arménien...
Le 24 avril, un avion arménien...
Le 24 avril, un avion arménien...

Le 24 avril, un avion arménien...
Le 24 avril, un avion arménien...
Le 24 avril, un avion arménien...

Le SNES annonce une manifestation

A l'issue de son congrès, le Syndicat national des enseignants du second degré a adopté le principe d'une manifestation nationale contre les réformes de Claude Allègre pour la première quinzaine de mai.

Grave crise en Biélorussie

Alors que le pays s'enfonçait dans une crise sans précédent, le chef de l'Etat, Alexandre Loukachenko, veut empêcher le scrutin présidentiel que l'opposition tente d'organiser.



1979 : Zulfikar Ali Bhutto est pendu

Il y a vingt ans, l'ancien premier ministre du Pakistan était pendu, condamné pour l'attentat contre un opposant. Robert Badinter, un de ses avocats, parla d'« assassinat judiciaire ».

La SNCF déménage

En quittant le quartier de Saint-Lazare pour Montparnasse, à Paris, la SNCF procède à une totale réorganisation du management et tire un trait sur soixante ans et une annexe d'histoire.



Relancer la Smart

La petite voiture commercialisée par Mercedes se vend mal. Pour rebondir, elle baisse ses prix et améliore son niveau d'équipement.

Fonds de fonds

Dans nos pages « Placements », les atouts de ces produits financiers qui élargissent les horizons des investisseurs s'ajoutent à ceux des placements, d'où leur succès croissant.

Les deux objectifs de l'OM

La victoire de l'OM (2-1) face à l'AS Monaco permet au club marseillais de rester dans la course pour le titre de champion de France quelques jours avant la demi-finale aller de Coupe de l'UEFA, face à Bologne.

Festival de Cahors

Durant une semaine, Cahors accueille plus de 250 artistes. Le Châlonnais mène aussi une bourse aux spectacles.

Abonnement : 3 DM : Antenne-Guyane, 9 F : Antenne 25 ATG ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 10 KRÖ ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 800 Dr ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FF ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRÖ ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Roumanie, 9 F ; Belgique, 850 F CFA ; Suède, 10 KRÖ ; Suisse, 2,10 Sfr ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0146 - 404 - 7,50 F

L'OTAN frappe au cœur de Belgrade

Huit missiles ont touché, dans la nuit de vendredi à samedi, la capitale yougoslave. Les ministères de l'intérieur serbe et fédéral ont été détruits. L'exode des Kosovars déstabilise les pays frontaliers. En treize mois, 634 000 habitants ont été chassés de leurs foyers. La création d'une « zone de sécurité » au Kosovo est envisagée.



● A Belgrade, le ministère de l'intérieur bombardé p. 2
● L'OTAN a mal évalué les réactions serbes p. 3
● La communauté internationale et les réfugiés p. 4
● La guerre vue d'Allemagne et d'Italie p. 5
● Sous les bombes, une femme serbe témoigne p. 10
● Alain Finkielkraut répond à Régis Debray p. 11
● Notre éditorial : « Silence, on bombarde » p. 13
● Les réactions en France p. 26

Dans le flot des réfugiés, les sergents recruteurs de l'UCK

MORINA. de notre envoyé spécial
« No comment ! » Rencountés sur la route entre Morina, le poste-frontière qui sépare l'Albanie du Kosovo, et Kukes, la principale ville de la région, ces trois soldats de l'UCK, l'Armée de libération du Kosovo, ne veulent pas se faire remarquer. Pas question, pour l'instant, de parler aux journalistes. Ils leur est pourtant difficile de passer inaperçus avec leurs bérets rouge vif et leurs uniformes rutilants, achetés le plus légalement du monde à l'armée suisse par de riches Kosovars vivant dans la Confédération helvétique.

Nous les observons de loin. Ils se sont placés en travers de la route et arrêtent les camions transportant les réfugiés, laissant passer les voitures particulières. Le « contrôle » dure quelques minutes par camion. Au bout d'une heure, ils lèveront leur barrage improvisé pour aller l'installer un peu plus loin. « Nous avons décrété la mobilisation générale pour tous les Kosovars entre dix-sept et cinquante-cinq ans. Si, parmi les réfugiés, nous trouvons des personnes en âge de se battre, nous les recrutons pour les former dans des camps d'entraînement », nous expliquera plus tard un soldat de l'UCK. Svelte, les cheveux noirs coupés court, les yeux brillants de fatigue, de fièvre et de passion, il dit avoir appris le français en Suisse. Il refuse de dresser un bilan catastrophique de la situation. « Les Serbes ne pourront jamais vider tout notre pays, affirme-t-il, en montrant le flot des réfugiés qui passe devant lui. Il reste encore beaucoup de gens qui combattent dans les montagnes. » Autre point positif, selon lui : « Nous avons toutes les armes que nous voulons. » Ne trouve-t-il pas un peu dur de contrôler ainsi des réfugiés qui viennent de vivre des jours, sinon des semaines, hallucinantes ? « C'est la guerre ! », dit-il en s'en allant.

Le soir, les agents recruteurs de l'UCK, dont quelques filles aux cheveux longs, discutent avec les jeunes réfugiés pour les convaincre de rejoindre l'armée de libération. Le travail n'est pas si difficile que cela : il n'y a pratiquement pas d'hommes en âge de se battre parmi les réfugiés. Déjà, plusieurs années de répression et un an de guerre civile ont poussé à l'exode de nombreux Kosovars adultes. Depuis le début de l'intervention de l'OTAN, ceux qui sont restés ont été, d'après de nombreux témoignages, séparés de leurs familles par les policiers ou les soldats serbes, et emmenés vers des destinations inconnues. D'autres se sont réfugiés dans les montagnes pour continuer le combat.

té soudée par l'épreuve et perméable à la propagande. L'OTAN s'est déclarée vendredi « très inquiète » d'un possible putsch au Monténégro, l'autre république de la fédération yougoslave, dont le gouvernement, opposé au pouvoir de Belgrade, cherche à se tenir à l'écart du conflit. M. Milosevic a limogé jeudi huit généraux de la 2^e armée couvrant le Monténégro, à l'insu du président monténégrin, Milo Djukanovic. Les transferts forcés de la population kosovare n'ont cessé de prendre de l'ampleur. Selon l'OTAN, depuis février 1998, 634 000 personnes ont été chassées de la province. Soit, en treize mois, plus du tiers des Kosovars. A Washington comme en Europe, l'idée de « sécuriser » des zones au Kosovo, pour protéger la population civile, commence à être évoquée. Elle supposerait un début de déploiement militaire sur le terrain. Selon le New York Times, la création de ce « protectorat » fait l'objet de discussions entre Alliés.

« Pensée unique » sur les retraites ?

LE COMMISSAIRE au Plan, Jean-Michel Charpin, remettra son rapport sur les retraites au premier ministre courant avril. A l'initiative de la Fondation Copernic, des militants et des économistes de la « gauche de la gauche » ont rédigé un « contre-rapport », intitulé Les Retraites au péril du libéralisme, qui sera publié aux éditions Syllepse. Ils critiquent l'allongement à quarante-deux ans et demi de la durée de cotisations et les fonds de pension. Dans un entretien au Monde, Henri Guaino, commissaire au Plan de 1995 à 1998, conteste vigoureusement les hypothèses macroéconomiques de M. Charpin et ses suggestions, où il voit « la rupture programmée du contrat social ».

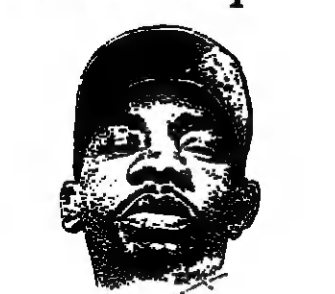
Imposer la paix par les armes

par Mgr Jacques Delaporte

On ne peut être qu'acablé par le retour de la guerre à nos portes. Depuis cinquante ans, l'Europe tente de construire une « Union » entre des pays qui se sont combattus pendant des siècles. Ils l'ont fait, malgré leurs divergences, sur une base commune : démocratie, droits de l'homme, volonté de ne pas régler les conflits d'intérêts par la force, mais par la négociation. Et aujourd'hui ces pays, dont le nôtre, se voient amenés, au nom même de ces valeurs, à recourir à la force militaire, avec leur allié américain, pour tenter de mettre un terme à une forme particulièrement inacceptable de violence contre un peuple : la purification ethnique. En être arrivé là, c'est le signe d'un échec, qu'il faut reconnaître. Eché qu'un chrétien ressent plus douloureusement encore en ces fêtes pascales.

La tragédie que vit la population civile du Kosovo est d'autant plus scandaleuse qu'elle était prévisible. Dès la fin des années 80, les connaissances de la région annonçaient que le Kosovo était une poudrière. En 1992, n'étant rendu

Le rap français chante l'Afrique



LES RAPPEURS sarralois d'origine congolaise réunis dans le collectif Bisso na Bisso, emmené par Passi, ont décidé de s'affranchir de la tutelle américaine pour un retour à leurs sources africaines. Ils viennent de publier Racines, un disque qui marque un tournant : loin des ghettos des cités occidentales, leur verve critique s'exerce désormais aux dépens des élites politiques qui, comme au Congo, usent de la guerre comme moyen d'oppression.

Table with 2 columns: Category and Price/Value.

International	2
France-société	7
Horizons	10
Entreprises	14
Placements	15
Cartes	18
Aujourd'hui	19
Jeune	21
Météorologie	21
Culture	22
Guide culturel	24
Radio-Télévision	25



هكذا من الأصل

BALKANS L'OTAN a envoyé, dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 avril, des missiles de croisière sur les bâtiments des ministères de l'intérieur serbe et yougoslave. C'est la

première fois que le centre de Belgrade est bombardé. ● SELON le vice-premier ministre yougoslave Vuk Draskovic, il y a « beaucoup de victimes ». L'OTAN a l'inverse affirme

avoir pris beaucoup de précautions et estime que les « dégâts collatéraux » sont « minimes ». ● LES RÉFUGIÉS continuent d'affluer aux frontières du Kosovo au fur et à mesure

que les forces serbes appliquent une politique délibérée de « nettoyage ethnique ». Les secours se mettent en place lentement et les organisations humanitaires sont débordées.

● EMMA BONINO, commissaire européen à l'aide humanitaire, demande la création d'un sanctuaire au Kosovo protégé par des troupes au sol. (Lire aussi notre éditorial page 13.)

L'OTAN a bombardé pour la première fois le centre de Belgrade

Huit missiles de croisière ont été tirés depuis des navires alliés dans l'Adriatique. Les réfugiés continuent d'affluer aux frontières du Kosovo, déstabilisant l'Albanie et la Macédoine. Les organisations humanitaires sont « débordées »

L'OTAN A BOMBARDÉ le centre de Belgrade pour la première fois depuis le déclenchement de l'opération « Force allée » dans la nuit de vendredi 2 à samedi 3 avril, détruisant les ministères de l'intérieur serbe et yougoslave. Avec le déplacement de centaines de milliers de personnes, la guerre du Kosovo risque de déstabiliser toute la région. L'OTAN craint en particulier un coup d'état au Monténégro.

Les ministères de l'intérieur serbe et yougoslave, au cœur de Belgrade, ont été détruits dans la nuit de vendredi à samedi par des missiles de l'OTAN. Des flammes de dizaines de mètres de haut ont dévoré les deux bâtiments, situés rue Kneza Milosa, une des principales artères de la capitale. Les incendies ont été circonscrits samedi matin par une vingtaine d'équipes de pompiers.

De source proche de la police, on affirmait que les deux ministères étaient quasiment vides au moment du bombardement, mais le vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, a affirmé qu'il y avait « beaucoup, beaucoup de victimes ». Ces bombardements sont « l'œuvre de monstres, de criminels », a déclaré le ministre serbe de l'intérieur Vlatko Stojiljkovic. Le siège du ministère de la

défense, situé sur la même avenue, a été épargné.

● Ce sont huit missiles de croisière qui, d'après la chaîne de télévision américaine CNN, ont été tirés sur les deux bâtiments. L'OTAN a confirmé les tirs. D'après la télévision serbe, l'aviation de l'OTAN a également bombardé trois localités sur les versants du mont Fruska Gora, à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Belgrade. Peu après, la télévision serbe a montré plusieurs centaines de personnes formant une chaîne humaine sur un pont reliant Belgrade à Novi Beograd.

● Les dirigeants réformateurs du Monténégro soupçonnent le président yougoslave Slobodan Milosevic de vouloir profiter de l'état de guerre pour remettre au pas leur république avec l'aide de l'armée. M. Milosevic a limogé jeudi huit généraux de la 2^e armée, couvrant le Monténégro, à l'insu du président monténégrin, Milo Djukanovic. L'OTAN s'est déclarée vendredi « très inquiète » en raison d'un possible putsch militaire au Monténégro. Le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a affirmé que « toute tentative par Belgrade de renverser le gouvernement démocratiquement élu du

Monténégro ne ferait qu'entretenir l'instabilité de la région, conduire à un plus grand isolement des autorités yougoslaves et aggraver le conflit avec l'OTAN ». La Grande-Bretagne a elle aussi exprimé des craintes à ce sujet. Et le Pentagone a prévenu que si M. Milosevic transférait des forces de la Serbie au Monténégro, l'OTAN lancerait « des attaques encore plus intensives qui viseraient tout particulièrement ces forces ».

● Les déplacements de population ont pris une dimension tragique. Le porte-parole de l'OTAN Jamie Shea a indiqué vendredi que 634 000 personnes ont été déplacées depuis le « début du conflit » en février 1998, ce qui correspond à plus du tiers de la population de la province. M. Shea a accusé M. Milosevic de recourir à « la stratégie des villes fantômes au Kosovo », en les vidant systématiquement de leurs habitants. « Nous sommes désormais confrontés à une crise dans toute la région et plus seulement interne à la Yougoslavie », a-t-il affirmé. Les organisations humanitaires ont exprimé de sérieuses inquiétudes sur le sort des quelque 260 000 Kosovars déplacés de leurs foyers à l'intérieur même du Kosovo et qui sont totalement coupés du monde extérieur.

● Les Etats-Unis « ne laisseront pas vider le Kosovo impunément », a déclaré vendredi le président Bill Clinton. Le département d'Etat a rejeté de son côté l'idée d'une partition du Kosovo, mais n'a pas démenti que les alliés envisagent, parmi les scénarios possibles, une sorte de protectorat garanti internationalement.

● Emma Bonino, commissaire européen en charge de l'aide humanitaire, a réclamé vendredi à Bruxelles « une protection armée au sol pour l'aide humanitaire que la communauté internationale doit apporter au Kosovo ». Le Conseil de l'OTAN (ambassadeurs) a d'ores et déjà demandé à la force de 12 000 hommes de l'OTAN en Macédoine « d'engager ces soldats pour venir en aide aux réfugiés ». Il a précisé que des avions des pays de l'OTAN avaient déjà envoyé sur place des vivres, médicaments et matériels divers d'urgence et que des bateaux étaient en route. D'après des sources gouvernementales italiennes, Rome a été chargée « de manière informelle » par les pays du groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie de « jouer un rôle dirigeant » dans l'aide aux réfugiés.

● Le risque d'escalade dans la région a augmenté avec la demande du président Milosevic, se-

lon l'agence yougoslave Tanjug, d'une aide militaire à la Russie afin de « défendre plus facilement » la Yougoslavie contre les attaques de l'OTAN. Cette demande aurait été faite lors d'un entretien du président yougoslave avec une délégation de parlementaires russes, mais un membre de la délégation a démenti qu'une telle demande ait été formulée.

● Le Pentagone a affirmé vendredi ignorer la procédure en cours, visant les trois soldats américains faits prisonniers mercredi par les forces yougoslaves. « Nous avons très peu d'informations », a déclaré le porte-parole, Kenneth Bacon. Un membre du gouvernement provisoire serbe du Kosovo chargé de la justice, Jovica Jovanovic, a toutefois déclaré à l'AFP que l'instruction était en cours. A Belgrade, une source de l'état-major de l'armée yougoslave a indiqué que les trois soldats seraient jugés « assez rapidement » et qu'ils étaient passibles d'une peine de prison « qui sera suspendue dès que la situation stratégique le permettra ». Washington s'est plaint que la Suède, qui représente les intérêts américains à Belgrade, et le Comité international de la Croix-Rouge n'aient pas été autorisés à entrer en contact avec les trois militaires.

Dégâts « collatéraux minimes », selon l'OTAN

Les « dégâts collatéraux ont été minimes » autour des ministères de l'intérieur serbe et yougoslave à Belgrade, détruits dans la nuit de vendredi 2 à samedi 3 avril, par des bombes de l'OTAN, a affirmé Jamie Shea, le porte-parole de l'OTAN, à la BBC-radio. Il a toutefois reconnu « ne pas pouvoir » dire s'il y avait eu des victimes. Selon les informations que j'ai reçues, je peux affirmer que nous avons détruit les deux bâtiments et seulement ces deux bâtiments », a-t-il dit. L'opération a été « planifiée et exécutée avec des missiles de croisière, avec de grandes précautions », a ajouté M. Shea. « Nous avions toujours été très clairs sur le fait qu'aucune cible en Yougoslavie, directement associée aux activités militaires au Kosovo, ne serait considérée comme un sanctuaire ». Mais, a-t-il insisté, « nous avons prouvé en 10 jours d'opérations que nous prenions toutes les précautions pour épargner les civils, pour éviter de les faire souffrir inutilement ».

A 1 heure, huit missiles s'abattent sur les bâtiments des ministères de l'intérieur

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis le début de l'opération « Force allée », le 24 mars, des missiles, tirés dans la nuit de vendredi 2 à samedi 3 avril par l'OTAN — sept depuis des navires américains et un depuis un sous-marin britannique en Adriatique, selon la chaîne CNN —, ont atteint le centre de Belgrade. Ont été visés deux bâtiments, ceux des ministères serbe et fédéral yougoslave de l'intérieur, situés rue Kneza Milosa, une des principales artères de la ville, à quelques centaines de mètres des ambassades de la Roumanie, du Canada et des Etats-Unis. Dans un rayon de 300 mètres, les vitres des immeubles ont été soufflées. Le siège du ministère de la défense, situé dans la même rue, a été épargné.

A la télévision officielle RTS, le ministre serbe de l'intérieur, Vlatko Stojiljkovic, a dé-

claré que ces frappes étaient l'œuvre « de monstres, de criminels », et que la Yougoslavie reconstruirait « de meilleurs bâtiments que ceux que les nazis avaient détruits ». Il n'a pas précisé si ces nouveaux bombardements avaient fait des victimes. Le vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, a dit à la télévision britannique Sky News qu'il y avait « beaucoup, beaucoup de victimes ». Sur place, les incendies ont été circonscrits en début de matinée par la vingtaine d'équipes de pompiers dépêchés sur les lieux. La police a laissé entendre que les bâtiments étaient quasiment vides lors des tirs.

C'est peu avant 1 heure du matin sur place (23 heures à Paris) qu'a eu lieu le bombardement. La structure porteuse de l'immeuble du ministère serbe, qui comporte sept

étages dévorés par l'incendie, a été fortement endommagée. Un pilier était brisé. Le bâtiment s'est incliné et le menace de s'effondrer. Au même moment, d'autres fortes explosions ont retenti aux niveaux supérieurs de l'immeuble, projetant des morceaux de béton, de bois et de gravats. En face, l'autre ministère, siège de la police fédérale, était lui aussi touché et a pris feu. Mais l'incendie a été plus rapidement circonscrit que celui du ministère serbe de l'intérieur.

CHAÎNE HUMAINE

Des soldats casqués, fusil d'assaut à la main, engoncés dans des gilets pare-balles, ainsi que des policiers tentaient d'écarter les curieux. « Nous avons entendu trois explosions puissantes et nous sommes sortis voir ce qui

s'était passé », a rapporté un témoin à la télévision nationale yougoslave. Ils avaient dit qu'ils bombarderaient le centre de Belgrade, mais je ne l'avais pas cru et je ne suis même pas allé dans l'abri ».

A l'OTAN, où l'on a confirmé les bombardements, un responsable a estimé que de telles actions étaient « prévisibles ». Il a ajouté : « Nous cherchons progressivement la solution des villes fantômes ». Les attaques contre l'appareil répressif de Slobodan Milosevic seront « de plus en plus dures ». « Nous choisissons les cibles les plus appropriées au moment le plus adéquat, a-t-il déclaré, pour casser l'ensemble des forces de répression de la Yougoslavie ». A Washington, un porte-parole du Pentagone a rappelé que l'opération « Force allée » continuait et qu'il n'y avait aucun sanctuaire ». Bill Clinton a expliqué qu'il

« croyait encore » au succès de l'opération en cours, « avec les moyens que nous avons déployés », et sans avoir à engager des troupes au sol.

Selon la télévision serbe RTS, l'aviation allée, d'autre part, bombardé, samedi peu après minuit, trois autres localités sur les versants du mont Fruska Gora, situées à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Belgrade. On ne connaît pas le résultat de ces raids aériens, dont l'OTAN n'avait pas encore rendu compte samedi matin. Enfin, plusieurs centaines de personnes ont formé, au milieu de la nuit, une chaîne humaine sur un pont qui relie la capitale de la Serbie à Novi Beograd, une cité sur la rive gauche de la Sava, qui est un affluent du Danube. Des troupes de cette manifestation ont été transmises par la télévision officielle. — (AFP)

Dans la capitale serbe, « les gens tiennent les Albanais pour responsables des bombardements »

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale. Chaque jour, quelques bus quittent Belgrade, avec à leur bord des femmes et des enfants, direction Budapest. Il n'y a pratiquement pas d'hommes parmi les passagers, car ils seraient bloqués à la frontière, en raison de l'état de guerre — qui rend chacun mobilisable. Dans ces bus, les voyageurs arrivent « fuir les bombardements de l'OTAN ». Ces départs, qui se font au compte-gouttes au regard de la population totale de Belgrade (plus de 2 millions d'habitants) n'ont évidemment rien en commun avec l'exode des Albanais du Kosovo : on quitte Belgrade par choix, parce qu'on n'a les moyens financiers, et on voyage plutôt dans de bonnes conditions, hebergés chez des amis ou dans des petits hôtels de la capitale hongroise.

Dans un restaurant italien de Budapest, deux voyageuses confient leurs impressions. Elles ont fait neuf heures de bus pour passer d'un monde à l'autre : de Belgrade sous les bombes, à Budapest, capitale toute en lumière, première destination pour les nantis de la capitale serbe, car plus proche aéroport international. A Belgrade, les nerfs sont à vif, raconte Sasa, qui travaillait dans un

ceinture publiée la lettre d'une enseignante d'anglais proclamant sa « honte » d'exercer ce métier, et souhaitant « qu'à l'avenir on cesse d'enseigner cette langue à nos enfants ».

Sasa affirme qu'un thème revient fréquemment dans les conversations à Belgrade : « Les gens font le rapprochement avec les bombardements de la deuxième guerre mondiale, qui s'étaient produits à Pâques également. En 1941, le bombardement par les nazis et en 1944, celui par les Alliés. Le journal le plus populaire de Belgrade, Blic, a écrit qu'en 1944, des hôpitaux, des écoles, avaient été touchés, et que sur certaines bombes, il y avait marqué « Joyeuses Pâques » ».

PAS D'EXCUSES

Cette femme éduquée, qui a beaucoup voyagé à l'Ouest et veut professer une ouverture d'esprit « européenne », précise que, depuis les frappes, elle se « revendique comme Serbe, et non plus comme Yougoslave, le terme que je préfère avant ». Elle décrit en ces mots l'état d'esprit à Belgrade : « Les gens disent qu'il n'y a pas d'excuses pour les bombardements, que le Kosovo est une affaire intérieure du pays, que personne n'a bombardé Ankara pour avoir refusé

milliers arrivant à pied, poussant des charrettes... Personne alors, dans le monde, n'a rien dit ».

Elle ajoute avec lassitude : « Ce qui se produit là-bas au Kosovo est horrible, mais à Belgrade il est devenu difficile de raisonner, de parler vraiment. Les gens ont peur. Milosevic leur importe peu. Ils sont inquiets pour tout, les provisions de nourriture, les enfants qui passent la nuit dans des abris antiaériens, le mari qui risque d'être envoyé au front, la raffinerie qui pourrait être bombardée... Les gens se comportent aussi de façon infantile, tels des écoliers venant de voir le professeur punir tout la classe pour la bêtise commise par un seul d'entre eux ». L'OTAN, dans cette comparaison, serait le professeur, et Milosevic le gamin fautif.

Pense-t-elle que des bombardements prolongés pourraient provoquer un retournement de l'opinion publique contre Milosevic ? Elle en doute. « La Serbie va être dévastée, et Milosevic restera. Peut-être que si les bombardements s'étaient limités au Kosovo, la réaction des gens aurait été différente, ils auraient peut-être renié les raisons de l'opération. Mais dès que les premiers sirènes ont retenti à Belgrade, les gens se sont dit : « L'OTAN, ce sont des imbéciles qui

avec l'OTAN, avec le monde entier... » Elle a payé 80 deutschemarks pour son voyage. Ce prix, ainsi que les frais de séjour en Hongrie, rendent inaccessible un tel voyage pour de nombreux étudiants. En même temps, elle affirme que « de nombreux jeunes veulent se porter volontaires pour aller combattre ». Les gens parlent

peu, ceux qui nous bombardent, on veut voir leur visage ». Pendant les concerts organisés dans le centre-ville, on a pu voir des pancartes où il était marqué : « Descendez de vos avions si vous avez des couilles, après on verra ! » Parmi ses amis, intellectuels et universitaires, elle a assisté à des revirements subits. « L'un d'eux,

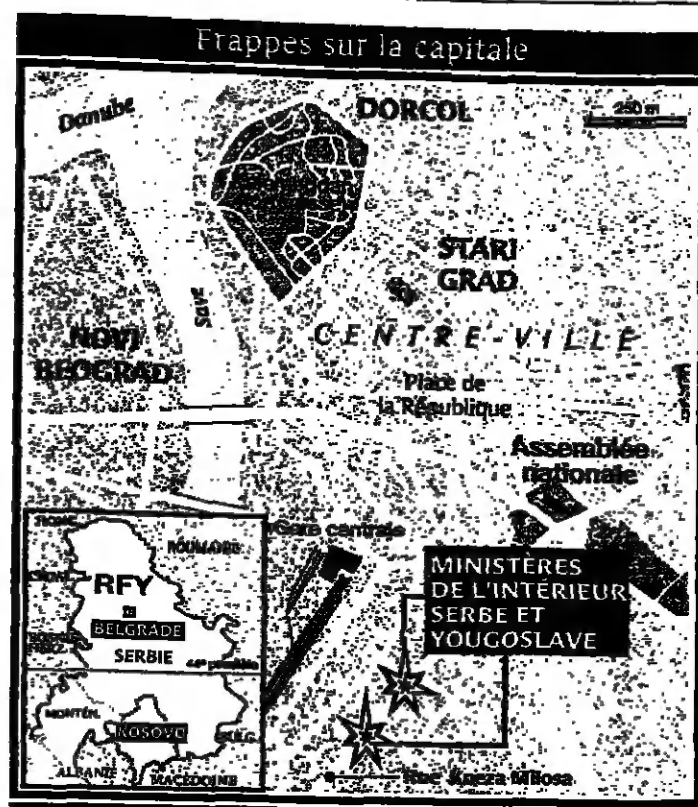
amis commencent leurs phrases par « Dieu sait que je n'aime pas Milosevic, mais... » et ils se rangent derrière le régime au nom d'une unité nationale ».

Aujourd'hui, lorsqu'on téléphone à Belgrade pour contacter des personnes qui, à peine un mois plus tôt, étaient des opposants farouches et déclarés au régime de Slobodan Milosevic, il n'est pas rare de s'entendre dire : « Je ne souhaite pas faire de commentaire, même anonymement ». Peu des écoutes téléphoniques, peur de représailles si l'on dit le fond de sa pensée. Il est devenu difficile de partager, dans les discours, la part de propagande simplement répétée, et la part de sincérité. Quelques jours avant les frappes aériennes, un sociologue évoquait déjà cette peur : « Si les bombardements commencent, ils [le régime] vont lâcher les chiens, les paramilitaires, et un jour peut-être je serai retrouvé mort... »

Rencontrée devant un consulat, Slavica, employée d'un grand hôtel de Belgrade, a elle aussi fait le voyage vers Budapest, où elle espère être recrutée par une chaîne hôtelière internationale, et pouvoir émigrer. « Mon frère, qui a vingt-six ans, voudrait aussi partir, mais il n'a pas le droit de quitter le

peu des Albanais, de leurs propriétés : ils les détestent, parce qu'ils les tiennent responsables des bombardements », dit-elle.

qui avait aidé des gens à Sarajevo, qui avait ressenti de la honte après tout ce que les Serbes ont commis en Croatie et en Bosnie, m'a dit qu'il était content de voir que le centre



Les Européens vont solennellement rappeler les objectifs de l'opération

BRUXELLES
de notre correspondant
Joachim Bitterlich, ambassadeur d'Allemagne auprès de l'OTAN à Bruxelles, devait présenter, samedi 3 avril, devant le Conseil atlantique, un projet de déclaration rappelant solennellement les objectifs des opérations menées contre la République fédérale de Yougoslavie. L'Allemagne exerçant actuellement la présidence de l'Union européenne, ceci lui confère en effet le rôle de porte-parole des membres de l'UE au sein de l'Alliance.

Le contenu de cette déclaration ne constitue pas, selon les diplomates qui ont pu y avoir accès, une modification de la définition des objectifs affichés lors du déclenchement des frappes, le 24 mars. Elle exige toujours que le président Milosevic retire ses forces militaires et policières hors du Kosovo et qu'il signe un accord dont le texte de Rambouillet constituerait le cadre.

Pourquoi alors une telle initiative, alors que ces éléments sont rappelés jour après jour dans les briefings du porte-parole Jamie Shea et David Wilby? Il semble qu'elle veuille constituer une réponse aux interrogations qui se posent dans les opinions publiques des pays engagés, où l'on entend des critiques sur le flou des « buts de guerre » de l'Alliance et sur la mainmise américaine un peu trop visible sur la conduite des opérations. Elle constituerait aussi, dans l'esprit de ses auteurs, le document qui rendrait visible cette

unité soudée des dix-neuf pays membres de l'OTAN dans cette période critique.

L'annonce de la destruction des sièges des ministères serbe et yougoslave de l'intérieur au centre de Belgrade n'a surpris personne au siège de l'Alliance. Ces frappes avaient été annoncées le plus explicitement possible, jeudi 1^{er} avril, par Jamie Shea, qui avait déclaré que devaient être détruits les « lieux où se conçoit, se décide et se planifient les opérations d'épuration ethnique au Kosovo ».

Ces frappes spectaculaires devraient être suivies, si la météorologie le permet - on annonce une amélioration du temps sur le secteur au cours du week-end pascal -, par des attaques massives contre les troupes yougoslaves engagées sur le terrain. Ces attaques nécessitent des vols à basse altitude. Pour l'instant, a reconnu le général David Wilby, quelques hélicoptères et avions légers de l'armée yougoslave participent aux actions de répression contre les derniers bastions encore tenus par l'UCK: « Il nous est impossible d'intervenir contre des appareils effectuant des missions de très courte durée sur de petites distances », a-t-il indiqué. En revanche, le porte-parole s'est déclaré satisfait des dégâts causés par les frappes précédentes, qui ont entravé l'approvisionnement en munitions et en carburant des unités serbes au Kosovo.

Luc Rosenzweig

L'OTAN a mal évalué les réactions des généraux serbes

Les plans d'intervention au sol présentés par les militaires de l'Alliance ont été écartés

UN DOCUMENT de cent soixante pages, émanant de l'OTAN, fixe les conditions d'engagement des pays qui contribuent à l'opération « Force alliée » au-dessus de la Yougoslavie. C'est en quelque sorte un contrat opérationnel entre eux, rédigé sur la base de frappes aériennes dites « phasées » et excluant des actions d'envergure au sol.

A ce jour, il a été suivi à la lettre, dit-on dans les milieux militaires, même si l'a subi des aménagements en cours de route à cause du mauvais temps, qui a retardé l'exécution de raids nocturnes puis diurnes contre des objectifs mais qui n'interdit pas, pour autant, le tir de missiles de croisière.

Ce contrat opérationnel est différent de celui qui avait été établi, à l'été 1998, pour faire baisser d'intensité l'offensive serbe au Kosovo, dont la menace d'exécution avait conduit Slobodan Milosevic à faire mine d'obtempérer en retirant, en octobre, une infime partie des 40 000 hommes déployés dans la province pour y maintenir son ordre.

Ce premier plan prévoyait des frappes aériennes « limitées » contre quelques cibles.

A la même date, le Conseil atlantique, qui rassemble les ambassadeurs des pays membres de l'Alliance, a réclaté, par l'intermédiaire du comité militaire - qui réunit les chefs d'état-major et de son état-major international, un concept d'opérations au planificateurs de l'OTAN, à la tête desquels le commandant suprême allié en Europe (Saceur), le général américain Wesley Clark. Ce concept, destiné à formuler des scénarios, est soumis à l'approbation des gouvernements par le biais de la procédure dite « de silence ». Ce qui signifie qu'il est considéré comme adopté si un ou plusieurs pays ne lui opposent pas des observations. Or aucun des destinataires de ce concept n'a accepté la perspective de la pénétration de vive force et de l'occupation du terrain par des troupes terrestres au Kosovo, qui y figurait selon plusieurs modalités - de 100 000 à 300 000 hommes - de manière à prendre préventivement en compte des réactions hostiles et agressives des armées yougoslaves contre des civils.

Cette éventualité de mener des opérations terrestres a été écartée. Chacun des pays concernés a même soupçonné - à tort ou à raison - que les états-majors avaient volontairement majoré leurs estimations d'effectifs pour que de tels scénarios soient d'office rejetés par les dirigeants politiques, sachant, pour certains d'entre eux qui ont besoin

d'un vote de leur Parlement, qu'elle ne serait jamais entérinée par des élus.

Les pays membres de l'OTAN ont privilégié des frappes aériennes dites « phasées », sur la base d'un consensus qui ne laissait pas d'autres choix. Sur l'insistance de certains de ces Etats, comme la France, les plans d'opérations, puis la réquisition des forces, placées sous contrôle opérationnel du général Clark, ont abouti à se mettre d'accord sur un nombre de cibles, leur localisation par grandes zones géographiques, la nature même de chaque objectif, les règles d'engagement, un minimum de dommages dits « collatéraux » au voisinage des cibles, l'organisation du commandement, et sur les différentes phases qui doivent marquer les étapes de la campagne de tirs. Le franchissement de l'une à l'autre de ces phases reste soumis à l'approbation, politique, du Conseil atlantique.

« GESTICULATION »

C'est ce contrat opérationnel qui a été développé sur cent soixante pages et qui constitue, à ce jour, la bible de l'OTAN en quelque sorte.

Le document instaure cinq phases dans les frappes aériennes. La phase 0, qui tout état-major conçoit, officialise la « gesticulation » sous la forme - classique - d'un entraînement des forces au vu et au su de tout le monde, à proximité du théâtre des opérations, pour intimider l'adversaire éventuel. Puis lui succèdent trois phases, qui instaurent des attaques graduées selon leur rythme, leur intensité, le nombre des raids (missiles et avions) et la nature de leur ciblage: depuis la mise hors d'état de servir de la majeure partie de la défense aérienne, qui est un préalable pour acquérir la maîtrise du ciel, jusqu'à la frappe des centres de décisions étatiques et de leurs relais, destinée

à faire vaciller le régime en place, en passant par des raids contre les forces au sol et les infrastructures militaires ou civiles dont elles usent en opérations. Il existe, enfin, une phase 4, qui est toujours envisagée dès le départ et qui organise le retrait du dispositif une fois la mission jugée achevée.

L'exécution de ce plan ne comprend pas, à proprement parler, de calendrier, puisqu'il se réajuste au fur et à mesure de ses résultats sur le terrain. Mais il peut être de l'ordre de plusieurs semaines:

laît des capacités sol-air afin de ne pas les exposer à des frappes de l'OTAN, s'efforçant de rendre mobiles certains de ses armements - notamment ses batteries de défense anti-aérienne, ses blindés et son artillerie sol-sol - et elle renforçait son dispositif militaire devant la frontière macédonienne.

SPÉCULATIONS
Mais, surtout, selon les mêmes analystes, l'armée serbe, les forces spéciales de sécurité, la police et les formations milicenniques qui la

Bill Clinton appelle à la « patience »

Slobodan Milosevic veut « vider le Kosovo de sa population et garder le territoire. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire en toute impunité », a déclaré le président Bill Clinton, vendredi 2 avril. Selon lui, « les réfugiés qui sortent du Kosovo soutiennent fortement l'action entreprise par l'OTAN ». Il a invité cependant les pays de l'Alliance à être « patients » dans leur attente du succès de l'opération.

Selon un sondage CBS diffusé vendredi, l'opinion publique américaine se montre moins réticente à l'idée d'un déploiement de troupes américaines au sol au Kosovo même si la majorité s'y oppose toujours. 41 % des personnes interrogées se disent favorables à l'envoi de troupes sur le terrain, contre 33 % quelques jours plus tôt. Le même sondage indique que quelle que soit leur opinion, deux tiers des personnes interrogées sont persuadées que des troupes seront déployées au Kosovo.

c'est au bout de six semaines de frappes aériennes, en Irak, que Saddam Hussein a baissé les bras, constatant que sa Garde présidentielle, sa propre protection et le fer de lance de son régime irakien, était en voie d'être désorganisée, puis « consommée » par quatre jours d'actions au sol.

A Rambouillet, lors des premières négociations, fin janvier et début février, les services alliés de renseignement ont donné l'alerte. L'armée yougoslave revenait en force au Kosovo, avec 40 000 hommes appuyés par 300 chars. Elle procédait au camouflage de ses installations, dissimu-

laient étaient en train, au terme d'une préparation de longue date, d'agir ouvertement au Kosovo: elles attaquaient les éléments de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et s'en prenaient aux civils albanais.

Dans l'esprit des planificateurs de l'OTAN, les frappes aériennes sur le système répressif de M. Milosevic, qu'elles ont l'ambition de casser, devraient pouvoir faire réfléchir les généraux serbes. La destruction, ou la neutralisation, des forces ne peut laisser insensible un état-major duquel on attend, à l'OTAN, qu'il fera prendre conscience à son président qu'il risque de perdre progressivement l'outil sur lequel il s'appuie.

Ces spéculations se basent sur le fait que deux des généraux au sommet de la hiérarchie allée, le général Clark et le général Klaus Naumann, qui préside le comité militaire, ont cru comprendre de leur rencontre, fin octobre 1998, avec le chef d'état-major des armées yougoslaves, le général Momcilo Perisic, que les forces serbes avaient, elles, en leur sein, des éléments prêts à une confrontation avec l'OTAN. Quelques jours plus tard, le général Perisic était « démissionné », avec d'autres généraux de l'armée de l'air et de la sécurité, par M. Milosevic.

Jacques Isnard

Trois phases dans les bombardements

Après la phase 1, qui a consisté à rendre le moins efficace possible la défense aérienne (les avions), la défense anti-aérienne (les missiles) et les radars qui leur sont associés, l'opération « Force alliée » est entrée dans la phase 2 de la planification initiale de l'OTAN, même si la phase 1 continue. La phase 2 s'en prend aux forces de répression yougoslaves, toutes catégories d'unités confondues, sur le terrain, en Serbie et au Kosovo, et à ce qui peut contribuer à leur disponibilité: des centres de commandement et de contrôle, des quartiers généraux et leur administration, des casernes, des infrastructures et la logistique (usines d'armement, bases et garnisons, stocks de munitions ou de pièces de rechange et dépôts d'essence). La phase 3, qui requiert une nouvelle approbation du Conseil atlantique, vise des installations à caractère plus politique, comme les sièges gouvernementaux, des sources d'énergie essentielles à l'activité économique, des équipements de transmissions étatiques et des stations de radio et de télévision.

Moscou reste prudent quant à un éventuel soutien militaire à Belgrade

MOSCOU
de notre correspondant
Outre une escalade verbale soigneusement maîtrisée, Moscou multiplie les signaux pour obtenir l'arrêt des opérations militaires de l'OTAN et le « retour à un processus politique ». Vendredi, les autorités russes ont mis en avant plusieurs informations allant dans le même sens: la Russie ne peut exclure d'aller au-delà d'un simple « soutien politique » à Belgrade et de lui fournir une assistance militaire.

Ainsi, la frégate Liman, équipée de systèmes de renseignements, a quitté, vendredi, le port de Sébastopol pour l'Adriatique. Une demi-douzaine d'autres navires de guerre devraient dans les jours qui viennent « se rendre sur la zone de conflit », a ajouté l'état-major. La flotte du Nord a également débuté des manœuvres dans la mer de Barents. Par ailleurs, des sources militaires russes ont affirmé que les débris de l'avion furtif F-117, perdu en

Serbie par l'OTAN, étaient d'ores et déjà à Moscou. Enfin, le ministère des Situations d'urgence a annoncé qu'un premier convoi d'aide humanitaire de 1 600 tonnes devrait arriver à Belgrade « vers le 7 avril ».

La Russie paraît pourtant décidée à poursuivre son rôle de médiateur, malgré l'échec du voyage à Belgrade du premier ministre Evgueni Primakov. Ainsi, la demande d'aide militaire formulée, vendredi, par Slobodan Milosevic, qui recevait une délégation de parlementaires russes, a été accueillie favorablement. Une telle aide « est possible », a noté le chef d'état-major, Anatoli Kvachnine, qui ajoutait aussitôt: « Elle dépend de la situation », laquelle « n'impose pas la nécessité d'octroyer à la Yougoslavie une aide militaire d'urgence ». Le Kremlin se montre encore plus prudent, notant que les parlementaires russes « n'ont aucun mandat ».

Lors d'une conférence de presse, Igor Ivanov, ministre des affaires

étrangères, a démenti des informations publiées, le 2 avril, par le quotidien Kommersant, faisant état de la fourniture à Belgrade de renseignements militaires sur les opérations de l'OTAN. « C'est absurde », a insisté M. Ivanov, qui a aussi précisé que le départ de navires russes pour l'Adriatique était conforme « aux traités internationaux ».

PEU DE MOYENS

Depuis le début des opérations de l'OTAN, le président Boris Eltsine a fait savoir que « la Russie ne se laissera pas entraîner dans un conflit militaire ». Le pays ne devrait pas briser l'embargo sur la livraison d'armes à la Yougoslavie instauré par les Nations unies pour une autre raison: il ne cesse de répéter que l'ONU est seule habilitée à résoudre la crise du Kosovo. Vendredi soir, M. Primakov s'entretenait par téléphone avec son secrétaire général, Kofi Annan.

Iouri Loujkov, maire de Moscou, et Alexandre Lebed, gouverneur de Krasnoïarsk, ont tous deux appelé à fournir « une assistance militaire et technique » à la Yougoslavie. Mais les partis représentés à la Douma se montrent plus évasifs. Le Parti communiste demeure désormais silencieux à ce sujet, après avoir prôné « l'envoi de volontaires pour aider nos frères serbes ».

Moscou préfère mettre en avant ses initiatives diplomatiques, même si sa demande d'une réunion des ministres des affaires étrangères des pays du G7 et de la Russie n'a suscité qu'un intérêt poli dans les capitales occidentales. « La menace d'extension régionale et internationale de la crise a augmenté, la situation menace tout le monde », a dé-

claré, vendredi, Igor Ivanov. La Russie tient surtout à faire savoir qu'elle n'acceptera pas une intervention terrestre, dont M. Ivanov estime qu'elle « est en préparation ». « L'OTAN crée une catastrophe humanitaire avec ses bombardements », a-t-il ajouté, puis elle lance une opération terrestre pour prévenir cette catastrophe... cherchez la logique.

En-dehors de la voie diplomatique, la Russie dispose de peu de moyens de peser fortement dans ce conflit. Un ancien responsable des forces de défense anti-aérienne explique, dans le journal gouvernemental Rossijskaja gazeta du 3 avril, qu'une aide militaire à Belgrade coûterait au bas mot « cinq milliards de dollars » (4,7 milliards d'euros). Et la crise diplomatique qu'elle susciterait avec les Etats-Unis et l'Europe aurait des conséquences autrement plus lourdes.

L'opinion publique russe n'est d'ailleurs pas prête à ce que les autorités s'engagent dans cette voie. Les sondages publiés ces derniers jours montrent que 90 à 93 % des personnes interrogées sont opposées aux opérations militaires de l'OTAN, jugées responsables de la guerre et de la catastrophe humanitaire du Kosovo. Mais, dans le même temps, 9 % seulement, selon l'institut VTsion - voire 3 % selon une étude publiée par Kommersant -, se disent favorables à une aide militaire directe à la Serbie. Dans ces deux sondages, près de 60 % des personnes interrogées estiment que la Russie doit « jouer un rôle pacifique et de médiateur » et faire pression sur l'ONU.

François Bonnet



Pour connaître
un des secrets
les mieux gardés
du Canada,
tournez la page...

هكذا من الأصل

L'afflux des réfugiés kosovars prend des proportions dramatiques en Albanie et en Macédoine

L'OTAN ordonne à ses troupes d'aider les organisations humanitaires

Selon l'OTAN, 634 000 personnes, soit le tiers de la population kosovare, auraient été poussées à fuir leurs foyers depuis le début de l'offensive

CONFRONTÉES au « plus grand exode de réfugiés en Europe depuis la guerre en Bosnie », selon le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Sadako Ogata, la communauté internationale et les organisations humanitaires ont paru débordées, vendredi 2 avril, par « l'expulsion systématique des Albanais du Kosovo » opérée par les forces serbes. « Notre capacité de réponse est dépassée par l'ampleur des expulsions », a ajouté M^{me} Ogata. Selon le bilan diffusé par le HCR, vendredi en début d'après-midi, « au moins 230 000 Albanais du Kosovo » avaient été poussés hors de la province depuis dix jours.

Près d'un tiers de la population du Kosovo, soit 634 000 civils, ont été chassés au cours des douze derniers mois, a pour sa part annoncé le porte-parole de l'OTAN, James Shea, dont 350 000 restent bloqués au Kosovo. « Nous sommes en train d'assister à un phénomène que nous n'avions pas vu en Europe depuis la seconde guerre mondiale », a renchérit le porte-parole de l'OSCE en Albanie, Andrea Angeli, en ajoutant qu'« il sera vraiment difficile de faire face ». A Genève, un porte-parole du HCR, Paul Stromberg, a expliqué que le problème était surtout logistique : « Il y a une bousculade normale dans les premiers jours d'une urgence et dans quelques jours l'acheminement se fera mieux ».

En Albanie, principal pays touché par l'exode, 120 000 personnes se sont réfugiées depuis dix jours, selon le recensement du HCR. Pour la seule journée de jeudi, 20 500 personnes ont pénétré dans le pays par le poste-frontière (nord) de Morina, a précisé l'OSCE. Tirana a lancé un véritable SOS en faveur d'une aide étrangère. « Nous avons perdu le contrôle de la situation, c'est une catastrophe », a estimé le ministre albanais de l'information, M. Mustafë Ujini, en regrettant que le HCR « ait prévu l'exode des Kosovars en Macédoine ».

serbe au Kosovo. Gouvernements et organisations humanitaires affrontent de graves problèmes d'organisation pour accueillir ces réfugiés. Un conseil spécial des ministres européens des affaires étrangères se tiendra le 8 avril à Bruxelles pour examiner la situation.

Les Français viennent d'envoyer quatre Transall dans la région pour assurer des transports. Les Américains apportent des vivres. L'Italie dispose d'un bataillon en Albanie pour aider les réfugiés.

A l'initiative de l'Allemagne, les ministres des affaires étrangères des Quinze tiendront, le 8 avril à Bruxelles, un conseil spécial consacré à la situation. Emma Bonino, la Commissaire européenne chargée de l'action humanitaire, qui revient d'une visite en Albanie et en Macédoine, a appelé l'Union européenne à mobiliser ses moyens. « ECHO », l'organe d'action humanitaire de la Commission, a déposé 12 millions d'euros. M^{me} Bonino va demander que des réserves budgétaires soient rendues disponibles. Elle réclame également davantage de personnels.

Pour ne pas prêter la main, même indirectement, au « nettoyage ethnique », voulu par les autorités serbes, la Commission européenne insiste sur la nécessité d'œuvrer pour que les réfugiés puissent rentrer le plus vite possible chez eux. A ses yeux, un tel retour n'est possible que si une présence militaire occidentale domine des garanties suffisantes contre les exactions des milices serbes. De manière implicite, mais néanmoins parfaitement claire, elle s'est prononcée en faveur d'une intervention militaire terrestre de l'OTAN au Kosovo afin d'y créer des « zones de sécurité » où il serait possible d'assister les Kosovars qui n'ont pas encore fui ou été expulsés (lire ci-contre). « Si nous voulons ouvrir un espace humanitaire, conformément à ce que prévoient les conventions de Genève, il nous faut une protection armée, a-t-elle dit, afin que ne se répètent pas les événements de Srebrenica ou de Gorazde » (enclaves de Bosnie vidées de leur population, où plusieurs milliers d'hommes furent assassinés par les Serbes en juillet 1995).

Ph. L.

La ville de Pristina systématiquement vidée de sa population

Envoyé spécial du Los Angeles Times, Paul Watson est l'un des très rares correspondants de presse occidentaux encore présents à Pristina. « A l'heure même (jeudi 1^{er} avril) où, à Belgrade, Ibrahim Rugova apparaissait, souriant, aux côtés de M. Milosevic, écrit-il dans l'édition de vendredi, le leader yougoslave intensifiait son règne de terreur brutale à Pristina. La police serbe, les soldats et les groupes paramilitaires continuent d'opérer en équipes, allant de porte de porte et chassant les Albanais du Kosovo de leurs maisons, afin de les embarquer dans des trains en direction de la frontière macédonienne. Mercredi, après la marche de 7 000 Albanais forcés de traverser la ville en direction de la gare, les habitants avaient fui le quartier presque vide de Vranjevac en petits groupes de vingt à trente. A la gare, des centaines d'Albanais ont passé la nuit à camper sur la pelouse, effrayés par les explosions des bombes de l'OTAN et le bruit de véhicules transportant les paramilitaires serbes dans les rues sombres. »

En Macédoine, dont les autorités ont estimé avoir atteint le seuil maximum d'accueil de réfugiés, 70 000 personnes sont arrivées en dix jours, toujours selon le HCR. Jeudi, 40 000 réfugiés, provenant essentiellement de Pristina, ont pénétré dans le pays ou sont restés bloqués aux postes-frontières. L'aide, distribuée par des organisations locales sous le contrôle de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, arrive au compte-goutte. Au Monténégro, qui forme, avec la Serbie, la République fédérale de Yougoslavie, le nombre des personnes déplacées s'élève à plus de 30 000. Quelque 7 500 personnes se sont ré-

en aide aux réfugiés », a indiqué le porte-parole de l'Alliance, Jamie Shea, au cours de son point de presse quotidien à Bruxelles. L'OTAN dispose en Macédoine de 12 000 hommes qui avaient été envoyés l'an dernier aux fins de protection des observateurs de l'OSCE (Organisation de sécurité et de coopération en Europe) chargés de vérifier l'application des premiers accords de cessez-le-feu. Une équipe du quartier général du flanc Sud de l'OTAN en Europe est également sur place en Albanie pour évaluer les moyens à mettre en place. En outre, plusieurs armées occidentales participent déjà aux secours.

Les réseaux albanais de l'héroïne, la propagande de Belgrade contre l'UCK et la réalité

LA PROPAGANDE du régime de Belgrade affirme, avec une rare constance, que l'Armée de libération du Kosovo (UCK) est financée par le trafic d'héroïne. « Une partie de l'argent de la drogue sert à financer la création d'une République du Kosovo, à l'achat d'armes et à l'armement de divers groupes terroristes », écrit le quotidien Politika, proche de Slobodan Milosevic, dans son édition du 20 juillet 1997. Bien moins catégorique, en raison du manque de preuves, la communauté des services de sécurité et de renseignement en Europe occidentale a cependant de sérieuses raisons de s'interroger.

Il est incontestable que les groupes criminels albanophones - du Kosovo, de Macédoine et d'Albanie - sont devenus des acteurs importants du marché européen de l'héroïne. Leur montée en puissance, depuis le début de la décennie, les place juste derrière les traditionnelles mafias turques. Le 25 mars, au lendemain du déclenchement de la guerre, les experts de l'Office européen de police (Euro-

pol) ont ainsi participé à une réunion, programmée de longue date, sur les « réseaux kosovars de trafics de stupéfiants ». Dans un rapport de novembre 1997, Interpol soulignait que « les Albanais du Kosovo détiennent une part majeure du marché de l'héroïne en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Hongrie, en République tchèque, en Norvège, en Pologne et en Belgique ». Quatorze pour cent des revendeurs interpellés sur le continent en 1997 ont été des albanophones (contre 30 % de ressortissants turcs).

Tout au long des années 1990, les démantèlements de réseaux albanais se sont multipliés, principalement en Suisse et en Allemagne, où vivent la majorité des Albanais installés en Europe. L'Office fédéral de la police helvétique estime que 80 % du marché local de l'héroïne est contrôlé par des Albanais. En 1997, la police de Zurich a interpellé une trentaine d'Albanais du Kosovo et de Macédoine, saisissant 137 kilos d'héroïne et 754 000 francs suisses. Les profits étaient recyclés en Macédoine, dans l'achat de res-



taurants, d'entreprises et d'immeubles, selon les enquêtes. Citant les investigations de la cellule anti-mafia du parquet de Milan, une récente enquête du journal italien MicroMega (reproduite dans

banais de souche dans la région serbe du Kosovo se livrent au trafic de drogue afin de financer leurs activités séparatistes. » Au début de la décennie, a encore nuancé en octobre 1998 le rapport annuel de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD), une ONG basée à Paris, « les trafics des « patriotes » portaient généralement sur des quantités réduites de drogue (quelques kilos) destinées à acheter des armes acheminées au Kosovo ». Or le pillage généralisé des casernes et des entrepôts militaires en Albanie, lors des insurrections de 1997, a depuis largement permis aux divers groupes militaires des Balkans de s'équiper à bon prix dans la région. « Au point que, désormais, tout en réclamant des armes pour leur cause, les Kosovars en sont devenus également exportateurs », relève l'OGD.

L'ampleur des collectes de fonds organisées ces derniers temps par des associations liées au Kosovo n'en intrigue pas moins les polices européennes. Ces collectes, réalisées auprès des diasporas albanaises en Amérique du Nord, en Australie et en Europe, ne dissimulent-elles pas des sommes d'origine douteuse ? En août 1998, la justice suisse a ainsi saisi deux comptes bancaires gérés par des Kosovars, pour s'assurer que leurs fonds ne provenaient pas d'un trafic d'armes, animé par des Albanais, qui venait d'être démantelé. Le premier compte, celui de l'association Fonds pour le Kosovo, était crédité de 8 millions de francs suisses (5 millions d'euros) ; il se situait « plutôt » du côté de la Ligue démocratique du Kosovo du dirigeant modéré Ibrahim Rugova, selon les enquêteurs. Crédité de 600 000 francs suisses (380 000 euros), le second appartenait à l'organisation Appel de la patrie, réputée plus proche de l'UCK. Il est toujours placé sous séquestre.

COMPTES SOUS SÉQUESTRE

Cependant, aucune affaire d'envergure n'a pour autant démontré que le mouvement indépendantiste albanais aurait organisé son financement par le trafic, assure-t-on aujourd'hui dans les milieux européens du renseignement. Comme l'écrit le journaliste Nicolas Miletić, dans son livre *Trafics et crimes dans les Balkans* (PUF, octobre 1998), « il n'existe guère de preuves convaincantes que les indépendantistes albanais du Kosovo soient financés par l'argent de la drogue ». Même si l'agence américaine de lutte contre la drogue (DEA) avait, dès 1993, estimé, en termes prudents, « possible que certains membres de la communauté al-

L'exode pousse les alliés à réviser leur stratégie

La création de « zones de sécurité » au Kosovo pourrait déboucher sur l'instauration d'un véritable « protectorat » international

TOUTES les questions tournent autour du même thème : faut-il envoyer des troupes au sol au Kosovo ou s'en tenir aux frappes aériennes sur la province et l'ensemble de la Serbie, y compris la capitale Belgrade, commencées depuis le 25 mars ? A l'OTAN comme à Washington, la réponse officielle n'a pas varié : on continue. « Il existe une bonne chance de remplir notre mission avec les moyens que nous avons déployés », a déclaré, vendredi 2 avril, Bill Clinton devant les journalistes. Le président américain a répété qu'il n'était pas question d'envoyer des forces terrestres « dans un environnement non permissif ».

La Maison Blanche et le département d'Etat se sont efforcés ensuite de faire l'exégèse de ses propos et de dissiper l'impression qu'il y ait eu un « glissement » dans la position américaine. L'« environnement permissif », a expliqué le porte-parole du département d'Etat, est décrit dans le projet de Rambouillet, avec d'une part un accord politique et d'autre part le retrait partiel des forces serbes du Kosovo. Ces conditions sont toujours valables. Comme l'a répété le porte-parole de la Maison Blanche, nous en sommes « seulement » à une semaine de bombardements : il faut laisser le temps de mener la campagne jusqu'au bout.

MENACES SUR LE MONTÉNÉGRO

Au-delà de cette position officielle, cependant, deux considérations amènent les responsables alliés à s'interroger de plus en plus ouvertement sur la pertinence de la stratégie suivie jusqu'à maintenant par l'OTAN. Il s'agit de l'exode massif des réfugiés kosovars, à quoi s'ajoutent les risques de déstabilisation du Monténégro, la petite République qui, avec la Serbie, constitue ce qu'il reste de la Yougoslavie fédérale. Les alliés craignent que les changements opérés par Slobodan

dan Milosevic dans la hiérarchie militaire au Monténégro soient le prélude à un coup d'Etat pour renverser le président Djukanovic, qui a pris ses distances avec l'homme fort de Belgrade. L'OTAN a assuré qu'elle ne laissera pas M. Milosevic chasser un président démocratiquement élu sans préciser les moyens qu'il serait éventuellement employés. Sans doute ne s'en tiendrait-elle pas à une condamnation verbale.

Mais la stabilité de toute la région est surtout menacée par l'exode massif des réfugiés kosovars qui affluent en Albanie, en Macédoine et au Monténégro. Bien que des chiffres exacts soient difficiles à établir, ils seraient près de 300 000 à avoir quitté la province dans les dernières semaines. Les responsables alliés insistent sur le fait que l'exode avait commencé bien avant les frappes de l'OTAN. Avec les personnes déplacées qui errent encore à l'intérieur du Kosovo, quelques 600 000 personnes auraient ainsi perdu leur foyer.

Avec des économies faibles et des gouvernements fragiles, l'Albanie et la Macédoine ont du mal à faire face à ces vagues migratoires. Le secrétaire d'Etat adjoint, Strobe Talbott, a entrepris une tournée dans la région pour inciter d'autres pays comme la Grèce, la Roumanie et la Bulgarie à accueillir des Kosovars, sans grandes chances d'être entendu.

La réponse à l'exode est pour l'instant humanitaire. Les institutions internationales et les ONG cherchent à parer au plus pressé. L'OTAN met une partie de ses moyens à leur service pour transporter les vivres, les médicaments et les abris de fortune. Des éléments de la force d'extraction de l'OTAN, qui sont l'arme au pied en Macédoine depuis le mois de décembre, participent à l'opération.

A l'origine, cette force, commandée par le général français Marcel Valentin, devait extraire, en cas de besoin, les vérificateurs non armés envoyés par l'OSCE au Kosovo. Ceux-ci ont quitté la province sans encombre après la rupture des négociations entre les Serbes et la communauté internationale. Entre-temps la force d'extraction s'était transformée pour constituer les premiers éléments de la KFOR, qui aurait été chargée de surveiller l'application des accords de Rambouillet. Elle compte actuellement quelque 11 000 hommes, dont 2 400 Français.

LA PARTITION REJETÉE

Si l'exode doit être arrêté, si l'objectif est, comme l'a déclaré vendredi Bill Clinton, de permettre aux Kosovars de retourner chez eux, l'humanitaire ne suffit pas. Que faire alors ? Une idée, soutenue par Emma Bonino, la commissaire européenne chargée des affaires humanitaires, serait de créer un corridor ou des zones de sécurité dans le sud du Kosovo protégées par des soldats de l'OTAN. Un tel plan nécessiterait un déploiement de forces relativement modeste (environ 20 000 hommes) et pourrait être réalisé par les Européens, avec un appui logistique américain, après deux semaines de préparatifs, à partir de la force de l'OTAN en Macédoine.

Selon le New York Times, la création d'un véritable « protectorat » ferait l'objet de discussions entre Occidentaux, mais elle supposerait que les frappes aériennes aient auparavant réduit le potentiel de résistance des forces serbes au Kosovo. Les réfugiés pourraient alors être réinstallés dans cette partie « libérée » de la province. La formule du « protectorat » a l'avantage d'écartier pour un temps l'hypothèse de l'indépendance du Kosovo ; elle a l'inconvénient d'entériner de fait la partition de la province, que le porte-parole du département d'Etat a, vendredi encore, catégoriquement rejetée.

Erich Indjijan

Daniel Vernet

LATITUDE

Sicav
monétaire

euro

DIVIDENDE EXERCICE 1998 : le conseil d'administration de la Sicav LATITUDE a arrêté les comptes de l'exercice 1998 et a constaté que le dividende net par action "D", dû de distribution s'élève à 0,39600 euro, soit une contre-valeur de 2,60 francs.

Décomposition du dividende net, en euros :
- Titres de créances négociables 0,39600
soit une contre-valeur de 2,60 francs

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 14 avril 1999 et mis en paiement le 16 avril 1999.

Valeur de l'action "D" au 30.03.1999 : 21,03 euros, soit une contre-valeur de 137,95 francs

Gestion : SOSEPOSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

Sicav Info Poste : 06 36 68 58 10

هكذا من الأصل

En Allemagne, la coalition de gauche fait bloc malgré les états d'âme des Verts

Seuls les ex-communistes de l'Est expriment leur refus des bombardements de l'OTAN

Dans un pays où toute intervention de l'OTAN soulevait, il y a quelques mois encore, des débats passionnés, le gouvernement de coalition de gauche a

su gérer jusqu'à un remarquable consensus en faveur des opérations alliées au Kosovo et de la participation des forces allemandes. Mais un

reflexe anti-OTAN subsiste dans les Länder de l'ex-RDA, où les communistes représentent un cinquième de l'électorat.

BONN

de notre correspondant

Fait exceptionnel à Bonn, le chancelier Gerhard Schröder (social-démocrate, SPD) devait tenir samedi 3 avril en début d'après-midi, en plein week-end pascal, une conférence de presse, sur la situation au Kosovo, entouré de son ministre des Affaires étrangères, le Vert Joschka Fischer et son ministre de la Défense, Rudolf Scharping (SPD). Alors que des soldats allemands sont au combat pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, le chancelier veut montrer à la population combien la guerre au Kosovo est grave, et qu'il n'est pas parti, comme prévu, en vacances.

Vendredi 2 avril, l'Allemagne a pris une initiative politique à l'OTAN, qui devait conduire, samedi, l'Alliance atlantique à faire une déclaration politique, réaffirmant le bien-fondé de son action en Yougoslavie, rappelant la gravité de la situation des réfugiés et ses conditions pour un cessez-le-feu (lire page 3). Le gouvernement social-démocrate et Vert s'efforce de légitimer politiquement son action contre Belgrade, avec succès semble-t-il, puisque selon l'institut Forsa, 62 % des Allemands sont favorables aux frappes de l'OTAN.

Depuis plusieurs jours, M. Fischer rappelle que l'expulsion des Albanais du Kosovo fait partie d'un plan programmé depuis longtemps par M. Milosevic, alors que l'opinion publique peut avoir le sentiment que ce sont les bombardements de l'OTAN qui ont déclenché la catastrophe.

RISQUE DE DÉSAVEU

L'intervention devant la presse de M. Schröder a lieu alors que le week-end de Pâques est dans toutes les villes d'Allemagne l'occasion de marches pacifistes dites « de la paix ». Tombées en désuétude depuis la fin de la guerre froide, celles-ci devraient connaître un regain d'intérêt, dix jours après le début des bombardements en Yougoslavie. La base du parti Vert, partenaire de coalition de M. Schröder, est en proie à de nombreux doutes. Devant la pression des militants, sa direction a décidé vendredi de convoquer pour le 13 mai un congrès exceptionnel.

Cette date lointaine permet d'éviter un débat houleux immédiat, à l'issue duquel la direction du parti risquerait d'être désavouée par la base, comme ce fut le cas au congrès de Magdebourg en mars 1998... à propos de l'envoi d'unités de la Bundeswehr en Bosnie. La situation en Allemagne n'a toutefois rien à voir avec celle de la France, où plusieurs ministres de Lionel Jospin multiplient les décla-



clarations hostiles à l'intervention de l'OTAN. La solidarité des ministres Verts avec le gouvernement Schröder est sans faille; des pacifistes « purs et durs », comme le député Angelika Beer, ont approuvé l'intervention contre Belgrade. Parmi les personnalités connues, seul le député Vert de Berlin Hans-Christian Ströbele a pris la tête de la contestation; il a apporté une pétition de 500 personnes, la plupart inconnues selon le *Berliner Zeitung*, demandant l'arrêt du soutien à la « politique aventureuse de l'OTAN ».

En réalité, le débat de fond chez les Verts a déjà été tranché lors des massacres de Bosnie, quand les pacifistes se sont aperçus, selon l'expression du député cofondateur des Verts, Helmut Lippelt, que « la morale n'était pas du côté de la non-intervention ». L'ancien secrétaire du parti chrétien-démocrate (CDU), Heiner Geissler, a récemment déclaré que le pacifisme était mort. Déchirés entre leur combat pour les droits de l'homme - l'aide aux Albanais - et leur antimilitarisme hérité de la guerre froide, les dirigeants Verts choisissent, avec Joschka Fischer, les droits de l'homme. L'alle gauche du parti, qui constate que la situation au Kosovo a empiré depuis le début des bombardements, a cependant appelé, vendredi, le gouvernement à tout faire pour trouver une solution politique au conflit.

Le cheval de bataille pacifiste a été repris en partie par les ex-communistes du PDS. La population de l'ancienne RDA, moins dévouée aux Américains et où le PDS recueille plus d'une voix sur cinq, est, selon Forsa, favorable à 50 % seulement aux bombardements, contre 75 % à l'ouest du pays.

Avec le SPD, les Verts découvrent que les bombardements sur la Yougoslavie, en faveur desquels ils avaient voté en octobre 1998 sans trop d'états d'âme, ne sont pas une simple formalité permettant de mettre au pas M. Milosevic. Car au sein du gouvernement Schröder, la déception est immense de voir comment les choses tournent. Un ministre social-démocrate reproche à l'OTAN de ne pas avoir prévu les conséquences de ses bombardements. « Quand on joue aux échecs, on pense plusieurs coups à l'avance », déplore-t-il. Mais chacun juge qu'au regard de la situation humanitaire, il fallait intervenir, même si les conséquences n'étaient pas toutes prévisibles.

DIABOLISATION NÉCESSAIRE

Face à la riposte inattendue de M. Milosevic, le gouvernement s'efforce de justifier son action. Le ministre de la Défense Rudolf Scharping s'est livré à des surenchères verbales employant à dessein le vocabulaire du III^e Reich, parlant de « génocide » (*Völkermord*), puis de « camp de concentration ». Son collègue Joschka Fischer a parlé de « guerre ethnique », comparé la politique de Milosevic à celle « des années 30 et 40 », et a fait des allusions directes à Munich pour justifier l'intervention de l'Allemagne.

Ces propos font certes partie de la diabolisation nécessaire de Milosevic. Mais au fond, ils ne visent pas à comparer le dirigeant serbe à Hitler. Leur objectif est de justifier moralement le devoir impérieux des Allemands d'intervenir, alors que les démocraties européennes n'ont pas su, en leur temps, empêcher que les nazis de commettre leurs crimes. Le grimage du chancelier Schröder en Hitler par des manifes-

tants serbes en Allemagne a été jugé particulièrement blessant. Les Balkans ayant, il est vrai, été le lieu d'exactions particulièrement horribles des nazis pendant la deuxième guerre mondiale.

Pendant la durée du conflit, le gouvernement a absolument besoin de conserver l'appui de la population et de la classe politique, d'autant qu'un vote du Bundestag est indispensable si le gouvernement veut aller plus loin que des bombardements aériens. Cet appui ne fait, pour l'instant, pas défaut, mais Belgrade n'a guère eu l'occasion de présenter aux médias les victimes civiles des bombardements de l'OTAN, tandis qu'un soldat allemand n'est mort au combat ou n'a été fait prisonnier. L'opposition de droite a apporté son soutien sans faille au gouvernement, mais l'ancien ministre de la Défense Volker Rühe (CDU) a déjà rappelé son opposition à l'envoi de troupes au sol.

L'ancien maire (SPD) de Hambourg Hans-Henning Voscherau craint aussi que l'OTAN ne soit en fin de compte obligé d'envoyer des troupes au sol. « Ce serait la guerre, le considérer totalement inacceptable, au regard des expériences de la deuxième guerre mondiale, d'envoyer la base des troupes au sol allemandes », a déclaré fin mars M. Voscherau au quotidien *Die Welt*. « Et le gouvernement pense de même », affirmait-il. Les hésitations de l'OTAN sur ce sujet et les délais nécessaires à une telle intervention devraient permettre aux Allemands de rester le plus longtemps possible solidaires de leurs alliés.

Arnaud Leparmentier

DÉPÊCHES

AVION FURTIF

■ Des éléments du bombardier furtif F-117 abattu en territoire serbe ont déjà été cédés à la Russie, selon l'agence Interfax. Ces pièces auraient été acheminées par avion vers la Russie, précise-t-on de sources proches du ministère de la Défense et de l'état-major russe. Le ministre yougoslave de la Défense, Pavle Bulatovic, avait fait savoir, vendredi 2 avril, que son pays était disposé à donner une partie de l'épave du F-117 « à l'armée et aux institutions scientifiques russes ». Toutefois, selon un spécialiste militaire, la boîte noire de l'appareil est conçue pour s'autodétruire en cas de crash. — (Reuters.)

GOVERNEMENT

■ Un responsable politique de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), Hashim Thaqi, a annoncé, vendredi 2 avril, la composition d'un nouveau « gouvernement » kosovar dont les principaux postes ont été attribués à des membres de l'UCK, selon la télévision albanaise. Dans ce gouvernement, il y a deux postes de « vice-premiers ministres », dont l'un revient au Mouvement démocratique unifié (LBD) et l'autre au parti du chef modéré Ibrahim Rugova (LDK) et dont le titulaire n'a pas été encore désigné. Hashim Thaqi était le coordonnateur de la délégation des Albanais du Kosovo aux négociations de Rambouillet. — (AFP)

RUGOVA

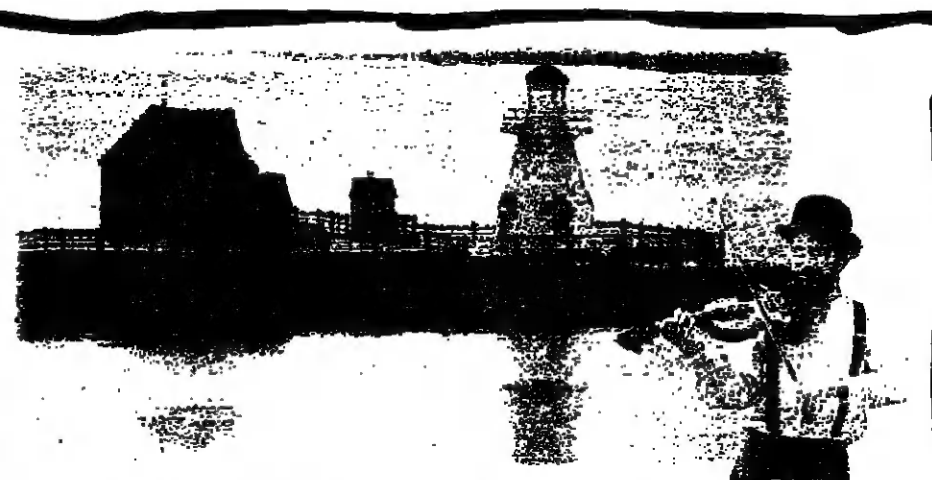
■ Bajram Gecaj, le porte-parole à Londres de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), dont Ibrahim Rugova est le président, a affirmé, vendredi 2 avril à la BBC, que le dirigeant albanaise devait avoir agi « sous la contrainte ou il était drogué », lorsqu'il est allé rencontrer Slobodan Milosevic à Belgrade jeudi. « Nous pensons que ces images de télévision peuvent avoir été trafiquées et si elles ne l'ont pas été, nous ne pouvons pas oublier que Rugova est un prisonnier, un otage, comme beaucoup d'Albanais, comme les soldats américains », a dit Bajram Gecaj. Les Serbes « utilisent toutes les méthodes possibles pour arriver à leurs fins. Sa famille est avec lui. Ils ont pris en otage sa famille. Nous le considérons comme notre dirigeant, mais tant qu'il est entre les mains des Serbes, ce qu'il dit n'a pas de valeur pour nous », a dit M. Gecaj.

KOSOVARS TRAQUÉS

■ Selon des photographies de reconnaissance aux mains d'officiers de l'OTAN, 70 000 Albanais de souche sont actuellement encerclés et harcelés par les tris d'artillerie de trois brigades de l'armée yougoslave dans la vallée de Pagarusa à 50 kilomètres au sud-ouest de Pristina, le chef-lieu du Kosovo.

ENNEMIS

■ Le vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, a appelé, vendredi 2 avril, les Yougoslaves à ne pas s'en prendre aux étrangers et à leurs représentations, dans une déclaration citée par l'agence officielle Tanjug. « Aucune institution étrangère à Belgrade, en particulier celles représentant les pays dont les gouvernements ont décidé d'agresser la Yougoslavie, ne doit être l'objet de notre colère, même si celle-ci est justifiée », a-t-il déclaré. « Les journalistes étrangers, les diplomates, les hommes d'affaires (...) ne sont pas nos ennemis », a poursuivi M. Draskovic, en désignant comme « ennemis » ceux « qui ont donné l'ordre de commettre une agression brutale contre notre pays ». Les centres culturels américain, français, britannique et allemand, ainsi que les bureaux de la compagnie Air France, ont été complètement saccagés. Les ambassades du Canada, d'Italie et d'Albanie, ainsi que deux restaurants américains McDonald ont été endommagés depuis le début des frappes, le 24 mars.



Le Nouveau-Brunswick. L'autre cousin du Canada français.

Imaginez la nature à l'état sauvage, le plein-air plus vrai que nature, le va-et-vient des plus hautes marées du monde... Le Nouveau-Brunswick ne cessera jamais de vous enchanter et de vous surprendre. Voisin immédiat du Québec, le Nouveau-Brunswick est le berceau du français en Amérique. C'est le pays de la Sagouine d'Antonine



Vols directs Paris (CDG) / Moncton / Paris (CDG) à partir de 2640 FF à compter du 12 juin 1999

Pour plus de renseignements sur le Nouveau-Brunswick et les formules de voyages, adressez-vous à la Commission Canadienne du Tourisme au 01 44 43 35 07. Pour joindre Canada 3000, par téléphone : faites le 03 44 54 30 00, par fax : 03 44 54 58 21, par e-mail : c3paris@worldnet.fr ou par Minitel : 3615 CANADA3000.

Nouveau Brunswick

Canada 3000

C'est différent!

CANADA Une Généreuse Nature

Les communistes italiens en « dissidence responsable »

ROME

correspondance

Personne n'emploie le mot crise. Mais les ministres communistes devaient passer à une « dissidence responsable », nouveau terme d'un jargon politique qui n'a jamais été avare de fantaisie. Il s'agit pour les communistes italiens de se démarquer dans une coalition de centre-gauche qui, malgré ses états d'âme, soutient l'action de l'OTAN. Quitter le gouvernement mais pas la majorité. Se mettre en quelque sorte « en veilleuse » en attendant que passent les vents de guerre. La décision devait être prise samedi 3 avril, au cours de la réunion des instances dirigeantes du Parti des communistes italiens (Pci), scission de Rifondazione, mais elle pourrait ne devenir effective qu'après Pâques pour donner encore quelques jours au président du conseil, Massimo D'Alema.

Les communistes attendent un geste, une disponibilité au dialogue. Le chef du gouvernement a fait le premier pas en se déclarant intéressé par la demande de la Russie d'une réunion du G8 et est convaincu de la nécessité de soutenir les initiatives de paix du Vatican. Un signal qui pourrait suffire pour l'instant aux communistes pour res-

ter, même si c'est d'une façon critique.

L'action armée contre la République fédérale de Yougoslavie ne pouvait pas ne pas faire éclater les contradictions à l'intérieur de la coalition de centre-gauche, mais c'est naturellement le parti d'Armando Cossutta qui se trouve dans la position la plus délicate. Concilier le pacifisme à tout prix qui l'anime avec la solidarité à un gouvernement qui est engagé en première ligne dans une guerre menée par l'OTAN - cette alliance que tout communiste qui se respecte a toujours combattue - n'est pas facile : même pour Armando Cossutta, homme du sérail rompu à toutes les astuces de la politique.

DÉMISSION SYMBOLIQUE

Tout au long de la journée de vendredi, de part et d'autre, on a cherché la solution pour éviter que la coordination du Parti, convoquée pour samedi, n'entraîne une décision déjà prise. Les deux ministres, Oliviero Diliberto, garde des sceaux, et Katia Bellillo, aux affaires régionales, devraient rendre leur mandat, mais la parade serait déjà trouvée : le président du conseil garderait l'intégrité de la justice et un de ses ministres assurerait celui de

l'autre démissionnaire en attendant que la situation évolue. Une démission symbolique donc.

De leur côté, les Verts ont décidé de « rester pour pousser vers une solution diplomatique du conflit ». Mais, c'est à l'intérieur même du parti du président du Conseil, chez les Démocrates de gauche (DS), que l'on retrouve ce que les Italiens appellent le « Mal di pancia », ce mal au ventre politique qui prend la gauche dès qu'il s'agit de faire des choix qui l'éloignent de ses idéaux. Alors que le secrétaire Walter Veltroni parlait du « devoir de la gauche de faire la guerre à un dictateur », l'un des plus anciens dirigeants du Pci d'abord puis du PDS, Aldo Tortorella, a quitté les instances dirigeantes du Parti. Le président des sénateurs (DS), Cesare Salvi, quant à lui, déclare que « l'Italie ne peut pas suivre partout l'OTAN ».

Massimo D'Alema semble avoir bien compris ce climat. Il s'apprête à se rendre à bord d'un navire italien face au large de l'Albanie, face au drame des réfugiés, sur lequel il pourrait faire ses déclarations qui remettront les choses en place à Rome.

Salvatore Aloise

مكتبة من الأصول

Washington et Londres ont lancé un raid aérien contre l'Irak

BAGDAD. L'Irak a affirmé, vendredi 2 avril, que des avions britanniques et américains avaient bombardé dans l'après-midi un site civil dans la zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak, faisant deux blessés. C'est le premier raid du genre depuis le 19 mars. Selon Bagdad, la principale station contrôlant le pompage du brut irakien vers le terminal de Mina El Bakr, sur le Golfe, a été détruite. Les États-Unis ont confirmé que des avions ont bombardé deux sites dans le sud de l'Irak après la violation de la zone d'exclusion par trois appareils irakiens. D'après Washington, c'est un « site de contrôle des communications et une station-radio », qui ont été pilonnés. Les États-Unis ont, en revanche, démenti des informations de Bagdad selon lesquelles un premier raid américano-britannique aurait eu lieu dans la matinée dans la même région. — (AFP/Reuters.)

Lockerbie : la remise des suspects libyens à la justice néerlandaise serait imminente

NEW YORK. Le conseiller juridique des Nations unies Hans Corell, chargé de recueillir les deux Libyens soupçonnés de l'attentat de Lockerbie, est parti vendredi pour l'Italie d'où il se rendra en Libye, pour organiser le transfert des deux hommes aux Pays-Bas, où ils seront jugés, ont indiqué, vendredi 2 avril, des sources à l'ONU. Selon les engagements pris par Tripoli, la remise des deux hommes, Abdel Basset Ali Mohamed El Megrahi et Latouf Khalifa Fhimah, doit avoir lieu avant mardi. L'avion qui transportera les deux Libyens devrait aussi prendre à son bord quelques membres de leurs familles, leurs avocats, un médecin et des infirmières. Ils seront jugés aux Pays-Bas par un tribunal écossais pour l'explosion criminelle, au-dessus de Lockerbie, en Écosse, du Boeing du vol 103 de la PanAm, le 21 décembre 1988. L'attentat avait fait 270 morts. — (Reuters.)

Le pape invite les chrétiens à « l'audace de l'espérance »

ROME. Jean Paul II a invité, vendredi 2 avril, tous ceux qui étaient concernés par le conflit au Kosovo à avoir « l'audace de l'espérance devant les drames de l'humanité ». Le pape s'adressait aux dizaines de milliers de pèlerins rassemblés autour du Colisée, lors du chemin de croix nocturne qu'il a présidé à Rome, ainsi qu'aux dizaines de millions de personnes qui ont pu y assister en direct à la télévision depuis 34 pays et en particulier dans les Balkans, en Bosnie, Croatie et Slovincie, mais pas en Yougoslavie. Le pape a prié pour que les chrétiens ne perdent pas « le courage et l'audace de l'espérance devant les drames de l'humanité et devant chaque situation injuste qui humilie la créature humaine ». — (AFP)

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS - RUSSIE - SYRIE** : des sanctions seront imposées à trois firmes russes pour fourniture d'armements à la Syrie - pays que Washington accuse de soutien au terrorisme -, a annoncé, vendredi 2 avril, le porte-parole du département d'État, James Rubin. Les trois firmes russes incriminées sont le Bureau de Design de Toulou, les Constructions mécaniques de Volk et Tzmitochmach. Outre la suppression de l'assistance américaine à ces entreprises, le département d'État a interdit l'achat ou la fourniture d'articles militaires aux trois firmes. — (Reuters.)

■ **ÉTATS-UNIS** : le chômage aux États-Unis est tombé au plus bas depuis vingt-neuf ans en mars avec un taux de 4,2 %. Le taux de chômage a diminué de 0,2 point et l'économie n'a engendré que 46 000 nouveaux emplois nets après un gain de 297 000 en février, selon les chiffres publiés vendredi 2 avril par le département du travail. Pour 1999, les conjoncturistes parlent sur la poursuite d'une croissance de plus de 3 %. — (AFP)

■ **CAMBODGE** : une plainte contre les dirigeants khmers rouges a été déposée, vendredi 2 avril, à Paris, par deux Français d'origine cambodgienne, pour « crimes contre l'humanité, séquestrations arbitraires et tortures » de membres de leur famille sous le régime de Pol Pot, au Cambodge. La plainte avec constitution de partie civile a été déposée auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de la capitale. Elle vise Khieu Sampan, Nuon Chea, Ieng Sary et Ta Mok, quatre dirigeants khmers rouges résidant au Cambodge. — (Reuters.)

■ **CORÉE DU NORD** : plus de 750 exécutions publiques ont eu lieu entre 1995 et 1998 au cours d'une campagne contre la montée de la criminalité qui a suivi l'effondrement économique du pays, ont affirmé les responsables de l'agence de renseignement sud-coréenne cités samedi 3 avril par la presse de Séoul. Le National Intelligence Service (NIS) a précisé que les autorités nord-coréennes avaient décidé de réactiver un plan mis au point en 1992 consistant à dépeupler les villes, mal ou non approvisionnées, en faveur des campagnes. Selon ces services, un million d'habitants de Pyongyang, qui en compte 3,61 millions, doivent avoir rejoint la campagne d'ici 2005. — (AFP)

■ **BÉNIN** : l'opposition au général Mathieu Kérékou a emporté la majorité des sièges à l'Assemblée nationale du Bénin lors des législatives du 30 mars, selon les résultats presque complets du scrutin publiés vendredi 2 avril par la Commission électorale nationale autonome à Cotonou. Ces résultats doivent être confirmés par la Cour constitutionnelle. — (AFP)

Alexandre Loukachenko réprime les partis d'opposition en Biélorussie

Le chef de l'Etat veut empêcher le scrutin présidentiel que ses adversaires politiques tentent d'organiser

Dirigée d'une main de fer depuis 1994 par Alexandre Loukachenko, la Biélorussie s'enfonce dans une crise politique et écono-

mique sans précédent. Restée fidèle à l'ancienne Constitution, l'opposition a annoncé la tenue, le 16 mai, d'un scrutin en vue de l'élection prési-

dentielle tandis que le président biélorusse considère que son mandat a été prolongé de deux ans par le référendum de novembre 1996.

MINISK

Alexandre Loukachenko l'a dit et répété : il ne laissera pas faire ceux qui « veulent déstabiliser » son pouvoir. Président depuis 1994 de la petite République de Biélorussie (dix millions d'habitants), cet ancien directeur de kolkhoze a mobilisé les « organes de sécurité » du pays contre les principaux partis d'opposition. Alors que la Biélorussie, dont l'économie dépend totalement de la Russie, s'enfonce dans une crise économique sans précédent, M. Loukachenko a lancé une vaste « campagne anticorruption » dont les objectifs apparaissent essentiellement politiques.

C'est à ce titre qu'il a été arrêté, le 30 mars, et aussitôt emprisonné l'ancien premier ministre Mikhaïl Tchiguir, l'une des figures de l'opposition. M. Tchiguir, qui dirigeait avant 1994 la banque Belagroprombank, est officiellement accusé d'avoir détourné un prêt d'Etat de 1 million de dollars (928 505 euros). « C'est grotesque, dit un responsable actuel de l'établissement, mais le pouvoir peut arrêter qui il veut, quand il veut. » Mikhaïl Tchiguir peut demeurer en détention provisoire durant un an et demi.

Vendredi 2 avril, le président de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), Kaut Vollebaek, s'est inquiété de cette arrestation, y voyant « une manœuvre politique injustifiée contre l'opposition ». Au début du mois de mars, l'OSCE, le département d'Etat américain et le Parlement européen avaient protesté contre d'autres arrestations de militants d'opposition. Ancien ministre et ancien président de la commission électorale, Viktor Gontchar avait été emprisonné pendant dix jours et contraint, par la force, d'interrompre une grève de la faim.

JURISDICTION SOUTIEN

Jusqu'ici profondément divisés et n'étant guère entendus en dehors de la capitale biélorusse, les partis d'opposition ont lancé une initiative qui rencontre un écho inédit dans le pays : l'organisation d'une élection présidentielle le 16 mai.

Le 26 novembre 1996, M. Loukachenko procédait à ce que beaucoup d'observateurs ont qualifié de « coup d'Etat constitutionnel ». Par référendum, il dissolvait de fait le Parlement, modifiait la Constitution de 1994 et prolongeait son mandat présidentiel de deux ans. Ce scrutin, au cours duquel des fraudes énormes ont été constatées, n'a pas été reconnu par l'OSCE et par la plupart des pays européens. « Au terme de la Constitution de 1994, la seule valable, le mandat de M. Loukachenko expire en juillet. C'est pour cela que nous organisons l'élection présidentielle de mai », dit Viktor Gontchar.

Mikhaïl Tchiguir a été arrêté la veille de son enregistrement

« officiel » comme candidat à ces élections. Ses proches affirment que « cent trente mille signatures de soutien » ont été rassemblées, plus que les cent mille prévues par la Constitution de 1994 pour être candidat. Simon Pazniak, leader du Front populaire biélorusse, premier parti d'opposition du pays, a également rassemblé les soutiens nécessaires. M. Pazniak, qui dit craindre « pour son intégrité physique », vit en Pologne et aux États-Unis, laissant ses collaborateurs mener sa campagne.

Dans son appartement de Minsk, Viktor Gontchar montre ses volumineux « dossiers électoraux ». Campant dans un jurisme sourcilieux, M. Gontchar a conservé sa fonction de président de la commission électorale et prépare minutieusement le scrutin du 16 mai. « Cent quatre-vingt commissions locales ont été installées, comme la Constitution le prévoit, dit-il. Elles rassemblent près de deux mille cinq cents personnes de deux mille cinq cents personnes votent. Ces gens ont pris beaucoup de risques en acceptant de figurer sur des listes qui, comme la loi le prévoit, ont été adressées à toutes les administrations. »

A l'autre bout de la ville, Guennadi Vorontsov, dont le bureau est orné d'un portrait du président Loukachenko, juge la situa-

tion « extrêmement simple ». Ministre de la justice, M. Vorontsov explique qu'il « n'y a qu'une Constitution, celle issue du référendum de 1996 ». « Nous avons expliqué aux partis d'opposition qu'ils devaient respecter la Constitution. Leurs activités sont illégales, nous les avons prévenus à plusieurs reprises. C'est pour cela qu'il a été décidé d'arrêter M. Gontchar. »

MISES EN GARDE À LA PRESSE

Au passage, le régime de M. Loukachenko a « mis en garde » six journaux, les menaçant d'interdiction s'ils venaient à prendre position pour les élections du 16 mai. « Là aussi, il y a une condition obligatoire, dit le ministre Guennadi Vorontsov, les informations doivent être vraies. Quand on parle de partis qui ne respectent pas la loi ou d'activités illégales, il faut être objectif. »

Alexandre Loukachenko, qui aime parler de lui à la troisième personne, note simplement que « le peuple soutient la politique du président » et qu'il n'est donc pas question de laisser se dérouler un tel scrutin. Interpellé à ce sujet par l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Minsk, M. Loukachenko avait d'ailleurs répondu le 10 février : « Est-ce que cela vous regarde ? Nous ne devons pas aux Britanniques quand ils doivent être

la reine d'Angleterre, pas plus que nous ne vérifions les vêtements de Bill Clinton. »

Numéro deux du Front populaire biélorusse, Leonid Barchitchevich s'attend à une répression massive : « Loukachenko arrêtera ce processus électoral en usant de la force et en faisant arrêter tous les membres des commissions électorales s'il le faut. Le KGB local a déjà les listes. » Oleg Manaïev, directeur d'un centre indépendant d'études politiques, note que « l'opposition, totalement marginalisée depuis 1996, gêne désormais le pouvoir ». « Ce régime est dans une impasse, beaucoup de hauts fonctionnaires commencent à le comprendre, ajoute-t-il. Et la crise économique a sérieusement entamé la popularité de M. Loukachenko. »

Joint par téléphone vendredi 2 avril, Viktor Gontchar, qui affirme « être régulièrement menacé », explique être prévenu d'une « dizaine de cas de répression chaque jour ». D'autres témoignages recueillis à Minsk font état de pressions, menaces et licenciements de membres de commissions électorales locales. La Biélorussie, qui a officiellement adhéré à l'OSCE, s'enfonce ainsi un peu plus dans la dictature.

F. Bt

TROIS QUESTIONS À...

MIKHAÏL TCHIGUIR

1 Vous êtes l'un des deux candidats à l'élection présidentielle organisée par l'opposition. Pensez-vous que ce scrutin pourra véritablement se dérouler le 16 mai ?

Je le souhaite, car c'est tout simplement le délai légal prévu par la Constitution. En novembre 1996, à l'issue d'un référendum truqué, M. Loukachenko a autoritairement prolongé son mandat présidentiel de deux ans. La seule chose qui peut empêcher la tenue de cette élection, c'est une vague massive d'arrestations. Je reçois des menaces chaque jour, comme beaucoup d'autres qui participent aux commissions électorales locales chargées d'organiser le scrutin. Mais, malgré les pressions, les gens participent : j'ai déjà réuni plus que les cent mille signatures nécessaires pour pouvoir être candidat. M. Loukachenko veut interdire ce vote parce qu'il sait qu'il serait battu aujourd'hui. L'Occident n'a pas

compris que les choses ont changé et que sa popularité est en chute libre. Depuis 1996, les salaires ont été divisés par quatre et le pays s'enfonce dans la crise et la dictature.

2 Le pouvoir vous accuse, depuis un mois, de détournement de fonds et de corruption.

On a également dit que j'étais financé par l'Occident, puis que j'étais une fabrication des services russes. M. Loukachenko vient de lancer une grande campagne « anticorruption » : elle lui permet d'arrêter et de jeter en prison tous ses opposants politiques, de renvoyer des hauts fonctionnaires jugés peu sûrs. Mais je crois que, au sommet de l'appareil d'Etat, des gens commencent à comprendre que ce régime ne peut pas continuer. Nous n'aurions pas pu aller aussi loin dans la préparation de ces élections si, dans certains ministères de force (Intérieur, Justice, Armée), on ne nous avait pas laissés faire, voire discrètement encouragés. Dans ce pays, tout tient sur la peur :

si nous la surmontons, M. Loukachenko sera balayé.

3 Vous avez été son premier ministre de 1994 à 1996. Comment l'explicitez-vous ?

Oui, je lui ai malheureusement fait confiance. J'ai cru qu'il romprait avec les traditions communistes et s'inspirerait de la voie suivie par les pays d'Europe centrale. En 1995, j'ai pu faire quelques réformes vers l'économie de marché, puis M. Loukachenko s'est mêlé de tout et a court-circuité le gouvernement avec son administration présidentielle. Opposé au référendum de novembre 1996, j'ai démissionné. Quasiment interdit de travail en Biélorussie, j'ai dû partir à Moscou diriger la filiale d'un groupe international.

Propos recueillis par François Bonnet

* Cet entretien a été réalisé le 16 mars, à Minsk, deux semaines avant l'arrestation et l'emprisonnement de Mikhaïl Tchiguir.

Le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie cite le général Morillon à comparaître au procès Blaskic

LA HAYE

Le général Philippe Morillon, ancien commandant de la Forpro au Bosnie-Herzégovine, et au moins six autres militaires de haut rang, sont cités à comparaître en tant que témoins par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), a-t-on appris à La Haye de bonne source. Les officiers sont appelés à la barre par la chambre de première instance, présidée par le juge français Claude Jorda, dans le cadre de l'affaire Blaskic. C'est la deuxième fois que les juges utilisent leur prérogative, inscrite dans l'article 98 du règlement de preuves et procédures, leur permettant de citer des témoins à comparaître. En revanche, la comparution de militaires français au cours d'un procès est une première pour la juridiction.

Outre le général Morillon, sont cités à comparaître, dans une ordonnance transmise le 25 mars aux ambassades des pays concernés : Jean-Pierre Thibault, français, chef de la mission de vérification de la Communauté européenne ; le colonel Robert Stewart, commandant du bataillon britannique de la Forpro, et donc sous les ordres du général Morillon ; le général Milijko Petkovic, croate, commandant de l'Etat-major du HVO

(forces croates en Bosnie) ; le colonel Serif Pathovic, et ses successeurs, de la septième brigade musulmane de l'armée bosniaque ; le général Enver Hadzhasanovic, commandant du troisième corps de l'armée de Bosnie-Herzégovine.

Commencé en 1997 (Le Monde du 26 juin 1997), le procès du général Thibault Blaskic a vu défiler plus d'une centaine de témoins. L'officier croate est accusé de crimes contre l'humanité pour sa participation, en tant que supérieur hiérarchique, à la purification ethnique de la vallée de Lasva, en Bosnie. Outre l'utilisation de civils musulmans bosniaques en tant que boucliers humains, l'accusation concerne diverses exactions, dont le massacre de 96 civils du village d'Ahmici.

VERSIONS CONTRADICTOIRES

Dans ce procès, deux versions totalement contradictoires s'affrontent. Le bureau du procureur affirme que Blaskic avait l'initiative et le contrôle des actes commis par ses troupes. Il serait donc coupable d'avoir ordonné, ou laissé faire, les crimes qui lui sont reprochés. La défense rejette en bloc cette version, indiquant que les forces du Conseil de défense croate (HVO) dirigées par Blaskic, n'étaient pas une armée à proprement parler, mais plutôt une bande incontrôlée,

sans communications ni matériel, opérant dans un chaos complet.

Alors que le général Blaskic est sur le point de clore sa déposition, et tandis qu'ils sont confrontés à des thèses diamétralement opposées, les juges estiment nécessaire d'entendre d'autres protagonistes militaires, dont des observateurs neutres, afin de tirer au clair le rôle de l'accusé. Les témoins pourront déposer, munis de notes personnelles, mais les juges ne veulent pas entendre de déclarations écrites préparées à l'avance.

En théorie, les témoins cités à comparaître n'ont pas le droit de se soustraire à la volonté des juges. En décembre 1997, le général Morillon avait lui-même indiqué à la télévision qu'il se rendrait à toute convocation du TPIY. A l'époque, la France et le bureau du procureur s'opposaient fermement à la comparution en témoins de militaires français. Les frictions concernaient l'accusation, et non les juges. Le différend a finalement été réglé. Paris donnant en 1998 son feu vert pour de tels témoignages, tout en se réservant le droit de demander des mesures spéciales, comme le huis clos. Cette possibilité est prévue dans le cas présent. Reste à savoir si les témoins en feront usage.

Alain Franco

INTENSYS

Sicav obligations et autres titres de créances libellés en euros

DIVIDENDE EXERCICE 1998 : le conseil d'administration de la Sicav INTENSYS a arrêté les comptes de l'exercice 1998 et a constaté que le dividende net par action « D », dite de distribution s'élève à 0,54400 euro, soit une contre-valeur de 3,57 francs.

Décomposition du dividende net, en euros :

• Obligations étrangères	0,01500
• Obligations françaises non indexées	0,06900
• Titres de créances négociables	0,46000
- Total	0,54400

soit une contre-valeur de 3,57 francs

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 14 avril 1999 et mis en paiement le 16 avril 1999 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 16 juillet 1999).

Valeur de l'action « D » au 30.03.1999 : 17,63 euros, soit une contre-valeur de 115,65 francs.

Gestion : SOGEPOSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

550 من الأصل

Les enseignants du SNES se posent en fer de lance d'un « mouvement social en faveur de l'éducation »

Le congrès a adopté le principe d'une manifestation nationale pour la première quinzaine de mai

Le congrès du Syndicat national des enseignants du second degré s'est achevé, vendredi 2 avril, à Lille. Lors de la journée de clôture, le

SNES a décidé de relancer ses actions contre la politique du gouvernement en adoptant le principe d'une manifestation nationale, en mai, des

personnels de l'éducation, de la recherche et de la culture, ainsi qu'une campagne de signatures

LILLE

de notre envoyé spécial

A l'issue de son congrès qui s'est achevé vendredi 2 avril à Lille, le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) est sorti renforcé dans sa volonté d'être le fer de lance de la critique et de la contestation contre la politique du gouvernement et en particulier du ministre de l'éducation, Claude Allègre. A la quasi-unanimité, les quelque 500 délégués ont adopté le principe d'une manifestation nationale des personnels de l'éducation, de la recherche et de la culture durant la première quinzaine de mai, à laquelle ils espèrent associer « toutes les forces syndicales, associatives, les universitaires, les parents d'élèves, les jeunes... ».

Lors de son discours de clôture, Monique Vuillat, la secrétaire générale, a indiqué que cette initiative, lancée par le SNES, devait être reprise par les syndicats de la Fédération syndicale unitaire (FSU) qui se réunissent, mercredi 7 avril, pour assurer le remplacement de Michel Deschamps, secrétaire général démissionnaire. A l'issue de leur conseil national, jeudi 1^{er} avril, les responsables du Syndicat des ensei-

gnants du premier degré (SNUipp-FSU) ont, en particulier, confirmé le principe de leur participation, en affichant toutefois leur préférence pour des rassemblements régionaux en lieu et place d'un défilé dans la capitale.

Pour le SNES, cet accord est « une étape franchie dans la mise en échec de la division des personnels », a estimé M^{me} Vuillat. Dans son esprit, il devrait contribuer à susciter un « mouvement social en faveur de l'éducation », assis à la protestation de décembre 1995 contre le plan Juppé sur les retraites et la Sécurité sociale. Tout au long des travaux du congrès, les militants ont multiplié les références à cette période pour espérer féconder « l'intransigeance gouvernementale ».

La secrétaire générale du SNES a d'ailleurs conclu son propos par un appel « pour que [le gouvernement] renonce à cette attitude méprisante et autoritaire à l'égard des personnels. Il faut, a-t-elle ajouté, qu'il accepte enfin d'ouvrir une vraie négociation, seul moyen de faire une politique en prise avec les besoins sociaux et seule façon de recréer un climat de confiance. » L'offensive du SNES devrait s'accompagner d'une cam-

pagne de signatures d'un manifeste auprès des parents d'élèves « pour faire la vérité sur les réformes et expliquer les enjeux du conflit ». En revanche, le congrès a, dans l'immédiat, repoussé le principe d'une nouvelle journée de grève comme celle du 15 mars, aussi bien pour le troisième trimestre qu'à la rentrée. Il est vrai, les enseignants du premier degré ne souhaitent pas s'associer à cette éventualité.

SIGNE DE DÉTERMINATION

Après les doutes qui s'étaient exprimés sur la stratégie adoptée au cours des derniers mois (Le Monde du 2^{ème}), le congrès a retrouvé une certaine unité dans les modalités d'actions. La cohésion qui s'est manifestée autour de la direction sortante, avant son renouvellement au mois de juin, est certes un signe de la détermination des militants dans le conflit qui les oppose à Claude Allègre. Elle vaut aussi et surtout à la veille de la mise en place de la nouvelle structure de la Fédération syndicale unitaire (FSU) dans laquelle le SNES entend peser de tout son poids.

Lors du congrès, ses dirigeants ne se sont pas privés de critiquer le

fonctionnement de la première fédération de la fonction publique, en estimant notamment « que les ambiguïtés de départ [après la scission de la FEN en 1992] se sont accentuées et sont devenues objet de conflit ». Déplorant « les divisions internes », « un positionnement difficile dans le rapport du syndicalisme au politique », des « hésitations et l'absence de plate-forme fédérale », le SNES s'est prononcé en faveur d'un fonctionnement plus « collégial », plus proche également des positions des syndicats nationaux. Favorable à la mise en place d'une direction collective de 6 ou 7 secrétaires nationaux, parmi lesquels elle devrait figurer, M^{me} Vuillat n'exclut pas pour autant d'autres formes d'organisation actuellement en discussions avec les autres composantes. Autant que le fonctionnement de la future équipe, c'est évidemment la stratégie et la ligne politique de la FSU que le SNES espère infléchir. Notamment dans la période actuelle où le syndicat du second degré compte sur d'autres relais pour renforcer sa mobilisation.

Michel Delberghe

M. Séguin et M. Tiberi veulent éviter une bataille anticipée pour l'Hôtel de Ville

Le président du RPR écrit au maire de Paris

CHACUN a de bonnes raisons de prendre en compte les intérêts de l'autre : Philippe Séguin, président du RPR, et Jean Tiberi, maître de Paris, ont décidé, vendredi 2 avril, de s'adresser aux militants du RPR parisiens, auxquels ils envoient chacun une lettre de « mobilisation » pour les élections européennes. L'initiative vient de M. Séguin, tête de liste RPR - DL qui, le 26 mars, a rédigé son appel aux « compagnons » parisiens : « Il est essentiel de ne pas se tromper de combat (...), je compte sur chaque militant et chaque militant de Paris pour s'engager dans la campagne (...), les municipalités ne sont évidemment pas à l'ordre du jour (...). J'ai déjà eu l'occasion d'intervenir à Paris pour rappeler aux règles les plus élémentaires du compagnonnage, je suis prêt à le faire de nouveau. »

Transmis à M. Tiberi-secrétaire départemental du RPR, ce texte vient à point nommé pour M. Tiberi-maire de Paris : que le chef du RPR s'inquiète d'une municipalisation de la campagne est un argument face aux manœuvres des prétendants à la succession, qu'il s'agisse d'Edouard Balladur, de

Françoise de Panafieu ou encore d'Alain Madelin, en deuxième place sur la liste conduite par M. Séguin. M. Tiberi, secrétaire de la fédération, a donc écrit son propre message aux militants : « Philippe Séguin vient de m'adresser une lettre qu'il souhaite que je fasse tenir à chacune et chacun d'entre vous (...), c'est tout naturellement que j'accède à sa demande... »

Après l'incontournable « soutien à la politique définie par Jacques Chirac », M. Tiberi s'engage « personnellement » à permettre à la listes RPR-DL « de réaliser le meilleur score dans notre pays, et notamment à Paris ». Et le maire de Paris de conclure « ainsi que l'exprime notre président, tout autre débat n'est pas d'actualité ». S'il veut être, ce qu'il n'exclut pas, le recours du RPR à Paris en 2001, M. Séguin se doit d'y faire un bon score aux européennes, donc de composer, jusqu'au 13 juin, avec M. Tiberi, autorisé en échange à invoquer l'autorité du président du parti pour impressionner ses rivaux.

Pascal Sauvage

L'accord entre José Rossi et les nationalistes crée un malaise au sein de la droite corse

AJACCIO

de notre correspondant

L'accord des élus RPR, DL et divers droite, sortis vainqueurs des élections territoriales des 7 et 14 mars, avec les indépendantistes (Le Monde du 30 mars), suscite un malaise au sein de l'opinion de droite. José Rossi, président de l'Assemblée de Corse et président du groupe Démocratie libérale de l'Assemblée nationale, s'est efforcé d'en minimiser la portée. Élu, à son initiative, président de la commission spéciale des affaires européennes, créée à la demande de Corsica Nazione - qui en avait fait un thème de campagne -, par 7 voix (5 de la droite, 2 indépendantistes) contre 6 à Nicolas Alfonsi, ancien député PRG (gauche et « coristes »), Jean-Guy Talamoni « n'aura pas l'exclusivité de la tribune à Bruxelles, même si, avec l'ensemble de la commission, les nationalistes auront à faire œuvre originale pour faire connaître, dans beaucoup de domaines, les réalisations insulaires », a déclaré M. Rossi.

Il a ajouté que « le seul représentant officiel de la collectivité territoriale de la Corse auprès de l'Union européenne demeure, quand même, le conseil exécutif », que préside Jean Baggioni (RPR).

Corsica Nazione, avait rassemblé les voix nationalistes et autonomistes au second tour des élections territoriales, le 14 mars, et approché, ainsi, 17 % des suffrages exprimés. Jean-François Stefani, président du conseil de l'Union du peuple corse (UPC, autonomiste), écrit dans l'hebdomadaire Arrêt : « Jean-Guy Talamoni s'est retrouvé président de la commission avec les voix

de la majorité de droite, les voix des élus « collaborateurs », ceux-là mêmes qui, du matin au soir, à Ajaccio ou à Paris, « trahissent » le peuple corse. Quant à ces mêmes élus de droite, républicains et libéraux, ils ont sans hésitation apporté leurs suffrages à un partisan de l'indépendance et de la rébellion armée (...). Signe de rapprochement politique vers une réconciliation nationale, un accord de paix ? Ou, tout simplement, d'une complicité tacite pour faire un pied de nez commun à la gauche corse, au gouvernement français, au préfet Bonnet et à leurs électeurs respectifs ? »

Chef de file de Corsica Nazione, Jean-Guy Talamoni a démenti dans « Corse-Matin » du 3 avril toute « collusion » avec M. Rossi.

« TRIBUNE LOCALE ET INTERNATIONALE »

Député de Corse-du-Sud, Roland Francischi, secrétaire départemental du RPR, s'est exprimé, le 1^{er} avril, avec, croit-on savoir, l'accord du président de son parti, Philippe Séguin. Après avoir fait observer que M. Talamoni se voit offrir « une tribune officielle, à la fois locale et internationale », M. Francischi se demande si, « avec les autres, nous aurions été trompés », en mettant en regard la profession de foi de la liste Baggioni-Rossi et le comportement des élus qui s'en réclament. Pour M. Francischi, il faut « une réponse claire à cette question : ou bien la violence est condamnée sans le moindre bémol, ou la discussion peut être largement ouverte ; ou bien elle ne l'est pas et, alors, toute participation aux responsabilités implique forcément une certaine complicité de la part de ceux qui l'acceptent ».

Philippe Ceccaldi, au nom de Corse nouvelle

(droite), estime que « les comportements récents ont montré la limite des intentions affichées par le groupe de la majorité dirigée par José Rossi, qui prétendait agir dans la transparence ». M. Alfonsi affirme que « José Rossi court en permanence derrière la famille nationaliste », mais qu'il n'a « recueilli jusqu'à ce jour les fruits amers de ce type d'attitude ». Enfin, Emile Zucarelli (PRG), ministre de la fonction publique et de la décentralisation, qui avait conduit la liste de la gauche « plurielle », déclare : « La droite insulaire n'a pas hésité à s'allier avec le groupe nationaliste, qui cautionne la violence et le terrorisme. De ce fait, elle est dans la ligne droite de la campagne ambiguë conduite ces derniers mois par Jean Baggioni et José Rossi sur l'application de la loi républicaine dans l'île. Avec le vote des élus de droite pour M. Talamoni, les choses sont maintenant claires, et la droite assumera devant la population. »

Le groupe radical de gauche a d'ailleurs déposé une motion condamnant « avec la plus grande vigueur les derniers attentats contre les services de l'Etat chargés du respect de la loi, du développement économique et des intérêts légitimes de la population » et demandant au gouvernement « dans le cadre du respect des lois d'utiliser tous les moyens dont il dispose pour mettre hors d'état de nuire les auteurs de ces actes terroristes ». Une dizaine d'attentats à connotation politique, non encore revendiqués, dont le mitraillage en plein jour de la gendarmerie de Ghisonaccia, ont en effet visé des services de l'Etat depuis l'installation de la nouvelle assemblée, le 18 mars.

Paul Silvani

La droite en Essonne ne se relève pas de sa défaite aux cantonales

EVRY

de notre correspondant

Il y a un an, les électeurs de l'Essonne sanctionnaient sévèrement la majorité du conseil général conduite par Xavier Dugoin (RPR). La droite, à la tête du département depuis 1982, s'est retrouvée laminée, passant de trente à dix-huit élus. Elle ne s'est toujours pas relevée. M. Dugoin, ravalé au rang de conseiller de l'opposition, assiste régulièrement aux séances publiques sans mot dire. Le 25 mars, il manquait à l'appel : suivi depuis près d'un mois dans une maison de repos de l'Ouest parisien, l'ancien président du conseil général souffrait, selon son fils, d'une grosse fatigue.

Premier signe de défaillance d'une personnalité qui, jusqu'à présent, s'était montrée particulièrement résistante face au fédéralisme d'affaires politico-judiciaires la mettant en cause ? Ou bien prétexte pour demander le renvoi de l'audience de la cour d'appel de Paris - finalement reportée au mois de juin -, qui devait réexaminer l'affaire de la rémunération, sur les deniers du département, de sa femme et de sa femme de ménage : M. Dugoin avait été condamné, le 12 mai 1998, par le tribunal d'Evry, à

300 000 francs d'amende, dix-huit mois de prison avec sursis et deux ans d'interdiction. De nombreuses autres enquêtes, dont celles concernant l'emploi de Xavier Tiberi, relancées par la plainte d'un conseiller général de gauche, sont en cours.

Tant que ce volet judiciaire n'aura pas été refermé, le RPR de l'Essonne aura du mal à repartir. Franck Martin, député et maire d'Étampes, directeur de cabinet de M. Dugoin jusqu'en 1994, l'a bien compris : entendu le 11 mars par un juge d'instruction d'Evry, il tente de se racheter une virginité politique en accusant, notamment dans L'Express (daté 1^{er}-7 avril), son ancien patron d'être à la tête de tout un système d'emplois fictifs. « M. Martin décline une stratégie consistant à amalgamer le financement des partis politiques, qui est un problème national, et l'enrichissement personnel, problème auquel il est confronté », répond, au nom de son père, Jean-Philippe Dugoin.

Dans ce contexte, la nomination d'un nouveau secrétaire fédéral, en remplacement du député Pierre Lasbordes, mis en examen en début d'année, a été conflictuelle : Michèle Adam, suppléante du député Jean Marsaudon, peu connue dans le département, a finalement été

désignée. Jean de Boishue (RPR), à l'origine d'une fronde politique contre M. Dugoin sous la précédente mandature, estime qu'il est temps de tourner la page. « La fusion entre les deux clans est souhaitée par la majorité de nos militants. Elle n'est pas facile, car nous avons derrière nous une longue histoire de déchirements », déclare-t-il, sans être en mesure de jouer le premier rôle. Serge Dassault, élu président du comité départemental en juillet 1998, en remplacement de M. Marsaudon, s'emploie plus à remettre les liens entre les deux clans qu'à s'ériger en nouveau chef de file. « Ils sont devenus orphelins », observe Thierry Mandon (PS), premier vice-président du conseil général.

« LA GRANDE LESSIVE »

L'UDF n'est guère en meilleur état. « La grande lessive des cantonales a été tragique, un énorme travail de reconquête du terrain nous attend », reconnaît le député André Wiltzer, secrétaire général de l'UDF. Michel Pelchat, sénateur (RI) et bras droit de M. Dugoin, a déserté la scène politique départementale depuis sa défaite dans un canton réputé facile. Démocratie libérale n'a pas réussi à se structurer depuis

la désertion de Marie-Hélène Aubry, conseillère régionale et maire d'Orsay, qui, en dépit de ses engagements libéraux, a préféré rester dans les rangs de l'UDF.

La gauche, surprise par sa victoire, s'emploie à masquer de profondes dissensions. « La majorité n'avait rien préparé », soutient François Pelletant (div. droite), qui accuse le président Michel Berson de reproduire les méthodes de M. Dugoin dans l'embauche du personnel de cabinet. « Cela n'a rien à voir avec des emplois fictifs », répond Jean-Luc Méleacchon, animateur de la Gauche socialiste, président du groupe PS du conseil général. « Qu'on ait choisi des collaborateurs de notre sensibilité politique, personne ne le nie, mais eux travaillent et ont des compétences », poursuit-il. Malgré de réelles tensions, communistes et socialistes affichent une unité de façade.

La droite semble condamnée à attendre les cantonales et municipales de 2001, qui, espère-t-elle, feront émerger de nouvelles personnalités susceptibles de ramener vers elle un électoral FN désemparé par la guerre Le Pen-Mégret.

Anne Rohou

Un suspect libéré dans l'affaire des fiancés de Fontainebleau

L'UN DES TROIS HOMMES suspects d'avoir tué un couple de jeunes promeneurs, en octobre 1988, en forêt de Fontainebleau, a été remis en liberté, vendredi 2 avril, sur décision du juge d'instruction du tribunal d'Evry, Françoise Mery-Dujardin. Le parquet avait pourtant demandé le maintien en détention de Marcel Blondeau, inculpé depuis le 13 février (Le Monde du 16 février). Selon son avocat, M. Jean-Michel Bonelli, M. Blondeau a toujours clamé son innocence, n'ait avoir été en contact avant septembre 1989 avec les deux autres suspects, un père et son fils.

Cette affaire dite des « fiancés de Fontainebleau » avait été relancée, après dix ans d'enquête, par les aveux du jeune Cécile, accusant son père et M. Blondeau. Le jeune homme, connu pour sa passion des ames et du bricolage, était ensuite revenu sur ses aveux.

Des artistes offrent un concert au Groupe de soutien aux immigrés

UNE TRENTAINE d'artistes et de groupes musicaux de toutes origines, parmi les plus en vue, ont accepté d'offrir un concert au profit du Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (Gisti), mercredi 7 avril à l'Elysée-Montmartre à Paris. Ce concert, qui aura lieu à guichets fermés, est une première dans l'histoire de cette association plutôt discrète, créée en 1972 et qui reste l'une des principales sources d'information juridique pour les personnes issues de l'immigration. Noir Désir, Louise Attaque, Rachid Taha, l'Orchestre national de Barbès, Catherine Ringer et Little Rabbits figurent notamment à l'affiche du concert organisé pour renforcer les caisses du Gisti et assurer son indépendance. L'association, présidée par Danièle Lochak, professeur de droit public à l'université Paris-X, se partage entre les tâches d'information (permanences juridiques, brochures, sessions de formation) et la défense militante des droits des étrangers.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : le philosophe Alain Finkielkraut a été condamné, vendredi 2 avril, par le tribunal correctionnel de Paris à 10 000 francs (1 524 euros) d'amende pour avoir diffamé dans l'émission « Répliques », sur France-Culture, le 11 avril 1998, le journaliste Didier Eribon. M. Finkielkraut avait raconté comme vraie une anecdote selon laquelle M. Eribon aurait injurié une tierce personne (Le Monde du 1^{er} mars). En revanche, le tribunal n'a pas estimé que le fait pour M. Finkielkraut d'avoir traité M. Eribon de « pitbull » était constitutif d'une infraction. Selon les juges, l'affaire s'inscrivait « dans la chronologie d'une dispute intellectuelle ancienne » et ne dépassait pas les limites admissibles du débat.

■ CONTRACEPTION : la pilule est nettement supplantée par le préservatif chez les jeunes, selon une enquête menée par les laboratoires Wyeth-Lederlé auprès de 400 médecins et de 1 500 adolescents. La grande majorité (94 %) des jeunes de moins de dix-huit ans déclarent avoir recours au préservatif comme seul moyen de contraception.

■ MÉDECINE : près de 30 % des mammographies, utilisées pour dépister le cancer du sein, étaient « hors normes » en 1997, selon une étude présentée fin mars lors d'un séminaire de l'Institut national de veille sanitaire. Mais, ajoute-t-on au secrétariat d'Etat à la santé et à l'action sociale, « appareils hors normes » ne veut pas dire systématiquement déficient et « diagnostics systématiquement erronés ». « La généralisation des contrôles de tous les mammographes (...) est prévue par la loi sur la sécurité sanitaire de juillet 1998 ».

■ ASSURANCE-MALADIE : la « rupture » des négociations entre l'Etat, l'assurance-maladie et les cliniques privées pour la fixation d'un objectif de dépenses pour les cliniques en 1999 « met gravement en danger » l'accord tripartite de maîtrise signé en 1991, estime Louis Serfaty, président de la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (Fiehp), dans un entretien publié, vendredi 2 avril, par le Quotidien du médecin. Il affirme que la Fiehp devra « peut-être dénoncer » l'accord de 1991, qui est « brisé de tous les côtés ».

■ SYNDICATS : la CFE-CGC menace de quitter les organismes paritaires de Sécurité sociale si le gouvernement « n'accepte pas au moins une part importante du plan stratégique d'économies de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) », a déclaré, mercredi 31 mars, Jean-Luc Cazettes, le responsable des questions de protection sociale à la CFE-CGC.



مكتبة من الأمل

En vente dans toutes

HORIZONS

TÉMOIGNAGE

A notre demande, une jeune universitaire serbe de vingt-huit ans vivant à Novi Sad, au nord-ouest de Belgrade, témoigne de la vie quotidienne depuis le début des bombardements de l'OTAN. Son propos, recueilli au téléphone et complété par un message Internet, est révélateur du climat d'une société soudée par l'épreuve et perméable à la propagande. La destruction des usines est perçue comme « une catastrophe humanitaire ». Les informations diffusées par CNN sont qualifiées d'« escroquerie ».

« Le Monde » a choisi de publier ce récit en l'état, qui mêle choses vues, doutes, angoisse, colère et prises de position. La jeune femme évoque la solidarité des Serbes, leur patriotisme renforcé par l'« agression de l'OTAN ». Elle raconte comment l'humour tient lieu de défense. « Les bâtiments peuvent être détruits, pas l'esprit serbe », dit-elle, affirmant que la population a déserté les abris pour vivre au grand jour et se montrer au monde entier.



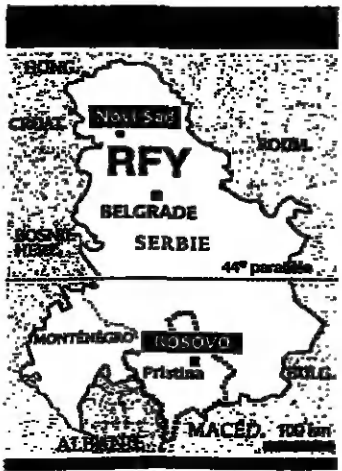
Une femme serbe sous les bombes de l'OTAN

PENDANT des jours, on a suivi les informations des chaînes par satellite, et écouté les menaces de l'OTAN. Tout le monde était inquiet, sidéré que l'OTAN, les Nations unies et d'autres organisations de maintien de la paix se révélèrent incapables de résoudre le problème du Kosovo de façon pacifique. Personne n'imaginait alors que les attaques aériennes deviendraient notre quotidien.

Le 24 mars, à 20 heures, la ville de Novi Sad et les villages voisins ont commencé à être secoués. On est sorti et l'on a vu tomber de grosses boîtes de feu. La ville entière semblait illuminée. Les vitres volaient en éclats et les maisons tremblaient. Le lendemain matin, on pouvait voir le résultat affligeant tout autour de Novi Sad : les fenêtres des immeubles saccagés, une usine détruite, une école primaire extrêmement endommagée, trois membres d'une même famille tués (c'est une information qu'on a entendue mais qui n'a pas été confirmée). Combien de blessés ? Personne ne pouvait le savoir. Je vous raconte simplement ce que j'ai vu ou ce que mes voisins m'ont dit alors qu'ils nettoyaient les vitres et les débris répandus dans leur appartement par la souffie des bombes.

Personne ne pouvait croire que le monde démocratique et civilisé nous envoyait réellement des bombes. Tout le monde était en état de choc. D'ailleurs, pour preuve de l'incroyable des gens et de leur confiance dans le bon sens du monde démocratique, imaginez-vous que personne n'a cru l'acteur Branislav Lecic quand, le 24 mars au soir, il est descendu de la scène du Théâtre national de Belgrade, juste avant la représentation, afin d'avertir le public que les sirènes venaient tout juste d'annoncer les raids de l'OTAN. Un tonnerre d'applaudissements s'en est suivi. Tout le monde était persuadé qu'il s'agissait d'un effet théâtral voulu par la pièce !

Les deux premiers jours, les magasins ont été assaillis de gens courant faire leurs provisions en nourriture. Chacun se préparait pour une situation de guerre. Des particuliers achetaient tout ce qu'ils pouvaient, dix miches de pain, cent kilos de farine, dix litres d'huile. On constituait des abris où chacun accourait pendant les alertes, qui avaient lieu plusieurs fois par nuit. Aujourd'hui, c'est même plusieurs



fois au cours de la journée.) Mais le choc des premiers temps s'est rapidement estompé. Chacun a essayé de s'adapter à cette nouvelle situation, insupportable pourtant. Les abris sont même devenus des lieux de réunion, dans lesquels les voisins prennent ensemble le café, se partagent des gâteaux et discutent des événements, sans trop s'angoisser, en tout cas à Novi Sad.

Deux jours seulement après le début de cette folie, la vie a donc paru reprendre un cours presque normal. Les magasins ont retrouvé leur rythme habituel, et continuent d'être convenablement approvisionnés, les gens ne paniquent plus. Ils ne constituent plus de stocks. Ce dont on a le plus besoin, c'est de cigarettes ! Les bus urbains et interurbains circulent normalement, mais avec des horaires de week-end, y compris pendant les alertes. Chacun doit bien se rendre à son travail en étant assuré de pouvoir rentrer chez lui. Et puis les gens ont commencé à sortir des abris, sans faire trop attention aux bombes, conscients que, si l'on réfléchissait bien, chaque minute de la journée constituait un danger potentiel, que rester sous terre, c'était s'asphyxier. Mieux valait faire quelque chose pour que la vie continue. Nous devons nous unir (tous pour un, un pour tous) afin de préserver notre esprit. Les bombes peuvent détruire les bâtiments, mais pas l'esprit serbe.

Les autorités ont organisé des concerts de rock, d'abord à Belgrade, puis à Novi Sad, et maintenant dans les plus grandes villes du pays, Nis, Smederevo, Valjevo, Kragujevac... Tous les jours, à midi. Et c'est un triomphe. De quinze mille à vingt mille personnes se réunissent au centre des villes, des jeunes, des vieux, tous sortis des abris pour protester contre les raids de l'OTAN, en chantant d'une même voix du folk, du rock, pour maintenir l'esprit.

Il y a des télévisions fustigeant l'OTAN et Clinton, et tout le monde porte un badge représentant une petite cible, avec un point d'interrogation du style : « Serai-je la prochaine cible ? » Les slogans ? A la fois drôles et sérieux : « Adolph Clinton ! C'est la faute à Monica ! Clinton, fous-nous la paix ! Clinton, saute plutôt Monica, mais pas nous ! »

L'humour est ce qui nous maintient en vie. J'aimerais que, un jour, quelqu'un ait l'idée de reprendre dans un livre ces slogans et ce délire créatif que nous vivons ensemble. Il y a aussi des slogans faisant référence à l'ancienne fièvre américaine et à la toute nouvelle fièvre des Serbes. Ils concernent l'avion F-117-A. Par exemple : « Désolé, mais nous n'avons pas vu qu'il était invisible ! », ou bien sous forme de petite annonce : « Recherche pièces détachées pour F-117 », signé « Bill ». Ou encore : « C'est pas son avion mais c'est sa cervelle qui est invisible ! » Ou bien : « Comment dit-on F-117 en serbe ? Epave ! »

LES théâtres et cinémas ont ouvert grandes leurs portes et offrent chaque jour, dès midi, des représentations et spectacles gratuits, sans se soucier du nombre de gens présents. Afin de briser la vérité et de briser le blocus de l'information par les médias occidentaux, l'usage d'Internet est encouragé et répété gratuitement le temps du conflit. Tous les Serbes, sans exception, aimeraient changer l'image de propagande que les médias de l'Ouest répandent contre nous, toujours contre nous.

Chaque jour, grâce à notre antenne satellite, nous regardons CNN. Et c'est amusant d'entendre les journalistes parler de catastrophe humanitaire en montrant à tout moment des réfugiés. C'est vrai qu'il y a des réfugiés et une catastrophe humanitaire, mais quelle escroquerie quand CNN ose affirmer que l'objectif des bombardements est de stopper cette catastrophe alors même qu'ils la provoquent ! Pourquoi les habitants quittent-ils en masse Pristina ? C'est pour fuir les bombes de Clinton qui pleuvent sur la ville ! C'est pour cela que les Albanais s'en vont vers l'Albanie et la Macédoine. Et c'est pour cela que des centaines de Serbes du Kosovo se réfugient vers Belgrade.

Mais les informations de CNN relèvent tellement de la propagande ! Il y a deux jours, leurs

images montraient des réfugiés albanais dans la campagne et dans les forêts. C'était un paysage de neige. Or c'est le printemps par ici. Il n'y a plus de neige, plus du tout, même dans les montagnes ! Autre chose : ils ont affirmé qu'un stade de Pristina avait été transformé en camp de concentration. C'est une absurdité ! Des reporters serbes s'y sont rendus et ont découvert le stade parfaitement vide. J'ai vu leurs images, et il n'y avait pas de troncage, puisqu'on reconnaissait en arrière-plan du stade un bâtiment officiel - celui de la police ou d'un ministère quelconque - complètement démoli par les bombardements. Pas de camp de concentration, donc.

Quant aux témoignages de réfugiés recueillis par CNN, ils m'intriguent au plus haut point. Bizarrement, tous les interviewés pris soit-disant au hasard, dans la rue ou dans les voitures, parlent parfaitement anglais. Or je peux vous affirmer que dans ce pays ceux qui parlent anglais ne sont pas si nombreux. Surtout au Kosovo, où peu de gens sont éduqués !

On ne peut pas nier qu'il y ait des témoignages, je n'ai pas les moyens de juger. Je ne sais pas où se situe la vérité. Car la télévision serbe montre aussi les témoignages des mêmes gens, ou de gens similaires, recueillis à la frontière macédonienne. Pourquoi parlez-vous, leur demande-t-on ? « Parce que la vie à Pristina est devenue insupportable sous le feu ! » Quel feu ? « Le feu des bombes ! ». C'est tout noir ou tout blanc, selon qui on écoute. La vérité doit se situer au milieu.

Mais tout le monde fuit les bombes. Les Serbes mettent le cap sur le Nord. Ceux du Kosovo se sont naturellement dirigés vers Belgrade. Des habitants de Belgrade ont fui ici, à Novi Sad. Et des gens de Novi Sad sont allés à Subotica, près de la frontière hongroise, tandis que ceux de Subotica ont rejoint la Hongrie, à la recherche d'un endroit sûr pour leur famille.

Existe-t-il un seul endroit de ce type actuellement en Yougoslavie ? Pas ici, en tout cas, où les bombardements ne s'arrêtent pas. Aucun abri n'offre la sécurité. C'est comme la roulette russe. Même le grand pont, symbole de Novi Sad, a été complètement détruit. Les gens se pressaient, hier, pour le voir, certains pleuraient en se rappelant son histoire. Un des slogans lancés pendant le concert proclame : « Novi Sad est mon abri ». L'idée, c'est de ne pas se cacher, de faire en sorte que le monde nous voie afin qu'il commence à réfléchir à ce qui se

passait réellement ici, qu'il s'interroge sur la pertinence des justifications avancées par l'OTAN pour nous attaquer.

En tout cas, si l'OTAN espérait diviser les Serbes, voire susciter une opposition au gouvernement de Belgrade, c'est complètement raté : les Serbes n'ont jamais été plus unis qu'aujourd'hui. C'est quelque chose qui dépasse les individus, transcende leurs divisions : un formidable sentiment de patriotisme, un élan de défense du pays et de combat contre l'ennemi commun, l'OTAN ; une pulsion de solidarité et une détermination à survivre, tous ensemble, coûte que coûte. Car nous l'avons tous compris : l'offensive de l'OTAN est directement une attaque contre le monde orthodoxe.

Pour illustrer l'élan qui unit la population, je mentionnerai l'usine de voitures Zastava à Kragujevac, vous

Tout le monde porte un badge représentant une petite cible, avec un point d'interrogation du style : « Serai-je la prochaine cible ? »

savez, les célèbres voitures Yugo, un temps exportées aux États-Unis. TOUS les employés de l'usine, dont le père d'une de mes amies, ont décidé d'occuper les bâtiments jour et nuit, jusqu'à la fin de l'agression de l'OTAN. Ils tremblent, mais ils défendent l'usine avec leurs corps pour préserver leur avenir, espérant échapper au destin des employés de Sloboda à Cacak. Cette usine, qui fabriquait des appareils ménagers, a été complètement détruite. Cinq mille personnes se sont retrouvées sans moyens de vivre. N'est-ce pas aussi ce qu'on pourrait appeler une catastrophe humanitaire ?

Les résultats actuels des attaques dites « raisonnées et justifiées » de l'OTAN sont les suivants : cent vingt écoles abîmées (dont trois écoles de Novi Sad), des facultés endommagées (celle de philosophie très sévèrement, des fenêtres brisées à l'école d'ingénieurs). Des usines détruites dans toute la Yougoslavie, des maisons de chrétiens touchées, des hôpitaux remplis de blessés. Je le sais parce que les an-

bulances sillonnent la ville toute la journée. Deux amis de mon mari ont d'ailleurs été si sévèrement atteints qu'on a dû les transporter à l'hôpital principal de Belgrade. Il est bien difficile d'avoir une idée précise du nombre de morts et de blessés car on ne veut pas provoquer de panique dans la population. Mais il y a tant de dégâts matériels qu'il est impossible d'imaginer qu'il n'y ait pas de dégâts humains. La liste n'est pas close, puisque, au moment où j'écris, les sirènes hurlent à nouveau, et personne ne sait combien de « phases » l'OTAN nous réserve.

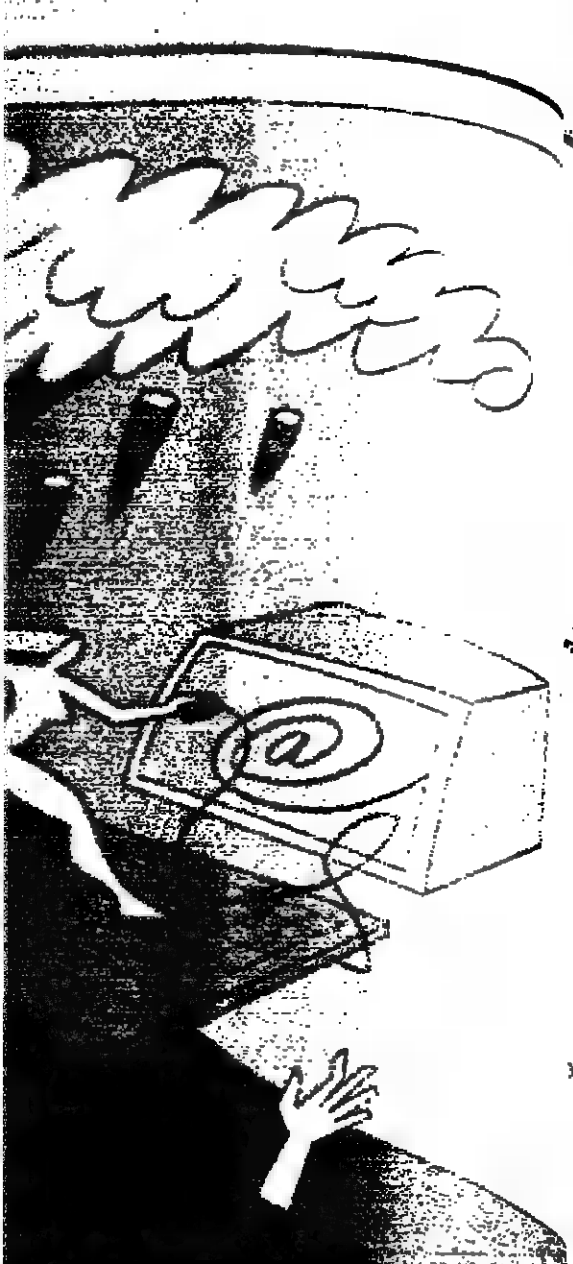
BIEN sûr, il y a les enfants. Et, bien sûr, ils sont traumatisés, comme d'ailleurs beaucoup d'adultes. Pour moi qui ai déjà vécu sous les bombes en Croatie, c'est différent. J'en ai presque pris l'habitude. Mais les gens d'ici ont peur, malgré leurs bravades. Et pour les enfants c'est terrible. Il fait froid, la nuit, dans les abris où se réfugient les familles. Les enfants ne peuvent pas dormir. Certains sont silencieux, d'autres ont le regard fixe, d'autres essaient de jouer, d'autres pleurent constamment. En fait, cela dépend beaucoup des parents. Mais la plupart de ceux-ci se plaignent de ce que leurs gamins ne mangent pas. Il y a tant de stress sur leurs épaules !

Chaque jour, la radio prodigue des conseils pour inciter les parents à ne pas paniquer, et à jouer avec leurs enfants. D'ailleurs, des garderies vont être ouvertes jour et nuit aux enfants de moins de dix ans, et cela gratuitement. Une façon de soulager les parents en permettant aux enfants d'être ensemble et de jouer avec plus d'insouciance. Une des chaînes indépendantes a entrepris également de diffuser des dessins animés (genre Walt Disney) tout au long de la journée.

Car l'école est arrêtée. Pour des raisons de sécurité comme pour des raisons matérielles, beaucoup de bâtiments devant être réparés. Les enfants vont enchaîner les vacances de Pâques sur les vacances de printemps, c'est du moins ce qu'on leur dit plutôt que d'évoquer l'alerte générale. L'école ne reprendra que lorsque la situation sera stabilisée, et l'on avisera alors pour savoir s'il faut prolonger l'année scolaire ou écouter le programme afin de ne pénaliser personne. Espérons que l'OTAN ne prévoit pas d'étendre ses phases indéfiniment.

(Traduit de l'anglais par Annick Cijmen et Emille Georges)

هكذا من الأصل



bes de l'OTA

B

Le monde porte
un badge
représentant une
tête d'interrogation
au style « Serapi »
à gauche d'un
cercle à droite.

Le monde porte
un badge
représentant une
tête d'interrogation
au style « Serapi »
à gauche d'un
cercle à droite.

Le monde porte
un badge
représentant une
tête d'interrogation
au style « Serapi »
à gauche d'un
cercle à droite.

Régis Debray, ou les aveuglements de l'intelligence par Alain Finkelkraut

QUAND le sage montre la lune, le médiologue faux naïf regarde le doigt. Fort de ce principe révolutionnaire, Régis Debray vient d'accomplir (*Le Monde* du 1^{er} avril) une étonnante prouesse : dénoncer l'emprise imaginaire du western sur la guerre qui a lieu depuis dix ans dans l'ancienne Yougoslavie sans dire un mot de l'événement lui-même. Spécialiste des moyens de communication et de transmission symboliques, il n'a d'yeux que pour les supports, les circuits, les réseaux et les médias. Américain, il ne voit que l'Amérique triomphante hors de nous mais aussi en nous, dans le petit Willis intime qui programme à notre insu nos pensées les plus personnelles et nos réactions les plus spontanées.

Européen nostalgique, il est trop occupé à rédiger l'oraison funèbre du Vieux Continent pour s'intéresser concrètement à ce qui s'y passe.

Amphiblaire inopposable et surdoué, il reproche à tous la méconnaissance d'une réalité dont il ne veut lui-même rien savoir.

Bref, son entreprise de démythification accapare à ce point Régis Debray qu'il perd de vue le monde au nom duquel il est pourtant censé la conduire.

Les non-dupes errent, disait

Lacan. S'il voulait bien concéder au présent un peu d'attention qu'il consacre à sa présentation sur CNN, le médiologue saurait que la Serbie a pris toutes les autres Républiques provinciales de l'ancienne Yougoslavie en tenaille entre ces deux variantes de l'impérialisme : l'hégémonie de Belgrade et la grande éthnicité nationale ou l'expulsion des masses des populations.

Les de Vukovar, Sarajevo, Pristina et le déroulement de ce scénario Srebrenica le nom de notre trop délicate. Loin de prendre des poses avantageuses en puisant leur compréhension de l'événement dans l'arsenal épique et tragique des grandes épopées du siècle, qui, en Europe, se sont élevés à l'insurmontable agression à la fois des principes du (ou est le mal ? ou est le simplisme ? ou est Bruce Willis ?) et les fragiles vérités factuelles. Ils ont été, après une année, des militants acharnés de l'exactitude. Car l'indifférence doit s'être appuyée, le début du conflit, sur une manipulation des faits qui ne devait rien à Hollywood.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

Faire de l'intervention militaire de l'OTAN la cause du nettoyage ethnique au Kosovo, c'est raisonnable. L'intervention militaire, la question de la stratégie adoptée par l'OTAN étant.

La critique la plus vive de l'opération en cours soutient que la conséquence évidente des frappes est le déclenchement de la vague de nettoyage ethnique qui a été répression qui se poursuit. C'est tout simplement oublier la chronologie

récente de la crise et sa anté

Après la conclusion de l'accord Holbrooke-Milosevic, l'installation de vérificateurs de l'OSCE, qui ont effectivement permis une relative pause des violences et des expulsions, les observateurs s'attendaient à une reprise de la violence à l'automne si un règlement n'intervenait pas. C'est pourquoi il est si urgent de rechercher la signature immédiate d'un accord.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

Faire de l'intervention militaire de l'OTAN la cause du nettoyage ethnique au Kosovo, c'est raisonnable. L'intervention militaire, la question de la stratégie adoptée par l'OTAN étant.

Bonne nouvelle pour la médiologie : les télespectateurs plus gogos, ils portent sur les journaux télévisés un regard scrutateur et choient. Echaudés par les cuisants reproches de la gauche et de la droite et de Timisoara, ils savent mettre

lacrés, les mises en scène, vire au droit peinar à la négation. L'état d'alerte permanent devient l'alibi d'un confort. Cette dé-avantagisme à la menace que films bêtes. Au nom de la

maintenant les entre guillemets. Raçak ? Un montage. Le bombardement de marché de Sarajevo ? Une boucherie certes, mais qui profite le crime ? Et puis qu'on aujourd'hui que la soldatesque Hussein n'a jamais débranché les couverts et nourrisseur de Koweït City, il d'invoquer cet épisode pour se mettre, bonne fois, à l'abri du et de mauvaises nouvelles.

La vigilance inflige ainsi événements qui dérangent qui obligent un « do not disturb » beaucoup plus facile que la candide ou le fanatisme aveugle. L'inquiétude devant les leures, les simu-

de l'étranger, que ne de clamer les Serbes qui ne comprennent pas ce que le monde leur veut.

Un cheval de bataille des opposants à l'intervention militaire qu'elle est. L'opposition démocratique en Serbie et qu'elle renforce l'autorité de Milosevic. Cet argument repose sur une totale méconnaissance de la réalité politique de la Serbie. Il a bien dans ce pays une opposition ou plutôt des oppositions à l'appropriation du pouvoir par Milosevic.

Les grandes manifestations qui avaient suscité les espoirs des amis de la tant attendue Serbie démocratique n'ont jamais posé de problèmes soulevés par les guerres d'agression menées par Milosevic.

L'accord ouvert ou résigné, au mieux l'indifférence, de la plupart des Serbes. La seule opposition qui mérite un nom est celle de la poignée de personnes qui, avec un courage admirable, disent que c'est la politique de « défense de l'intérêt national serbe » incarnée par Milosevic, inspirée à l'origine par la grande majorité des « élites » serbes, qui est responsable de tout ce qui est arrivé, de ce qui a produit en ce moment et

de l'étranger, que ne de clamer les Serbes qui ne comprennent pas ce que le monde leur veut.

Un cheval de bataille des opposants à l'intervention militaire qu'elle est. L'opposition démocratique en Serbie et qu'elle renforce l'autorité de Milosevic. Cet argument repose sur une totale méconnaissance de la réalité politique de la Serbie. Il a bien dans ce pays une opposition ou plutôt des oppositions à l'appropriation du pouvoir par Milosevic.

Les grandes manifestations qui avaient suscité les espoirs des amis de la tant attendue Serbie démocratique n'ont jamais posé de problèmes soulevés par les guerres d'agression menées par Milosevic.

lacrés, les mises en scène, vire au droit peinar à la négation. L'état d'alerte permanent devient l'alibi d'un confort. Cette dé-avantagisme à la menace que films bêtes. Au nom de la

maintenant les entre guillemets. Raçak ? Un montage. Le bombardement de marché de Sarajevo ? Une boucherie certes, mais qui profite le crime ? Et puis qu'on aujourd'hui que la soldatesque Hussein n'a jamais débranché les couverts et nourrisseur de Koweït City, il d'invoquer cet épisode pour se mettre, bonne fois, à l'abri du et de mauvaises nouvelles.

La vigilance inflige ainsi événements qui dérangent qui obligent un « do not disturb » beaucoup plus facile que la candide ou le fanatisme aveugle. L'inquiétude devant les leures, les simu-

de l'étranger, que ne de clamer les Serbes qui ne comprennent pas ce que le monde leur veut.

Un cheval de bataille des opposants à l'intervention militaire qu'elle est. L'opposition démocratique en Serbie et qu'elle renforce l'autorité de Milosevic. Cet argument repose sur une totale méconnaissance de la réalité politique de la Serbie. Il a bien dans ce pays une opposition ou plutôt des oppositions à l'appropriation du pouvoir par Milosevic.

Les grandes manifestations qui avaient suscité les espoirs des amis de la tant attendue Serbie démocratique n'ont jamais posé de problèmes soulevés par les guerres d'agression menées par Milosevic.

L'accord ouvert ou résigné, au mieux l'indifférence, de la plupart des Serbes. La seule opposition qui mérite un nom est celle de la poignée de personnes qui, avec un courage admirable, disent que c'est la politique de « défense de l'intérêt national serbe » incarnée par Milosevic, inspirée à l'origine par la grande majorité des « élites » serbes, qui est responsable de tout ce qui est arrivé, de ce qui a produit en ce moment et

de l'étranger, que ne de clamer les Serbes qui ne comprennent pas ce que le monde leur veut.

Un cheval de bataille des opposants à l'intervention militaire qu'elle est. L'opposition démocratique en Serbie et qu'elle renforce l'autorité de Milosevic. Cet argument repose sur une totale méconnaissance de la réalité politique de la Serbie. Il a bien dans ce pays une opposition ou plutôt des oppositions à l'appropriation du pouvoir par Milosevic.

Les grandes manifestations qui avaient suscité les espoirs des amis de la tant attendue Serbie démocratique n'ont jamais posé de problèmes soulevés par les guerres d'agression menées par Milosevic.

L'accord ouvert ou résigné, au mieux l'indifférence, de la plupart des Serbes. La seule opposition qui mérite un nom est celle de la poignée de personnes qui, avec un courage admirable, disent que c'est la politique de « défense de l'intérêt national serbe » incarnée par Milosevic, inspirée à l'origine par la grande majorité des « élites » serbes, qui est responsable de tout ce qui est arrivé, de ce qui a produit en ce moment et

paru de la scène. Saisis de circonstances pressantes, les responsables, les experts et nombre d'éditorialistes ont malheureusement sollicité des précédents. Au lieu de répondre par l'invention de l'originalité de la situation, ils ont choisi le souvenir d'abord, selon la loi la moindre action formulée déplorée par Paul Valéry.

De quoi se sont-ils souvenus ? De l'alliance franco-serbe et du Reich allemand. Aujourd'hui encore, après toutes ces années de crime, les farouches adversaires de l'OTAN disent que l'Allemagne a délibérément choisi la Yougoslavie pour rapatrier la Croatie et la Slovaquie.

La désinformation, peut désormais composer un menu informatif, écartant les dépêches indigestes, ne garder que celles qui ne pas en cause la préjugés historiques. Car Régis Debray a tort de s'affiler : les automatismes de la mémoire ont, dans ce affaire, parfaitement fonctionné. Ce ne pas pas récits édifiants et in- de l'origine Sam qui ont hypnotisés leurs, ce leurs leurs fantômes. Ils ont succombé non pas les flux des images américaines mais les poids du passé français.

A peine le mot a-t-il été prononcé que l'actualité a disparu de la scène. Saisis de circonstances pressantes, les responsables, les experts et nombre d'éditorialistes ont malheureusement sollicité des précédents. Au lieu de répondre par l'invention de l'originalité de la situation, ils ont choisi le souvenir d'abord, selon la loi la moindre action formulée déplorée par Paul Valéry.

De quoi se sont-ils souvenus ? De l'alliance franco-serbe et du Reich allemand. Aujourd'hui encore, après toutes ces années de crime, les farouches adversaires de l'OTAN disent que l'Allemagne a délibérément choisi la Yougoslavie pour rapatrier la Croatie et la Slovaquie.

La désinformation, peut désormais composer un menu informatif, écartant les dépêches indigestes, ne garder que celles qui ne pas en cause la préjugés historiques. Car Régis Debray a tort de s'affiler : les automatismes de la mémoire ont, dans ce affaire, parfaitement fonctionné. Ce ne pas pas récits édifiants et in- de l'origine Sam qui ont hypnotisés leurs, ce leurs leurs fantômes. Ils ont succombé non pas les flux des images américaines mais les poids du passé français.

A peine le mot a-t-il été prononcé que l'actualité a disparu de la scène. Saisis de circonstances pressantes, les responsables, les experts et nombre d'éditorialistes ont malheureusement sollicité des précédents. Au lieu de répondre par l'invention de l'originalité de la situation, ils ont choisi le souvenir d'abord, selon la loi la moindre action formulée déplorée par Paul Valéry.

De quoi se sont-ils souvenus ? De l'alliance franco-serbe et du Reich allemand. Aujourd'hui encore, après toutes ces années de crime, les farouches adversaires de l'OTAN disent que l'Allemagne a délibérément choisi la Yougoslavie pour rapatrier la Croatie et la Slovaquie.

La désinformation, peut désormais composer un menu informatif, écartant les dépêches indigestes, ne garder que celles qui ne pas en cause la préjugés historiques. Car Régis Debray a tort de s'affiler : les automatismes de la mémoire ont, dans ce affaire, parfaitement fonctionné. Ce ne pas pas récits édifiants et in- de l'origine Sam qui ont hypnotisés leurs, ce leurs leurs fantômes. Ils ont succombé non pas les flux des images américaines mais les poids du passé français.

A peine le mot a-t-il été prononcé que l'actualité a disparu de la scène. Saisis de circonstances pressantes, les responsables, les experts et nombre d'éditorialistes ont malheureusement sollicité des précédents. Au lieu de répondre par l'invention de l'originalité de la situation, ils ont choisi le souvenir d'abord, selon la loi la moindre action formulée déplorée par Paul Valéry.

De quoi se sont-ils souvenus ? De l'alliance franco-serbe et du Reich allemand. Aujourd'hui encore, après toutes ces années de crime, les farouches adversaires de l'OTAN disent que l'Allemagne a délibérément choisi la Yougoslavie pour rapatrier la Croatie et la Slovaquie.

estiment certes, et en même temps ils n'existent pas. Après la chute du mur, comme avant, ils restent des objets de l'histoire, et quand ils s'expriment, c'est toujours la voix de son maître que décale l'oreille exercée par la connaissance du temps.

L'Histoire dont se réclame Régis Debray est une instance effrayante de déréalisation. C'est pourquoi ceux qui parlent en son nom peuvent dire que les Allemands ont détruit la Yougoslavie en reconnaissance la Croatie après la destruction de Vukovar : rien ne produit d'irréparable ou s'affrontent des gens qui n'existent pas. Si un tel racisme tranquille n'avait pas infecté les chancelleries, n'en serions pas réduits, aujourd'hui, à une opération « force tétanisée » qui neutralise l'une par l'autre l'obsession du « zéro mort » et la volonté de le régime de Belgrade à genoux. Comment face ? Comment, pour tenir nos nécessaires engagements, sortir de cette contradiction ? Voilà la question qui se pose maintenant. Elle demandera une chose pour être résolue que le viel enseignement du mépris et l'art neuf de ne regarder que la télévision.

Alain Finkelkraut est philosophe.

A quoi servent les leçons de la Bosnie et du Rwanda ? par Faik Dizdarevic et Francis Jeanson

LES frappes aériennes de l'OTAN militaire serbe ont déclenché une vague d'indignation intellectuelle et politiquement très divers, qui trouvent néanmoins souvent réunis dans les refus communs. L'hostilité élémentaire à des actes de guerre qui entraînent inévitablement des pertes en vies humaines et la destruction de biens matériels, mais il est remarquable que la plupart des personnes, partis et des groupes qui condamnent les frappes ne se sont guère émus des guerres successives qui, du régime, ont causé les destructions sans nom que l'on sait. Les missiles et les bombes américaines sans doute par nature plus horribles que les balles, les obus et les tchetsniks, quel que soit le nombre des victimes des uns et des

Cette remarque préliminaire faite, nous voudrions répondre à certaines critiques du principe même de l'intervention militaire, la question de la stratégie adoptée par l'OTAN étant.

La critique la plus vive de l'opération en cours soutient que la conséquence évidente des frappes est le déclenchement de la vague de nettoyage ethnique qui a été répression qui se poursuit. C'est tout simplement oublier la chronologie

récente de la crise et sa anté

Après la conclusion de l'accord Holbrooke-Milosevic, l'installation de vérificateurs de l'OSCE, qui ont effectivement permis une relative pause des violences et des expulsions, les observateurs s'attendaient à une reprise de la violence à l'automne si un règlement n'intervenait pas. C'est pourquoi il est si urgent de rechercher la signature immédiate d'un accord.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

Faire de l'intervention militaire de l'OTAN la cause du nettoyage ethnique au Kosovo, c'est raisonnable. L'intervention militaire, la question de la stratégie adoptée par l'OTAN étant.

récente de la crise et sa anté

Après la conclusion de l'accord Holbrooke-Milosevic, l'installation de vérificateurs de l'OSCE, qui ont effectivement permis une relative pause des violences et des expulsions, les observateurs s'attendaient à une reprise de la violence à l'automne si un règlement n'intervenait pas. C'est pourquoi il est si urgent de rechercher la signature immédiate d'un accord.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

Faire de l'intervention militaire de l'OTAN la cause du nettoyage ethnique au Kosovo, c'est raisonnable. L'intervention militaire, la question de la stratégie adoptée par l'OTAN étant.

La critique la plus vive de l'opération en cours soutient que la conséquence évidente des frappes est le déclenchement de la vague de nettoyage ethnique qui a été répression qui se poursuit. C'est tout simplement oublier la chronologie

récente de la crise et sa anté

Après la conclusion de l'accord Holbrooke-Milosevic, l'installation de vérificateurs de l'OSCE, qui ont effectivement permis une relative pause des violences et des expulsions, les observateurs s'attendaient à une reprise de la violence à l'automne si un règlement n'intervenait pas. C'est pourquoi il est si urgent de rechercher la signature immédiate d'un accord.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

récente de la crise et sa anté

Après la conclusion de l'accord Holbrooke-Milosevic, l'installation de vérificateurs de l'OSCE, qui ont effectivement permis une relative pause des violences et des expulsions, les observateurs s'attendaient à une reprise de la violence à l'automne si un règlement n'intervenait pas. C'est pourquoi il est si urgent de rechercher la signature immédiate d'un accord.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

Faire de l'intervention militaire de l'OTAN la cause du nettoyage ethnique au Kosovo, c'est raisonnable. L'intervention militaire, la question de la stratégie adoptée par l'OTAN étant.

La critique la plus vive de l'opération en cours soutient que la conséquence évidente des frappes est le déclenchement de la vague de nettoyage ethnique qui a été répression qui se poursuit. C'est tout simplement oublier la chronologie

récente de la crise et sa anté

Après la conclusion de l'accord Holbrooke-Milosevic, l'installation de vérificateurs de l'OSCE, qui ont effectivement permis une relative pause des violences et des expulsions, les observateurs s'attendaient à une reprise de la violence à l'automne si un règlement n'intervenait pas. C'est pourquoi il est si urgent de rechercher la signature immédiate d'un accord.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

récente de la crise et sa anté

Après la conclusion de l'accord Holbrooke-Milosevic, l'installation de vérificateurs de l'OSCE, qui ont effectivement permis une relative pause des violences et des expulsions, les observateurs s'attendaient à une reprise de la violence à l'automne si un règlement n'intervenait pas. C'est pourquoi il est si urgent de rechercher la signature immédiate d'un accord.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

Faire de l'intervention militaire de l'OTAN la cause du nettoyage ethnique au Kosovo, c'est raisonnable. L'intervention militaire, la question de la stratégie adoptée par l'OTAN étant.

La critique la plus vive de l'opération en cours soutient que la conséquence évidente des frappes est le déclenchement de la vague de nettoyage ethnique qui a été répression qui se poursuit. C'est tout simplement oublier la chronologie

récente de la crise et sa anté

Après la conclusion de l'accord Holbrooke-Milosevic, l'installation de vérificateurs de l'OSCE, qui ont effectivement permis une relative pause des violences et des expulsions, les observateurs s'attendaient à une reprise de la violence à l'automne si un règlement n'intervenait pas. C'est pourquoi il est si urgent de rechercher la signature immédiate d'un accord.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

récente de la crise et sa anté

Après la conclusion de l'accord Holbrooke-Milosevic, l'installation de vérificateurs de l'OSCE, qui ont effectivement permis une relative pause des violences et des expulsions, les observateurs s'attendaient à une reprise de la violence à l'automne si un règlement n'intervenait pas. C'est pourquoi il est si urgent de rechercher la signature immédiate d'un accord.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

Faire de l'intervention militaire de l'OTAN la cause du nettoyage ethnique au Kosovo, c'est raisonnable. L'intervention militaire, la question de la stratégie adoptée par l'OTAN étant.

La critique la plus vive de l'opération en cours soutient que la conséquence évidente des frappes est le déclenchement de la vague de nettoyage ethnique qui a été répression qui se poursuit. C'est tout simplement oublier la chronologie

récente de la crise et sa anté

Après la conclusion de l'accord Holbrooke-Milosevic, l'installation de vérificateurs de l'OSCE, qui ont effectivement permis une relative pause des violences et des expulsions, les observateurs s'attendaient à une reprise de la violence à l'automne si un règlement n'intervenait pas. C'est pourquoi il est si urgent de rechercher la signature immédiate d'un accord.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

récente de la crise et sa anté

Après la conclusion de l'accord Holbrooke-Milosevic, l'installation de vérificateurs de l'OSCE, qui ont effectivement permis une relative pause des violences et des expulsions, les observateurs s'attendaient à une reprise de la violence à l'automne si un règlement n'intervenait pas. C'est pourquoi il est si urgent de rechercher la signature immédiate d'un accord.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

Faire de l'intervention militaire de l'OTAN la cause du nettoyage ethnique au Kosovo, c'est raisonnable. L'intervention militaire, la question de la stratégie adoptée par l'OTAN étant.

La critique la plus vive de l'opération en cours soutient que la conséquence évidente des frappes est le déclenchement de la vague de nettoyage ethnique qui a été répression qui se poursuit. C'est tout simplement oublier la chronologie

récente de la crise et sa anté

Après la conclusion de l'accord Holbrooke-Milosevic, l'installation de vérificateurs de l'OSCE, qui ont effectivement permis une relative pause des violences et des expulsions, les observateurs s'attendaient à une reprise de la violence à l'automne si un règlement n'intervenait pas. C'est pourquoi il est si urgent de rechercher la signature immédiate d'un accord.

La responsabilité des Occidentaux ne réside pas de leur intervention contre les Serbes. Il n'y a pas d'insuffisance. Milosevic n'a pas en marche sa machine à terreur en réponse aux frappes ; il a seulement saisi un prétexte pour appliquer un plan préétabli, qui remonte, y compris ses détails, à des projets anciens du nationalisme grand-serbe (voir l'opuscule de Vasa Cudrovic, *L'Expulsion des Albanais*, 1937).

هكذا من الأصل

DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MATELAS - SOMMIERS
tous rélevables - toutes dimensions
SWISSFLUX - TREKA - EPEDA - PIRELLI
SOMMERS - MONDOPHIL - BULTER - etc.
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Chic-Clac
CHUROS - TISSISS - ALCANTARA
Stelzer - Duvilier - Doulon - Sofren etc.
5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE TOUTE LA FRANCE

MOBECO
239 J 241 m de l'avenue de France
Paris 13^e - M^o Télégraphe
50, avenue d'Italie
Paris 13^e - M^o Place d'Italie
01.42.08.71.00
7 jours sur 7
VENTES PAR TEL. NUMÉRIQUE

La potence pour Zulficar Ali Bhutto

Il y a vingt ans, l'ancien premier ministre du Pakistan était pendu dans la cour de sa prison après avoir été accusé, au cours d'un simulacre de procès, d'un attentat contre un opposant. Autocrate et arrogant, il avait échoué à imposer à son pays sa vision d'un socialisme islamique

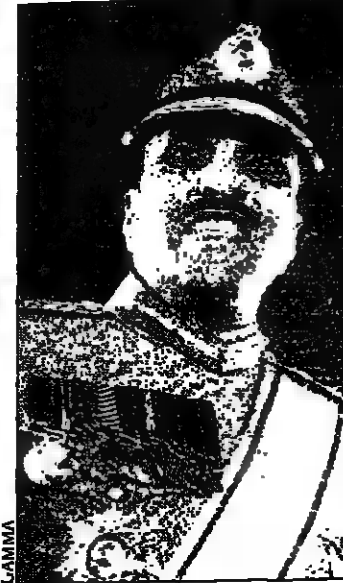
MERCREDI 4 AVRIL 1979. L'aube se lève sur Rawalpindi, près d'Islamabad, la capitale du Pakistan.

L'ancien premier ministre Zulficar Ali Bhutto, cinquante-trois ans, poussé, mains attachées derrière le dos, le visage déformé d'une caquille, est conduit à la prison. Condamné à mort en mars 1978, il a son appel rejeté par la Cour suprême deux mois auparavant. En dépit du concert des protestations qui s'est élevé, Pékin à Ryad, passant par Paris, Londres à Washington, celui qui croyait « ne pour créer une nation servir le peuple » ne peut plus échapper à la mort.

S'est-il écrié, avant de mourir, « Mon Dieu, moi ! je suis innocent ! », comme l'affirmeront deux journalistes britanniques ? Est-il resté silencieux, acceptant son sort, comme en témoignera plus tard son bourreau ? L'ancien dictateur, aujourd'hui sujet de polémique... Sa veuve, la bégum Bhutto, déclarera par la suite que son mari n'était pas mort par pendaison, mais qu'il avait été étranglé. D'autres témoins sureront également que Bhutto aurait été « torturé et battu » dans sa cellule avant d'être mis à mort.

L'exécution, qualifiée à l'époque d'« assassinat judiciaire » par Robert Badinter, l'un des « accusés » de l'accusation, en est la résultante d'un règlement de comptes politique voulu par le « général-président » Zia Ul Haq, qui s'est appuyé sur la vieille histoire de meurtre auquel M. Bhutto aurait été mêlé en 1974. Le dictateur Zia, militaire de carrière que le premier ministre Bhutto avait naguère promu au rang de chef d'état-major des armées, avait renversé son mentor en juillet 1977. Depuis le coup d'Etat militaire, le nouvel homme fort pakistanais, donc bien décidé à débarrasser son pays de tout ce qui lui paraît être un obstacle à son pouvoir, a éliminé un symbole.

L'affaire judiciaire proprement dite est obscure. En novembre 1974, par un soir d'hiver à Lahore, capitale du Pakistan, Ahmed Reza Kasuri, vieil adversaire politique de Zulficar Ali Bhutto, alors premier ministre, revient d'une réception de mariage au volant de sa voiture. Son père, le nawab Mohammed Ahmed Khan, assis à ses côtés. A un carrefour, la voiture est criblée de balles. Le



Zulficar Ali Bhutto, en 1974, de Lahore. Cette année-là, le père d'un des principaux opposants est tué dans un attentat. Trois ans plus tard, le général Zia Ul Haq (à droite) prend le pouvoir et le fait condamner pour avoir organisé le crime.

conducteur n'est pas atteint mais le nawab est touché. Il meurt à l'hôpital. Des « premiers procès-verbaux », Ahmed Kasuri accuse le premier ministre, au « pouvoir » de la puissance. Une enquête est ouverte mais n'aboutira pas. Il est vrai que, à l'époque, personne n'oserait s'opposer à M. Bhutto, qui dirige le Pakistan d'une main de fer.

Il faudra attendre le coup d'Etat de 1977 pour que le général Zia diligente une nouvelle enquête sur l'attentat contre M. Kasuri. Sept membres des Forces fédérales de sécurité (FSF) - dont le directeur général et trois sous-fifres - reconnaissent être les auteurs de l'attentat. Mais tous plaident non coupables, affirmant avoir reçu l'ordre, par la voie hiérarchique, de préparer l'attaque. Massoud Mahmood, le directeur des FSF, même directement Zulficar Ali Bhutto, qui lui aurait donné l'ordre d'éliminer M. Kasuri.

Le 18 mars 1978, à la suite d'un procès qualifié de « mascarade » par l'intéressé, M. Bhutto est condamné à mort pour un « crime » qualifié de « droit commun ». L'ancien premier ministre est alors dans un

châlot, enchaîné à son lit, la nuit, porte la « condamnation » à la peine capitale. « D'un putsch à l'autre, le pays s'est trouvé toujours plus affaibli, plus tourmenté, écrit le condamné Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, depuis sa cellule à Rawalpindi, en juillet 1978. Je suis le légataire d'un grand héritage. Le sang des guerriers coule dans mes veines. J'ai fait face, avec succès, à deux dictatures militaires. C'est pourquoi j'ai ordonné ma mort. Mais, si je suis assassiné, mon sang fortifiera les jeunes hommes, les jeunes femmes de ce sous-continent, l'engrais fertile de la France, le printemps de sa beauté incomparable ».

Zulficar Ali Bhutto persuadé que son destin personnel s'identifie à celui du pays, il a purgé, en 1977, après le démantèlement de l'Empire des Indes britanniques, M. Bhutto n'a comparé à lui-même volontiers le Mohammed Ali Jinnah, le père de l'indépendance.

Le futur « leader du peuple » pakistanais n'est pas une vieille famille de la province méridionale du

Sind, en 1928. Dans sa ville de Larkana, Bhutto possédait plusieurs milliers d'hectares. Son père avait joué un rôle important, les années 30, lors des premières tentatives pour soustraire la province à l'administration britannique. De 1945 à 1947, fondeur qui caractérise encore aujourd'hui le Pakistan des campagnes, le jeune Zulficar partira aux Etats-Unis puis en Angleterre pour y faire des études. Il obtient le diplôme de sciences politiques de l'université Berkeley puis termine son droit à Oxford.

Paradoxalement, ce sont les militaires qui lui facilitent son entrée en politique : dans les années 60, il est nommé quand on lui propose de devenir le ministre du « peuple » du « général-président » Ayub Khan. Il va se faire rapidement nom sur la scène internationale et deviendra ministre des affaires étrangères. Mais les honneurs d'un portefeuille au gouvernement ne lui suffisent pas : en 1969, il s'ouvre mentalement à la gauche en créant son parti, le Parti du peuple pakistanais (PPP).

Ses adversaires n'ont beau voir

qu'une « simple » « slogan creux » dans une campagne politique, Ali Bhutto promet de « réaliser le socialisme et défendre l'indépendance nationale ». Sa formation gagne les législatives de 1970, les élections numériquement plus importantes, ce sont les Bengalis, dans ce qui est en fait le Pakistan oriental, qui remportent le scrutin. Provoquant ainsi, plus tard, la sécession du futur Bangladesh, avec l'appui de l'Inde.

En tant que ministre, il continue, parfois avec outrance, à imposer son programme. En 1971, durant une mémorable intervention à l'ONU, il donnera, devant des délégués médusés, un exemple de son style, mélange de brío et de mégalo-manie triomphante : le Conseil de sécurité est « en train de déléguer d'un compromis indo-pakistanaï, quelques jours après la naissance du Bangladesh. Déçu de la tenue des discussions, M. Bhutto déchire les documents en s'écriant, furieux : « Je quitte ce Conseil de sécurité. J'aurais honte, pour moi, d'y rester plus longtemps. Les Nations unies sont un lieu où prévalent les fautes, les fraudes. Elles me font penser à une

maison de haute couture : on y va pour couvrir les vices sordides... » M. Bhutto s'était farouchement opposé à la sécession du Pakistan oriental, l'autre oriental, étaient, depuis 1947, séparés par 1 000 kilomètres de territoire indien. Quand les deux parties seront contraintes à tirer les conséquences de leur défaite, c'est donc M. Bhutto, naturellement, au chef de file qu'ils s'adresseront. Ce dernier, qui ne pouvait que convaincre ses compatriotes que le Pakistan pouvait survivre à l'amputation de la partie orientale de son territoire. Tout en leur proposant des réformes sociales et en leur promettant la démocratie.

Beaucoup de Pakistanais s'accrochent aujourd'hui à penser que Zulficar Ali Bhutto fut, en fin de compte, victime de son propre programme et de sa conception toute particulière de la politique : un homme qui promettait la démocratie mais transformait le Parlement en chambre d'enregistrement, tout en n'hésitant pas à triquer, en sa faveur, les élections. Il parlait de liberté mais sa police politique multipliait abus et arrestations arbitraires : pour lui, tout opposant était un « ennemi » menaçant l'unité du pays. Il portait le costume Mao, produisait du « socialisme islamique », mais se conduisait comme un aristocrate.

Cet autocrate, dont l'arrogance n'avait d'égal que son pouvoir séducteur, entendait cependant conduire son pays sur « chemins de gauche » : le nationalisme et l'attaque aux « vingt-deux familles » et à leur contrôle sur l'administration et l'armée. Au bout de six ans de « règne », Ali Bhutto aura réussi l'exploit s'allier non seulement l'armée, les religieux, les grands entrepreneurs, mais une bonne partie de la classe moyenne. Le général Zia Ul Haq n'aura aucun mal à détrôner un premier ministre discrédité et souvent haï après avoir été adulé.

Une question malgré tout en suspens : Zulficar Ali Bhutto sans aucun doute un autocrate, mais aurait-il pu aller jusqu'à commander un « socialisme » politique ? Il ne permet pas le processus de manière définitive : son procès, bien la « mascarade » qu'il dénonçait, les affirmations témoignent à charge restent sujets à caution. Certains observateurs estiment même, au lendemain de la condamnation à mort, que le seul crime du premier ministre a peut-être été de « couvrir » le zèle de l'un de ses partisans qui aurait été condamné, sans avoir informé M. Bhutto, l'attentat contre M. Kasuri.

Bruno Philip

Benazir, sur les traces de son père

ZULFICAR ALI BHUTTO est pendu mais son mythe a survécu. Un temps adulé pour son charisme, il a galvanisé les foules avant d'être fini par faire l'unanimité - ou l'opposition - lui-même. Son arrestation, après le coup d'Etat militaire de 1977, puis les années de dictature, ont été de régime d'exception imposées par le général Zia Ul Haq (mort dans un mystérieux accident d'avion en août 1988) ont contribué, par la suite, à redonner de vigueur au « mythe Bhutto ».

Benazir, la fille, l'héritière de l'aventure politique. Emprisonnée et placée en résidence surveillée pendant de longues années durant la dictature, elle est, comme son père, persuadée que son destin se confond avec celui du Pakistan. Quand elle revient chez elle, en avril 1986, après deux années d'exil à Londres, un millier de personnes viennent l'accueillir à Lahore, au Pendjab. Dans les villes de province, lueurs sur des podiums, elle lance une virulente campagne contre Zia, l'« exécuteur » de son père. Benazir, l'une des héritières politiques d'Asie, le Sud au complexe d'Osipide hypertrophié. Comme Indira Gandhi l'Indienne, Chandra Kumaratunga la Sri Lankaise ou encore Sheikh Hasina la Bengladaise, Benazir appartient à une lignée de « papa » qui exaltent la permanence du souvenir du père. Quand elle parle de lui, sa voix tremble ou une sourde adoucit son masque de madone.

Sa lutte a été payante. Après la disparition de Zia Ul Haq, le Parti du peuple pakistanais (PPP), dont elle a pris la tête, remporte les élections législatives de novembre 1988. Elle devient premier ministre. L'événement dépasse les frontières du Pakistan : c'est la première fois qu'une représentante du beau sexe prend les commandes d'une république islamique. Mais en 1990, alors que Saddam Hussein envahit le Koweït, le président de la République du Pakistan, un partisan de feu le général Zia, profite pour la destituer.

« fille de l'Est », elle s'est elle-même surnommée dans son autobiographie, ne s'avoue pas vaincue pour autant. Trois ans plus tard, en octobre 1993, le PPP vainqueur du nouveau Benazir redevient premier ministre. Une évidence qui s'impose d'elle-même puisque M. Bhutto tient fermement les commandes de sa formation où personne n'aurait pu en question un pouvoir qu'elle ne partage pas. Il y a donc une surprise : son frère Murtaza, depuis des années en Syrie, pour que le torchon brûle chez M. Bhutto : Murtaza, appuyé par sa mère, estime que c'est à lui de reprendre l'héritage du père disparu.

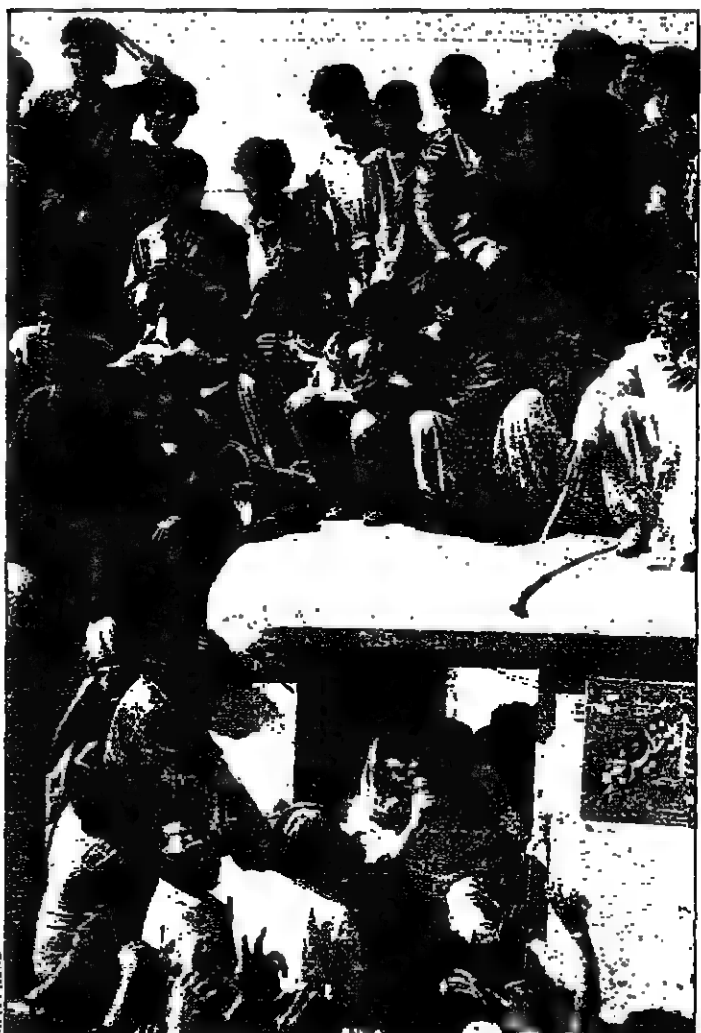
L'affaire s'envenime. Murtaza finit par créer son propre parti mais est tué en 1997 par la police, en plein Karachi, dans des circonstances restées obscures. « Bavarie » des forces de l'ordre qui affirment avoir répliqué la menace de ses gardes du corps ou règlement de comptes ?

« On a voulu mon père de diviser le parti et me faire porter le chapeau », dit M. Bhutto. Après la tragédie, dernière année de sa vie, une traversée du désert qui se prolonge aujourd'hui : le septembre de la même année, elle est devenue une destituée pour « corruption et mauvaise gestion ».

Benazir n'est pas au bout de ses peines : son mari, Asif Zardari, est arrêté peu après. Celui qui tout le monde avait fini par surnommer « M. 90 % » pour sa propension à toucher à tout, de la cuisine à la politique, a largement contribué à la popularité de l'ancien premier ministre. Benazir, aujourd'hui de plus en plus, alors que son pays, sous la férule de son vieux rival Nawaz Sharif, l'actuel chef du gouvernement, s'enfonce de plus en plus dans une crise sociale, religieuse et économique.

Adultère par beaucoup avant d'être rejeté par l'opinion, Benazir Bhutto a donc suivi les traces de son « martyr » de père. A-t-elle une carrière à elle-même, elle, qui nous affirmait un jour avec toute la modestie qui la caractérise : « Si j'avais pas eu de Benazir Bhutto, le Pakistan serait ruiné » ? Il serait sans doute hasardeux de l'affirmer, même si l'image de M. Bhutto, écornée, peut-être, mais manière irrésistible. Mais une surprise : toujours possible dans ce Pakistan prompt à brûler un jour ce qu'il a vu la veille. Et vice versa.

B. P.



Pendant la campagne pour les élections législatives de 1988, qui l'amèneront pour la première fois au pouvoir. Comme son « martyr » de père, Benazir Bhutto a connu l'ascension et la chute.

مکذا من الأصل

RÉORGANISATION Au lendemain du week-end pascal, le siège de la SNCF aura changé d'adresse à Paris. Après six ans et un an passé dans le quartier Saint-Lazare, l'entre-

prise ferroviaire s'installe près de la gare Montparnasse, rue du Commandant-Mouchotte. ● AU-DELÀ D'UN DÉPLACEMENT géographique, c'est l'occasion d'une véritable « révolution

culturelle » et d'une réorganisation en profondeur du management. ● CE PROJET datait de l'ancien président Loïc Le Floch-Prigent, qui y voyait surtout le moyen de réaliser des gains de

productivité en divisant par trois les effectifs (12 000 personnes). ● LOUIS GALLOIS, l'actuel président, a fait de cette réorganisation une de ses trois priorités avec la régionalisation et la

reconquête du client. ● LE SIÈGE CENTRAL de la SNCF ne comptera plus que 730 personnes. Les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province.

Avec son déménagement, la SNCF mène en douceur une révolution managériale

L'entreprise ferroviaire quitte le quartier Saint-Lazare pour Montparnasse. Ce changement d'adresse de la direction est surtout l'occasion d'une modernisation des structures de direction et du cadre de travail. Le siège parisien compte désormais 730 personnes

AU LENDEMAIN du long week-end pascal, la direction de la SNCF aura tiré un trait sur six ans et un an passé dans le quartier Saint-Lazare, l'entreprise ferroviaire s'installe près de la gare Montparnasse, rue du Commandant-Mouchotte, dans le 14^e arrondissement. La SNCF fait davantage que de changer d'adresse. Elle procède à une véritable réorganisation managériale. « L'immobilier est un outil de service de la réorganisation », explique Jean-Dominique Bodin, directeur de l'organisation et du personnel, « et c'est surtout l'occasion d'une modernisation des structures de direction et du cadre de travail. Le siège parisien compte désormais 730 personnes

Le résultat n'est pas moins spectaculaire : seules 730 personnes restent à Paris, les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province. Les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province.

Le résultat n'est pas moins spectaculaire : seules 730 personnes restent à Paris, les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province. Les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province.

Le résultat n'est pas moins spectaculaire : seules 730 personnes restent à Paris, les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province. Les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province.

Le résultat n'est pas moins spectaculaire : seules 730 personnes restent à Paris, les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province. Les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province.

Le résultat n'est pas moins spectaculaire : seules 730 personnes restent à Paris, les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province. Les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province.

Le résultat n'est pas moins spectaculaire : seules 730 personnes restent à Paris, les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province. Les autres rejoindront des directions délocalisées à Paris ou en province.

L'opération avait été décidée en 1996, par Loïc Le Floch-Prigent, président de la SNCF. L'entreprise ferroviaire avait alors décidé de quitter le quartier Saint-Lazare pour Montparnasse. Ce changement d'adresse de la direction est surtout l'occasion d'une modernisation des structures de direction et du cadre de travail. Le siège parisien compte désormais 730 personnes

L'opération avait été décidée en 1996, par Loïc Le Floch-Prigent, président de la SNCF. L'entreprise ferroviaire avait alors décidé de quitter le quartier Saint-Lazare pour Montparnasse. Ce changement d'adresse de la direction est surtout l'occasion d'une modernisation des structures de direction et du cadre de travail. Le siège parisien compte désormais 730 personnes

L'opération avait été décidée en 1996, par Loïc Le Floch-Prigent, président de la SNCF. L'entreprise ferroviaire avait alors décidé de quitter le quartier Saint-Lazare pour Montparnasse. Ce changement d'adresse de la direction est surtout l'occasion d'une modernisation des structures de direction et du cadre de travail. Le siège parisien compte désormais 730 personnes

L'opération avait été décidée en 1996, par Loïc Le Floch-Prigent, président de la SNCF. L'entreprise ferroviaire avait alors décidé de quitter le quartier Saint-Lazare pour Montparnasse. Ce changement d'adresse de la direction est surtout l'occasion d'une modernisation des structures de direction et du cadre de travail. Le siège parisien compte désormais 730 personnes

L'opération avait été décidée en 1996, par Loïc Le Floch-Prigent, président de la SNCF. L'entreprise ferroviaire avait alors décidé de quitter le quartier Saint-Lazare pour Montparnasse. Ce changement d'adresse de la direction est surtout l'occasion d'une modernisation des structures de direction et du cadre de travail. Le siège parisien compte désormais 730 personnes

L'opération avait été décidée en 1996, par Loïc Le Floch-Prigent, président de la SNCF. L'entreprise ferroviaire avait alors décidé de quitter le quartier Saint-Lazare pour Montparnasse. Ce changement d'adresse de la direction est surtout l'occasion d'une modernisation des structures de direction et du cadre de travail. Le siège parisien compte désormais 730 personnes

TROIS QUESTIONS À... JEAN WIELAND

1. **Président du Syndicat national des cheministes (SNCS), qui regroupe les cheministes supérieurs de la SNCF. Comment les cheministes supérieurs, majoritairement concernés par le déménagement du siège, vivent-ils ce changement ?**

Je n'ai pas le sentiment que le déménagement à Montparnasse soit beaucoup d'états d'âme. Nous sommes habitués au changement - en moyenne, je change de poste environ tous les trois ans - et il me semble logique que, dans le cas d'une entreprise intégrée, toute l'équipe dirigeante soit regroupée dans un même endroit. En revanche, le problème posé pour ceux qui leur fonction ne permet pas a priori de venir à Paris.

2. **Quelles sont les conditions, les possibilités offertes ? Il n'y a pas beaucoup de solutions : soit un abandon de son poste, soit un abandon de son métier. La solution la plus préjudiciable pour l'en-**

treprise. L'abandon d'un métier est l'abandon d'une compétence, donc la perte de la compétence.

Cela étant, il y a des destinations en province parfaitement consenties, comme Nantes, où s'est installée la délégation au service information voyageurs, qui emploie cinq agents. Mais, en tant que cheministe, il faut que les cheministes aient du sens pour être bien acceptés.

3. **Pensez-vous que les décisions puissent être mal acceptées ?** Repartir en province n'est pas facile pour certains d'entre nous. Beaucoup de cheministes s'installent quand même sur les rails qui ont poussé à faire venir autant de gens à Paris pour les redistribuer sur le terrain par la suite. Mais, l'on ne considère que c'est pour se rapprocher du client. En revanche, comme dans chaque délocalisation, le problème est celui des conjoints. De nombreux couples travaillent, et pas forcément à la SNCF. D'où une perte importante du pouvoir d'achat.

Propos recueillis par François Bostnavaron

Du baume du Tigre au « Hongkong Standard », l'histoire d'une dynastie qui s'éteint

HONGKONG
correspondance

L'empire de la famille Aw n'aura pas survécu aux enfants du fondateur. Prise à la gorge, Sally Aw Sian, la fille de l'inventeur du baume du Tigre, se retire des affaires. Elle vient de céder, à contre cœur, la totalité de son groupe, Sing Tao Holding, au fonds d'investissement Lazard Asia Investment Management, créé récemment par la banque d'affaires française Lazard pour investir dans des entreprises à haut potentiel. Sally Aw a eu un parcours étonnant dans un monde particulièrement masculin.

Aw Boon Haw, Chinois né en Birmanie en 1882, hérite, en 1907, avec son frère cadet, Aw Boon Par, de la petite officine pharmaceutique familiale à Rangoon. Cinq ans plus tard, les deux frères lancent une pommade fortifiée mentholée, qu'ils baptisent baume du Tigre. Migraines, grippe, douleurs d'estomac... le baume est censé tout soigner. Aw Boon Haw distribue son produit miracle dans la péninsule de Malaisie, puis à Singapour et à Djakarta, à un prix accessible à tous. Il produit un onguent toujours moins cher dans des usines toujours plus grandes, d'abord à Rangoon, puis à Singapour, enfin en Chine à Hongkong.

Tout va bien pour la publicité du baume miraculeux. Aw Boon Haw crée, à Singapour puis à Hongkong, des jardins publics gratuits où les Chinois, garnis de nombreux tigres, dragons et autres figures mythologiques, font audace, à une époque où, dans les colonies britanniques, les jardins affichent « Ni chiens ni Chinois ». Lui vaut une immense popularité. Il fonde le nombre d'adhésions en Chine, en Inde, en

général, le baume des cerises thérapeutiques et lance des journaux. D'abord à Singapour (Singapore Daily News), puis à Hongkong (Sing Tao, 1939 ; Hongkong Standard, la langue anglaise, 1949) : douze journaux seront créés pour promouvoir d'abord le baume du Tigre, ensuite les produits du Kuomintang, le parti nationaliste chinois.

Jouer impitoyable, au goût pour l'art chargé et l'opulence cinquantaine, le Tigre, qui eut quatre femmes simultanément, laisse à sa mort en 1971 un empire à six enfants vivants (sur les huit reconnus) et ses nombreux descendants. Sally Aw, la fille aînée, est la plus jeune. Elle reprend le flambeau paternel en 1971, à l'âge de 21 ans, avec un groupe de presse, une personne ne veut.

DIASPORA. Bien qu'étrangère au métier, Sally Aw apprend vite. A Hongkong, les nombreuses éditions du Sing Tao News ainsi que le Hongkong Standard incarnent l'opinion chinoise hors du territoire et plus proche du Taiwan que du continent. Sally Aw fait de son entreprise un groupe international. Elle saisit la soif d'informations sur Hongkong de la Chine de la diaspora à San Francisco, au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande, à Londres ou à Paris. Le Sing Tao News est alors imprimé sur place, avec un tirage de 100 000 exemplaires. A Hongkong, le groupe a un mélange d'informations locales et internationales. Les coûts rédactionnels sont faibles, la publicité,

est abondante. Cette relation privilégiée avec la diaspora amène les dirigeants du Pédal à mener une opération de réconciliation, en restituant en 1983 les biens immobiliers familiaux confisqués dans les années 50. Jusqu'au milieu des années 90, entre les revenus tirés de la presse, de l'immobilier et de l'imprimerie, le groupe Sing Tao est très rentable. Mais, à la fin de la guerre de Hongkong en 1996, il ne parvient pas à défendre la place qu'il occupait dans les petites entreprises immobilières.

Depuis deux ans, Sally Aw, soixante-sept ans, célibataire et sans enfant, cherche à faire entrer un partenaire, pour s'assurer une sortie en douceur de son empire.

Elle doit aussi effectuer un nettoyage à grande échelle, vendre son groupe de presse : elle supprime ses éditions non rentables sur Hongkong, vend ses 51 % du quotidien chinois Shing Tung Times, et ses parts au Canada au Toronto Star, et ses parts immobilières en Australie, et partiellement du quotidien chinois Tin Tin Daily News. Fin décembre, elle se résigne à vendre au milliardaire Li Shing le Tiger Balm à Hongkong, dernier souvenir de la gloire familiale.

Le groupe Sing Tao ne vaut plus aujourd'hui qu'un cinquième de sa valeur d'il y a dix-huit mois. Il a perdu, en 1998, 116 millions de dollars à Hongkong, pour un chiffre d'affaires de 1 milliard. Une aubaine pour le chasseur de plus-values qu'est Lazard, mais une sortie ratée, dans une sombre odeur de prétoire, pour Sally Aw, une grande figure de la colonie britannique.

Valérie Brunschwig

THÉSORA

Sicav obligations et autres titres de créances libellés en euros

DIVIDENDE EXERCICE 1998 : le conseil d'administration de la Sicav THÉSORA a arrêté les comptes de l'exercice 1998 et a constaté que la dividende net versé par action "D", dite de distribution, s'élève à 2,25900 euros, soit une contre-valeur de 14,82 francs.

Décomposition du dividende net, en euros :
- Obligations françaises non indexées : 0,51800
- Titres et créances négociables : 1,74100
- Total : 2,25900

Le montant du vote de l'assemblée ordinaire, le dividende sera détaché le 14 avril 1999 et mis en paiement le 16 avril 1999 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 16 juillet 1999).

Valeur de l'action "D" au 30.03.1999 : 14,82 euros, soit une contre-valeur de 976,58 francs.

Gestion : SOGEPSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

Paribas achète le pôle médical des « Echos »

PARIBAS Affaires Industrielles, filiale de la banque, a signé, vendredi 2 avril, un accord d'acquisition du pôle santé des Echos, qui comprend Panorama du médecin, Le Concours médical, La Revue du praticien, Les Archives des maladies du cœur et des vaisseaux, etc. Les dirigeants sont intéressés à la reprise sous la forme d'un LBO. Le pôle représente un chiffre d'affaires de 170 millions de francs (25,9 millions d'euros) et dégage 11 % de rentabilité. Cette cession s'inscrit dans le cadre du désengagement de la presse médicale du groupe Pearson, propriétaire des Echos. La banque renforce sa position de premier groupe de presse de formation continue et s'impose comme un groupe indépendant face au pôle presse qui représente Vivendi et Havas.

DÉPÊCHES

SEITA : la direction a confirmé, vendredi 2 avril, au comité central d'entreprise la fermeture du site de Tournai, dans le Lot-et-Garonne (282 salariés), et des centres de distribution de Tonnins et de Nannes. L'usine de Moulins, dans le Finistère, (172 salariés) ne garde qu'un « atelier relais » de 40 personnes.

BP-AMOCO Chimie : la direction du site de Lavéra (Bouches-du-Rhône) a annoncé, vendredi, la suppression, d'ici 2001, de 99 postes sur les 350 salariés. Ce plan prévoit environ 120 départs et une vingtaine d'embauches.

RENAULT : cinq syndicats (CFDT, FO, CFTC, CPE-CGC, CSI-SIRO) ont signé, vendredi, l'accord sur les 35 heures. Le texte est rejeté par la CGT et divise la CFDT, plusieurs sections locales contestant la signature de leur syndicat.

BNP : la banque compte mettre en œuvre un programme de rachat d'actions portant sur 10 % maximum de son capital avec, pour objectif principal, la régularisation des cours, a indiqué, vendredi, la Commission des opérations de Bourse (COB).

BANCA INTESA : le groupe bancaire italien est entré récemment dans le capital de la compagnie d'assurance Ina en prenant 2,258 %, selon la Commission nationale pour les sociétés et la Bourse (ConsoB), l'autorité de régulation de la Bourse italienne.

MULTIMÉDIA : une offre d'accès gratuite à Internet, pendant un an, a été lancée, vendredi, par le fournisseur d'accès World Online, une société détenue par Bouygues Telecom, TF1 et World Online International. Cette offre, disponible dès le 1^{er} mai, est destinée aux 200 000 premiers internautes qui en feront la demande.

EDF-GDF : le groupe lance un nouveau service, permettant à chaque client d'obtenir une réponse 24 heures sur 24 et sept jours sur sept.

مكتبة من الأعمال

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE - LUNDI 5 AVRIL

Les atouts des fonds de fonds séduisent un nombre croissant d'épargnants

Ces produits financiers, qui regroupent en leur sein plusieurs sicav, permettent, en théorie, d'obtenir une gestion plus équilibrée. De plus en plus d'établissements financiers les proposent à leur clientèle

« NE PAS METTRE ses œufs dans le même panier... » C'est le principe qui a séduit un nombre croissant d'épargnants. Ils fonctionnent suivant le principe des poupées russes. Ce sont des fonds de fonds, ou sicav, qui regroupent en leur sein plusieurs autres sicav. Ils permettent de répartir les investissements sur un grand nombre d'actions ou d'obligations. Ils permettent de réduire les risques en combinant des styles de gestion différents, souligne Philippe Nahum, directeur Europe chez Cortal, qui gère une gamme complète de fonds de fonds (quatre fonds diversifiés, MultiSicav Revenus, la Sicav Sicav, MultiSicav Active et Capital Dynamique, ainsi que les fonds régionaux, MultiSicav F&A et l'EuroSicav, distribués par American Express Bank). Toute l'astuce consiste à combler des investissements dont les évolutions récentes montrent qu'elles sont « décorrélées », c'est-à-dire différentes. Un « sous-fonds » (une des sicav ou une des FCP qui entrent dans la composition du

portefeuille du fonds de fonds) accuse une tendance passagère, un autre apportera un utile contrepoint. Autre qualité, les fonds de fonds permettent d'avoir accès aux grands gérants internationaux, explique Pierre Philippi, membre du directoire de Palmarès Gestion. Ils facilitent la sélection de gérants d'OPCVM (organismes de placement collectif à valeurs mobilières) de gestion de fonds de fonds (six figurent à son catalogue) qui évoluent à l'orbite des portefeuilles d'assurances. Les portefeuilles peuvent être composés d'unités trusts (l'équivalent des sicav) britanniques, de fonds luxembourgeois, de fonds de droit irlandais ou de fonds allemands.

Les fonds de fonds élargissent les horizons habituels des sicav : des FCP, « La population des gérants de qualité est vaste », souligne Pierre Philippi. La formule est la portée des investisseurs institutionnels et des particuliers : produits sophistiqués auxquels ils n'auraient pas accès autrement. Une petite équipe française n'a pas à sa disposition un gérant spécialisé dans les valeurs du Nasdaq (le marché des actions où se trouvent nombre de valeurs technologiques et de l'internet) ou dans les valeurs de biotechnologies.

Entre conjoints, une décision de désigner un bénéficiaire réciproque est jugée irrévocable. Jusqu'à présent, conformément au droit civil, la Cour de cassation avait toujours considéré que les clauses d'un contrat d'assurance-vie ou d'un contrat de donation à titre gratuit, au profit d'un conjoint équivalent à une donation entre époux, ne pouvaient être révoquées. Or, les magistrats de la Cour de cassation ont, dans des circonstances particulières, annulé un souscripteur adhère à un contrat en désignant ses parents comme bénéficiaires, puis se marie et remplace par son épouse. Cette-là adhère alors au même contrat, le désigne comme premier bénéficiaire, les époux payant les cotisations sur le compte joint du ménage. Mais, quelque temps plus tard, le mari épouse une autre femme. La Cour de cassation a annulé la désignation de son épouse comme bénéficiaire, car le contrat d'assurance-vie est irrévocable. La Cour de cassation a annulé la désignation de son épouse comme bénéficiaire, car le contrat d'assurance-vie est irrévocable.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a atteint 31,36 milliards d'euros (205,7 milliards de FRF), en progression de 11,4 % par rapport à 1997. Le chiffre d'affaires des métiers centraux (hors France et Belgique) s'élève à 8,02 milliards d'euros (52,6 milliards de FRF), soit 37 % du total, en progression globale de 11,4 %.

La structure financière du Groupe est saine : l'endettement net atteint 10,65 milliards d'euros (69,9 milliards de FRF), soit 33,6 % des fonds propres totaux : 18,04 milliards d'euros (118,4 milliards de FRF). Le résultat brut d'exploitation est 7,5 fois les frais financiers nets.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 1 milliard d'euros (6,6 milliards de FRF), en forte hausse : + 64,3 %. Le résultat net courant part du Groupe a connu une progression de 25,2 %, atteignant 0,76 milliard d'euros (5,0 milliards de FRF).

Désigner le bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie est délicat

S'il y a une zone frontalière complexe entre le droit civil et celui de l'assurance-vie, c'est bien celle du bénéficiaire. En effet, le souscripteur d'un contrat d'assurance-vie doit respecter les règles traditionnelles de la dévolution successorale, qui protègent notamment chacun des enfants. Ainsi, la condition que le caractère manifestement exagéré des cotisations au regard du patrimoine n'ait pas été établi, tout souscripteur peut parfaitement choisir d'avantager délibérément l'un de ses enfants, voire une personne totalement étrangère à sa famille.

Les juges, en première instance ou en appel, décident du caractère acceptable ou non des cotisations, la Cour de cassation refusant systématiquement d'entrer dans ces considérations, pour s'en tenir à l'appréciation des points de droit.

Les effets pervers de la désignation d'un bénéficiaire ont été récemment tranchés par un tribunal d'instance de province, un épargnant avait souscrit d'importantes économies sur un contrat d'assurance-vie et s'était remarié peu de temps après. L'ancien époux avait souhaité pulser dans son épargne sans pouvoir le faire. En réalité, ayant naturellement mentionné son héritier comme bénéficiaire, afin qu'il bénéficie à son décès de l'exonération des droits de succession, elle l'en avait informé pour qu'il puisse en tirer le meilleur parti.

Une solution existe pour éviter de tels désagréments : indiquer le nom du bénéficiaire dans un testament, ce ne peut le lui révéler. Elle présente un double avantage : en cas de décès de l'assuré, l'assureur ou le banquier sera tenu de verser le capital ou la somme souscrite(e) aux personnes désignées ; et, entre-temps, le souscripteur pourra librement disposer de son argent et au besoin changer le nom du bénéficiaire jusqu'à son dernier jour, en modifiant simplement le contrat.

Le souscripteur adhère à un contrat en désignant ses parents comme bénéficiaires, puis se marie et remplace par son épouse. Cette-là adhère alors au même contrat, le désigne comme premier bénéficiaire, les époux payant les cotisations sur le compte joint du ménage. Mais, quelque temps plus tard, le mari épouse une autre femme. La Cour de cassation a annulé la désignation de son épouse comme bénéficiaire, car le contrat d'assurance-vie est irrévocable.

La volonté commune traduit la concordance des éléments équivaut à une acceptation tacite les rendant irrévocables ; et, partant, la lettre de l'époux « répudiant » son engagement à l'égard de sa conjointe, pour remettre ses parents comme bénéficiaires, est de nul effet.

Didier Verneuil

POUR L'ÉNERGIE,



L'EAU,



LA PROPRETÉ,



LA COMMUNICATION,



SUEZ LYONNAISE DES EAUX, AU CŒUR DE LA VIE.

Résultat net part du Groupe 1998	+64,3 %
Résultat net courant part du Groupe 1998	+25,2 %
Bénéfice net courant par action - Objectif 2002	8,5 €
Cours de l'action depuis la fusion	+112 %
Dividende proposé à l'Assemblée Générale	+18 %

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a atteint 31,36 milliards d'euros (205,7 milliards de FRF), en progression de 11,4 % par rapport à 1997. Le chiffre d'affaires des métiers centraux (hors France et Belgique) s'élève à 8,02 milliards d'euros (52,6 milliards de FRF), soit 37 % du total, en progression globale de 11,4 %.

La structure financière du Groupe est saine : l'endettement net atteint 10,65 milliards d'euros (69,9 milliards de FRF), soit 33,6 % des fonds propres totaux : 18,04 milliards d'euros (118,4 milliards de FRF). Le résultat brut d'exploitation est 7,5 fois les frais financiers nets.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 1 milliard d'euros (6,6 milliards de FRF), en forte hausse : + 64,3 %. Le résultat net courant part du Groupe a connu une progression de 25,2 %, atteignant 0,76 milliard d'euros (5,0 milliards de FRF).

Il a été proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 1999 de distribuer un dividende net de 2,7 € par action (17,7 FRF), soit un dividende brut de 4,05 € (26,6 FRF), avant fiscalité incluse, qui sera mis en paiement le 1^{er} juin prochain.

Ces résultats confirment le dynamisme et le potentiel de Suez Lyonnaise des Eaux. Le Groupe continue de développer sa capacité à dégager des résultats à forte croissance.

La visibilité est forte pour les deux prochaines années grâce à la récurrence des résultats des métiers centraux et aux plus-values résultant des cessions déjà annoncées.

L'objectif de doublement du bénéfice net courant par action à 8,5 euros (56 FRF) est confirmé.

L'ensemble des résultats annuels est disponible
N° Vert 0800 177 177
téléchargeable sur
www.finance.suez-lyonnaise.com



SUEZ LYONNAISE DES EAUX

مكتبة من الأصول

La Bourse de Paris se redresse

REVUE DES ACTIONS

ÉNERGIE

01-04-99	en Euros	DIF.
Elf	121,50	+0,33
Elf Aquitaine	121,50	+0,33
Elf	121,50	+0,33
Elf	121,50	+0,33
Elf	121,50	+0,33

PRODUITS DE BASE

01-04-99	en Euros	DIF.
Alcan	140,90	+0,52
CFR	31,30	+0,02
Ermet	34,10	+0,02
Ermet	34,10	+0,02
Ermet	34,10	+0,02
Ermet	34,10	+0,02

CONSTRUCTION

01-04-99	en Euros	DIF.
Bouygues	251,30	+0,55
Bouygues	251,30	+0,55
Bouygues	251,30	+0,55
Bouygues	251,30	+0,55
Bouygues	251,30	+0,55

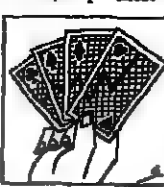
BIENS D'ÉQUIPEMENT

01-04-99	en Euros	DIF.
Alcatel	109	+0,46
Alcatel	109	+0,46
Alcatel	109	+0,46
Alcatel	109	+0,46
Alcatel	109	+0,46

AUTOMOBILE

01-04-99	en Euros	DIF.
Eclat	95	+0,21
Eclat	95	+0,21
Eclat	95	+0,21
Eclat	95	+0,21
Eclat	95	+0,21

DANS UN CONTEXTE toujours marqué par la plus grande incertitude, le marché des actions françaises est parvenu cette semaine à se hisser au-dessus de la barre des 4 200 points, à 4 229,85 points. Le gain hebdomadaire par l'indice CAC 40 n'est pas négligeable puisque l'indice a gagné 1,37 point, soit 0,032 %.



VALEURS

Ce ne sont pourtant pas les dernières nouvelles macro-économiques qui ont eu de quoi rassurer le marché et expliquer la progression des valeurs françaises. En effet, le gouvernement a annoncé que ses objectifs de croissance en 1999 étaient finalement trop ambitieux. Les investisseurs n'ont pas sanctionné cette révision pourtant de nature à lever des interrogations sur les perspectives de l'économie française. En fait, l'indice a gagné 1,37 point, soit 0,032 %, ce qui est déjà signalé depuis plusieurs mois par les économistes du monde entier et donc déjà intégrée dans les cours de Bourse. Aujourd'hui, aux yeux des investisseurs, la contrepartie positive de ce ralentissement de la croissance pourrait être une baisse des taux.

La banque centrale européenne dès jeudi

8 avril. Mais que la nette progression de la Bourse de Paris tendrait à démontrer que les investisseurs ne sont pas indifférents à la situation dans les Balkans, la faible activité enregistrée dans les quatre séances de Bourse, les valeurs n'ont pas été aussi affectées que la semaine précédente : 15,37 millions de titres ont ainsi été échangés en moyenne par jour contre 18,1 millions du 22 au 26 mars. Les gestionnaires adoptent une attitude prudente et hésitent à prendre position, mais ils peuvent néanmoins anticiper les conséquences économiques et financières de la guerre dans la République fédérale de Yougoslavie.

Conséquence de cette dernière, les investisseurs ont porté leur attention sur les valeurs de la Défense, en attendant qu'elles puissent bénéficier d'une augmentation des ventes d'armes. L'Armée de l'Air, par exemple, a construit des avions Mirage utilisés par les troupes françaises, a ainsi gagné 7,3 % sur la seule journée du lundi 29 mars, tandis que Thomson-CSF grimpeait de 5,4 %. Le marché boursier français a également concentré son attention sur la situation individuelle de certaines valeurs, en l'absence de nouvelles batailles boursières dans le domaine des fusions et acquisitions en France. Bénéficiant des retombées positives de la poursuite de la

lutte entre Olivetti et Telecom Italia, la valeur France Télécom, qui constitue la plus forte capitalisation de l'indice CAC 40, a été responsable d'une bonne partie de la hausse du marché parisien. Le titre s'est adjugé 5,42 % mercredi 31 mars, suivi le lendemain par un gain de 3,2 %. Les valeurs pétrolières ont en revanche atténué la progression des actions françaises sur la semaine. Jeudi 1^{er} avril, les investisseurs ont pris quelques bénéfices sur les actions de Total et d'Elf au vu de leur récent parcours haussier, mais également de l'évolution de la situation du secteur. La confirmation du rachat de l'américain Atlantic Richfield Co (Arco) par BP Amoco, qui créent un géant du pétrole, ainsi que la chute des cours du baril ont pesé sur les valeurs françaises. Elf Aquitaine a cédé ce jour-là 3,4 % à 121,50 euros, et Total a perdu 2,9 % à 111,2 euros. La veille déjà, ces deux titres s'affaissaient en nette baisse, de 3,5 % pour Elf et de 1,6 % pour Total.

Enfin, les transactions sur les titres BNP, Société Générale et Paribas ont été marquées par les progrès respectifs de 3,89 %, 6,19 % et 3,9 % sur la semaine. L'opération de la BNP a obtenu l'aval de la COB, dernière autorisation qui lui manquait avant le démarrage véritable de son offre.

Cécile Prudhomme

Leon Brundage	39,17
LVI Medical Corp	15,50
Metropolitan TV	158,00
Passport Poly Corp	247
Schaeffler	26,10
Sopra	57,80
TFI	177,00
UBI Soft Entertainment	108,60
Unilever	451

IMMOBILIER

01-04-99	en Euros	DIF.
Bail Invest	122,50	+0,33
Bail Invest	122,50	+0,33
Bail Invest	122,50	+0,33
Bail Invest	122,50	+0,33
Bail Invest	122,50	+0,33

SERVICES FINANCIERS

01-04-99	en Euros	DIF.
AGP	50,40	+0,21
AGP	50,40	+0,21
AGP	50,40	+0,21
AGP	50,40	+0,21
AGP	50,40	+0,21

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

01-04-99	en Euros	DIF.
Bolero	164,60	+0,33
Bolero	164,60	+0,33
Bolero	164,60	+0,33
Bolero	164,60	+0,33
Bolero	164,60	+0,33

LES PERFORMANCES DES SICAV MONÉTAIRES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 26 mars

LIBELLÉ

Organisme promoteur

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rang

Rendement en bourse

pour les sicav monétaires

IMPERCEPTIBLEMENT, mais

sûrement, le rendement des

sicav monétaires continue à se

améliorer. Par rapport à

la semaine dernière, il y a

cinq semaines, la rémunération

moyenne sur un an de ces

produits est en recul de

quelques points pour se situer à

2,96 %. Même si l'inflation (0,2 %)

sur ces cinq semaines, la

performance des sicav monétaires

ne supporte pas la comparaison

avec d'autres formes

d'épargne.

Avant de souscrire à ce type de

placement, beaucoup de par-

ticuliers ont intérêt à profiter

des produits d'épargne réglementés

et de sous-estimer les perfor-

mances et dont ils n'exploitent pas

toutes les possibilités.

Le Livret A (Caisse d'épargne et

La Poste) ou le Livret bleu (Crédit

mutuel) peuvent permettre

d'économiser jusqu'à

100 000 francs, rémunérés pour

moins de 0,5 % à 1 % et

en franchise fiscale, ce qui n'est

pas le cas pour une sicav moné-

taire. Dans les plus-values sont

calculées à hauteur de 25 %. Dans le

futur, même avec un taux ramené

à 2,25 %, comme l'a récemment

proposé le conseil consultatif de

taxe, le rendement des sicav moné-

taires reste supérieur à celui de

certains produits bancaires.

Au-delà de 100 000 francs de

trésorerie, d'autres possibilités

existent : le Codel permet de

placer 30 000 francs supplémentaires

au même taux que le Livret A, sans

payer de l'impôt d'épargne.

Mais aux épargnants modestes

il faut aussi penser à ce que

l'État ouvre par la loi de

25 mars. Même le compte épargne

réglementé, une rémunération

de 2 % pour le moment à 2 % peut

être utile pour placer les

liquidités dont on n'a pas besoin :

on peut y loger jusqu'à

100 000 francs.

Pour ceux qui veulent placer une

somme plus importante pour

quelques mois, la sicav moné-

taire peut être une solution. A

condition de ne pas tomber dans

certains pièges. La plupart des

sicav monétaires largement diffu-

sées ont des frais de gestion

élevés, de l'ordre de 1 % à

1,5 % par an. Il faut donc

vérifier que la performance

moyenne sur un an de la

sicav monétaire est supé-

rieure à la somme des frais

de gestion et de l'inflation.

Enfin, il est important de

vérifier que la sicav moné-

taire est agréée par la COB

et que son capital est garanti

par la Caisse d'Allocations

Familiales. Enfin, il est

important de vérifier que

la sicav monétaire est

régulée par la loi de 1966

sur les sociétés d'investissement

à capital variable.

Enfin, il est important de

vérifier que la sicav moné-

taire est agréée par la COB

et que son capital est garanti

par la Caisse d'Allocations

Familiales. Enfin, il est

important de vérifier que

la sicav monétaire est

régulée par la loi de 1966

sur les sociétés d'investissement

à capital variable.

Enfin, il est important de

vérifier que la sicav moné-

taire est agréée par la COB

et que son capital est garanti

par la Caisse d'Allocations

Familiales. Enfin, il est

important de vérifier que

la sicav monétaire est

régulée par la loi de 1966

sur les sociétés d'investissement

à capital variable.

Enfin, il est important de

vérifier que la sicav moné-

taire est agréée par la COB

et que son capital est garanti

par la Caisse d'Allocations

Familiales. Enfin, il est

important de vérifier que

la sicav monétaire est

régulée par la loi de 1966

sur les sociétés d'investissement

à capital variable.

Enfin, il est important de

vérifier que la sicav moné-

taire est agréée par la COB

et que son capital est garanti

par la Caisse d'Allocations

Familiales. Enfin, il est

important de vérifier que

la sicav monétaire est

régulée par la loi de 1966

sur les sociétés d'investissement

à capital variable.

DEMACHY 78

CYRIL 79

KLEIN BE 80

PARISA 81

PARISA 82

ACT 83

BFT 84

CIC PAR 85

CIC PAR 86

CIC PAR 87

CIC PAR 88

CIC PAR 89

CIC PAR 90

CIC PAR 91

CIC PAR 92

CIC PAR 93

CIC PAR 94

CIC PAR 95

CIC PAR 96

CIC PAR 97

CIC PAR 98

CIC PAR 99

CIC PAR 100

CIC PAR 101

CIC PAR 102

CIC PAR 103

CIC PAR 104

CIC PAR 105

CIC PAR 106

CIC PAR 107

CIC PAR 108

CIC PAR 109

CIC PAR 110

CIC PAR 111

CIC PAR 112

CIC PAR 113

CIC PAR 114

CIC PAR 115

CIC PAR 116

CIC PAR 117

CIC PAR 118

CIC PAR 119

CIC PAR 120

CIC PAR 121

CIC PAR 122

CIC PAR 123

CIC PAR 124

CIC PAR 125

CIC PAR 126

CIC PAR 127

Les opérateurs anticipent une baisse des taux de la BCE

Ils espèrent un assouplissement de la politique monétaire, jeudi 8 avril, en raison du ralentissement économique dans l'Euroland. Mais la faiblesse de l'euro pourrait inciter la banque centrale à opter pour le statu quo

Le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne se réunira jeudi 8 avril à Francfort. De nombreux investisseurs espèrent à cette occasion une baisse de son principal taux directeur (Refi), actuellement

à 3 %. Cet assouplissement serait selon eux justifié par le ralentissement économique dans la zone euro. La Commission européenne a ramené à 2,2 % ses prévisions de croissance en 1999 dans l'Euroland contre

2,6 % l'automne. En France, le chômage a remonté en février tandis que le moral des industriels a continué à se dégrader. La guerre en République fédérale de Yougoslavie a exercé un frein supplémentaire

en entamant le moral des ménages. L'inverse, la faiblesse actuelle de l'euro, la hausse des prix du pétrole et le manque de rigueur budgétaire pourraient inciter les membres de la BCE à opter pour le statu quo.

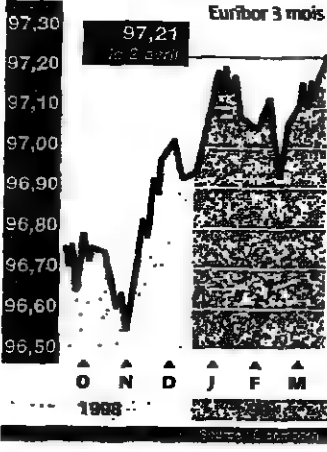
LE DÉBAT d'être animé, jeudi 8 avril, à l'occasion de la réunion du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE). Convient-il ou non d'abaisser le taux directeur (Refi), actuellement à 3 % ?

Le ralentissement de l'économie européenne figure au premier des arguments en faveur d'un assouplissement monétaire. La Commission européenne a révisé sa baisse ses perspectives de croissance pour l'Euroland. Elle mise désormais sur une progression de 2,2 % du produit intérieur brut (PIB) en 1999, contre 2,6 % l'automne. La situation est particulièrement sombre pour deux des poids lourds de la zone euro, l'Allemagne et l'Italie, avec des croissances limitées respectivement à 1,7 % et 1,6 %.

Même le ministre français de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a fini par abandonner officiellement son objectif de croissance de 2,7 % : il n'anticipe plus qu'une hausse du PIB comprise entre 2,2 % et 2,5 %. L'hypothèse de 2,7 % paraissait il y a quelques semaines plus qu'une simple fantaisie, au risque d'entamer la crédibilité de la politique économique gouvernementale. Bercy a été contraint de renoncer à son discours selon lequel l'économie française, grâce à l'excellence des entreprises, prises pour lutter contre le chômage, soutiendrait la demande (35 heures, emplois jeunes...).

Optimisme des marchés

CONTRAT À TERME MATIF



La hausse des cours du contrat sur Euribor 3 mois reflète les anticipations de baisse des taux en Europe.

trouvait à l'abri de la crise économique internationale. La remontée du chômage (+0,3 %) observée en février a renforcé les préoccupations des investisseurs. Selon la formule de M. Strauss-Kahn, trou d'air dont la nouvelle zone de moral des industriels a permis de penser qu'une zone de turbulences. D'autant que la guerre en Yougoslavie, en affectant le moral des ménages, risque d'exercer

un frein supplémentaire à l'activité en Europe. « L'économie fonctionne lorsqu'il y a la paix. L'économie de guerre n'est pas l'économie du développement », a jugé mardi le gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio.

Plusieurs membres de la BCE - Christian Noyer, vice-président, et Otmar Issing, son chef économiste - ont insisté, au cours des derniers jours, sur les risques de ralentissement « prononcé » de la croissance européenne. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a pour sa part souligné que la stratégie de continuité et de confiance menée par la BCE n'était pas synonyme d'immobilité. « Nous devons rester à l'écoute de la croissance, dans les habitudes des banquiers centraux, ont contribué à alimenter, les marchés, les fantasmes d'une baisse des taux.

INQUIÉTUDES BUDGÉTAIRES

Ces considérations économiques viennent s'ajouter à l'apaisement des relations entre pouvoir politique et pouvoir monétaire depuis la démission du ministre des finances, M. Lafontaine. Celle-ci n'a pas seulement porté un rude coup aux néokeynésiens qui inquiétaient tant la BCE. Elle a aussi mis fin au harcèlement monétaire, aux répétitions des taux, créant une atmosphère plus propice

de la banque centrale. Les partisans d'un statu quo ne manquent pas, plus, d'arguments, jeudi, pour justifier leur stratégie. D'abord, malgré le départ de M. Lafontaine, les inquiétudes budgétaires demeurent : selon la Commission, le déficit public devrait que faiblement se réduire

éloigner l'inflation de la dangereuse des 0 % dans laquelle évolue l'Allemagne. France en glissement annuel.

La faiblesse de l'euro constitue un autre obstacle. La monnaie allemande est tombée, mardi, jusqu'à 1,069 dollar, son plus bas niveau depuis son lancement (1,077 dollar

Statu quo monétaire aux Etats-Unis

Les marchés obligataires américains sont nettement repliés, la semaine, le rendement de l'emprunt d'Etat à 30 ans remontant - les taux sont orientés à la hausse quand le cours des titres baisse - de 5,58 % à 5,68 %. Ce recul est intervenu malgré la décision du conseil de la Réserve fédérale, réuni mardi 30 mars, de ne pas modifier sa politique monétaire. Ce statu quo a pris en compte la poursuite d'une croissance économique soutenue sans tensions inflationnistes. Après le dernier trimestre 1998, le produit intérieur brut américain devrait avoir progressé d'environ 4 %, en rythme annuel, les cours des trois premiers mois de l'année, tandis que l'inflation s'est établie, sur un an, à 1,6 %. Les investisseurs sont pourtant plus nombreux à prédire un net ralentissement de la croissance aux Etats-Unis à partir d'été, conséquence de la crise dans les pays émergents, du repli de la consommation et des investissements des entreprises.

La zone (à 1,9 % en 1999 contre 2,1 % en 1998). De son côté, la récente remontée des cours du pétrole, la hausse des taxes sur l'énergie décrétée en Allemagne dans le cadre de la réforme fiscale écologique, l'impact des hausses de salaires généreuses décidées outre-Rhin éloignent les craintes de l'Euroland. Tous ces éléments devraient mécaniquement

confirmer la position de la Réserve fédérale. Les investisseurs préfèrent aller chercher refuge aux Etats-Unis, loin des combats, même si le change n'est pas un objectif de la politique monétaire de la BCE. Il n'en reste pas moins que diminuer la rémunération de l'euro n'est pas sans présenter quelque danger. Certains membres de la BCE pourraient d'ailleurs faire valoir que l'euro observée depuis son lancement constitue en soi un assouplissement monétaire qui rend inutile une baisse des taux.

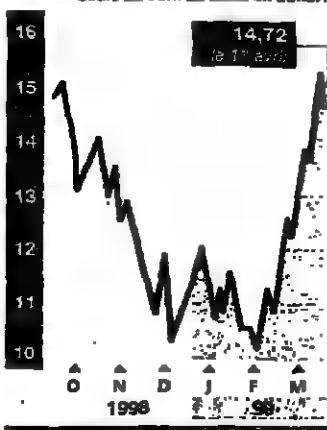
Plus fondamentalement, l'estime que la réponse actuelle aux difficultés économiques n'est pas d'ordre monétaire. En quoi, par exemple, une baisse d'un quart de point du taux directeur permettrait-elle de rallier une économie allemande affectée par son manque de compétitivité par une crise générale de confiance ? Enfin, comme le soulignait récemment le président de la BCE Wim Duisenberg, la disparité des taux de chômage à l'intérieur de la zone euro démontre que les moyens de lutter contre le chômage doivent être trouvés au niveau national (en réorganisant le marché du travail) et non pas par la politique monétaire.

La réunion de jeudi permettra au moins de savoir quel rapport il y a entre la baisse des taux de la BCE, le camp des colombes et celui des faucons. Les marchés semblent aujourd'hui persuadés que le premier est majoritaire : selon eux, la BCE à trois mois se situera à 2,80 % à la fin du mois de juin dans l'Euroland, contre 3 % actuellement. Mais que dire des désillusions ?

MATIÈRES PREMIÈRES

Coup d'arrêt à la hausse du pétrole

Cours du baril en dollars



APRÈS L'EUPHORIE, le doute. Les marchés pétroliers, qui avaient salué l'accord de réduction de production ratifié le 23 mars, à Vienne en Autriche, par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) - soutenu par d'autres producteurs, s'interrogent sur sa mise en place. La réduction de débit de plus de 2,1 millions de barils/jour, dont 1,7 million pour le cartel, devait débiter le 1^{er} avril.

Les cours du pétrole brut (qualité de référence de la mer du Nord) sont repassés ce jour-là sous la barre des 15 dollars, qu'ils avaient franchie la veille, atteignant leur plus haut niveau depuis dix mois. Tendance analogue à New York, où le brut (light sweet crude), pour livraison la plus proche, mai, terminait à 16,64 dollars. Les marchés étaient fermés le 2 avril pour la célébration du vendredi saint. La perspective d'un week-end à quatre jours a également incité les investisseurs à la prudence.

La réaction a cependant été forte, puisqu'en l'espace d'une séance le brut s'est déprécié de 4 %, passant de 15,24 dollars à 14,72 dollars. Ce recul n'a pas inquiété les analystes, qui le voient à la mesure de la forte hausse des cours depuis le début du mois de mars. Les semaines à venir seront déterminantes, l'évolution des cours dépendra avant tout du respect ou non des engagements des producteurs.

Selon les estimations de l'agence Bloomberg, la production quotidienne des onze membres du cartel aurait atteint 27,67 millions de barils en mars, une baisse de 80 000 par rapport à février, légèrement supérieure au quota décidé voici un an. Sans compter l'Irak, en raison de l'accord « pétrole contre nourriture » avec l'ONU, lié à l'embargo imposé depuis 1990, l'OPEP aurait extrait 24,97 millions de barils en mars, soit une baisse de 2 millions de barils, pour un engagement de 2,6 millions. La remontée du brut a entraîné celle des carburants Etats-Unis. Pour la cinquième semaine consécutive, leurs prix, qui étaient tombés au plus bas depuis un quart de siècle en décembre, ont grimpé.

Marché international des capitaux : la crédibilité de l'euro

LE PREMIER TRIMESTRE a montré quelle place pouvait prendre l'euro sur le marché international des capitaux. Tant du point de vue du volume des nouvelles émissions que de la variété des emprunteurs. La BCE, des structures financières, il semble bien que le dollar ait trouvé un rival digne de lui. Toutefois, pour donner une mesure, notre monnaie commune a besoin d'appuyer sur de nouveaux progrès de la construction européenne. A cet égard, il y a beaucoup de questions d'harmonisation fiscale. C'est un point considéré comme prioritaire pour assurer la crédibilité de l'euro.

On sait l'opposition de Londres et Luxembourg aux projets communautaires de prélèvement à la source sur le revenu des placements de capitaux. Cela des années que le sujet est à l'étude, qu'un argument difficile à réfuter lui est opposé. Que vaudrait un impôt qui ne s'appliquerait qu'à l'intérieur de l'Europe des quinze, alors que des paradis fiscaux tout proches permettent d'échapper ? Les instances de Bruxelles ont fini par s'occuper de voisins jugés trop accueillants. Il s'agit de leur faire comprendre qu'il serait souhaitable d'éviter un afflux de capitaux chez eux si mesure fiscale communautaire avait pour conséquence de diminuer l'intérêt net que rapportent les valeurs mobilières dans l'Europe des quinze.

La Suisse visée au premier chef. Un commissaire européen, Mario Monti, s'est rendu à Berne cet hiver pour présenter le point

de vue de Bruxelles. La question se pose toujours, comme à l'époque de l'adoption du traité de Maastricht, de la fin du mois de mars. Son débiteur, l'Autriche, un membre de l'Union européenne. L'affaire, placée sous la direction d'une banque proche du Crédit Suisse (CSFB), porte sur 500 millions de francs suisses pour une durée de 10 ans. Les obligations autrichiennes munies de coupons et d'intérêt de 10 % l'an ont été achetées à 100 % de leur valeur. Elles ont été achetées à 100 % de leur valeur. Elles ont été achetées à 100 % de leur valeur.

DOMICILE FISCAL

L'Autriche a l'habitude de lever des fonds en Suisse, elle s'endette à l'étranger. Lors de précédents appels au marché suisse, le Trésor public autrichien avait précisé que l'intérêt ne serait grevé d'aucun impôt anticipé, que si d'aventure un prélèvement à la source devait être décidé, le pays, soit compenserait les porteurs d'obligations, soit rembourserait immédiatement l'emprunt. Sa dernière transaction ne prévoit pas de tels ajustements. En fait, les contrats relatifs à l'emprunt énoncent clairement l'intention de Bruxelles. Pour échapper à un éventuel précompte mobilier communautaire, un souscripteur devrait faire la preuve que son domicile fiscal se situe en dehors de l'Union européenne. Dans la pratique, cela revient à dévoiler son identité. Tout ceci concerne

que personnes physiques. Les investisseurs institutionnels n'attachent pas la même importance à la discrétion.

Toutefois la monnaie commune n'est pas une réserve de change, on espère beaucoup d'un emprunt de 2 milliards d'euros que la Belgique est sur le point de lancer. Les titres, d'une durée de trois ans, rapporteront un intérêt net du taux changera à 10 % l'an, reflétant le niveau du loyer de l'argent à court terme. Il y a aussi attirer les banques centrales asiatiques, qui ont d'importantes liquidités à placer. La transaction attendue est un grand test. C'est la première d'un genre européen.

Quant aux devises en levain, les euros, les indications sont encourageantes. Le Canada a fait savoir qu'il utilisera le produit d'un récent emprunt obligataire d'ordre de 500 millions d'euros d'une durée de dix ans. L'intérieur de l'Europe européenne, mais en dehors de la zone euro, le Danemark vient de dire qu'il libérera en euros l'essentiel de la dette étrangère qu'il contractera à l'avenir. Dans le domaine des échéances moyennes et longues, le montant de la dette pourrait atteindre l'équivalent de 19 milliards de dollars danoises d'ici l'année. Elle servirait à remplacer d'anciens emprunts qui n'ont plus que quelques mois à courir.

Christophe Vetter

P.-A. D.

Dominique Gallois

Les Bourses mondiales ignorent la situation dans les Balkans

L'AGGRAVATION de la situation dans la République de Yougoslavie n'a émué que les opérateurs boursiers. Les grandes places ont terminé sur une note positive une semaine écourtée en raison des fêtes pascales. Londres a progressé de 3,11 %, Paris de 2,77 %, Milan de 2,7 %, Francfort de 2,13 %, Zurich de 1,77 % et Tokyo de 1,71 %. Si la performance la plus médiocre a été enregistrée à Wall Street (+0,10 % pour le Dow Jones), c'est pourtant à New York que s'est produit l'événement boursier de la semaine.

Lundi 29 mars, le Dow Jones a, pour la première fois, clôturé au-dessus de la barre des 10 000 points (10 006,78 points), un niveau qu'il avait brièvement franchi en séance quelques jours plus tôt. Victime de prises de bénéfices, il s'est toutefois replié en fin de semaine pour finir, jeudi soir, à 9 832,51 points.

Les opérateurs semblent

convaincus que rien ne peut mettre un terme au miracle économique américain (croissance forte, plein-emploi, absence de tensions inflationnistes), miracle qui explique pour une large part cette performance boursière exceptionnelle : depuis la récession de 1991, la valeur du Dow Jones a été multipliée par plus de trois.

Les quelques signes de ralentissement apparus au cours des derniers jours - baisse de 2 % des ventes de logements neufs en février après un recul de 6,7 % le mois précédent, recul de 5 % des commandes de biens durables en février, 600 000 d'emplois « seulement » au mois de mars - ne sont pas suffisants pour ébranler la confiance des gestionnaires.

Si quelques experts peuvent se permettre de faire - d'avoir prédit de longue date - un Dow Jones au-dessus des 10 000 points, la plupart des analystes ont été moins heu-

reux dans leurs prévisions : le krach qu'ils annonçaient n'est - pour l'instant - survenu.

La « lassitude » impressionnée par le franchissement de ce seuil mythique, les fidèles à leurs convictions continuent d'annoncer une correction brutale à Wall Street. Selon eux, cette inflation boursière risque de mal finir. Ils soulignent notamment la fragilité des ménages - les taux d'endettement sont très élevés, les défauts des particuliers atteignent des records historiques - mais aussi le fait que les promesses économiques des Etats-Unis et la bonne santé de Wall Street. Comme le signale le site de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), « la croissance et la consommation ne peuvent pas être aussi rapides que celle des revenus aux Etats-Unis en partie grâce à l'utilisation plus-values réalisées lors des ventes d'actions par les ménages américains ». Le danger, conclut la CDC, serait que la

machine à fabriquer des plus-values cesse de fonctionner.

Si Wall Street inquiète, Tokyo rassure. De toutes les grandes places, elle est celle qui a, et de loin, enregistré la meilleure performance depuis le début de l'année (+17,69 %). Une belle revanche pour cette Bourse qui, depuis plusieurs années, est le désespoir des investisseurs internationaux.

DE L'INTÉRÊT POUR TOKYO

Au-delà des signes de reprise économique, qui restent aussi minces que fragiles, c'est la réaction du capitalisme nippon qui attire l'origine du rebond de cette place boursière. Trois semaines après Sony, Mitsubishi Electric a annoncé à son tour, mercredi 31 mars, son intention de réduire de 10 % ses effectifs. La réaction des opérateurs a été enthousiaste, le titre s'ajugeant 10,3 % dans la séance. Le lendemain, Hitachi a rendu public un

plan de redressement prévoyant 6 500 suppressions de postes en 1999. Et les experts s'attendent à la multiplication de ce type d'annonces au cours des prochaines semaines.

Ce changement de cap dans la gestion financière des grands groupes nippons, sur le modèle anglo-saxon de la défense des intérêts des actionnaires, pourrait inciter les investisseurs étrangers à s'intéresser à nouveau à la Bourse de Tokyo. « Les sociétés japonaises ont commencé de sérieux efforts de restructuration », estime ainsi Shiro Mori, responsable du département actions d'Universal Securities, interrogé par l'AFP qui voit l'indice japonais progresser de 40 % au cours des douze prochains mois.

Sur les places européennes, la semaine a été favorable, malgré la guerre toute proche. La place de Londres a été la plus performante (+3,11 %), dopée par les opérations de fusions engagées ou annoncées.

En rachetant le groupe pétrolier américain Arco pour 26,8 milliards de dollars, le géant BP Amoco a relancé les spéculations dans le secteur. Dans la pharmacie, l'action Glaxo-Wellcome a gagné 13,8 % sur la semaine après la rupture des négociations avec l'Américain Bristol Myers Squibb. Les cours des actions concurrentes SmithKline et Zeneca (qui vient d'achever sa fusion Astra) ont également progressé. A Paris, ni le conflit dans les Balkans ni la légère remontée du chômage en février n'ont freiné la tendance haussière. Le CAC 40 a gagné 2,77 % en s'installant au-dessus de la barre des 4 200 points. A Francfort, la morosité politique et économique a été supplantée par l'espoir d'une nouvelle baisse des cours de la Banque centrale européenne et par les bons résultats de DaimlerChrysler.

Pierre-Antoine Delhommas et Enguerrand Renault

مكتبة من الأصول

DISPARITIONS

Andreas Feininger

Un photographe de la ville et de son architecture

ANDREAS FEININGER, photographe américain, acteur du mouvement moderniste des années 30 et grand photographe de *Life* des années 40-50, est mort le 18 février à New York. Il avait quatre-vingt-deux ans.

Andreas Feininger, c'est d'abord une image célèbre et archi-publiée comme l'emblème du photographe. Elle a pour titre *Le Photographe* (1955) et montre un visage (un homme ? une femme ?) dont l'ovale baigné de lumière jaillit de l'ombre noire constituée par les cheveux et le haut du corps, et dont le regard est barré par un appareil photo à la géométrie pure, avec le visuel et le flash à la place des yeux.

Plus qu'une profession ici désignée, plus qu'un portrait mutuant, c'est une photographie précise, bijou technique, pureté, symbole de progrès, que crée Feininger.

PLAIDOYER POUR SON ART
C'est aussi un plaidoyer pour son art, partagé entre deux inspirations qui suivent sa biographie : un apprentissage nourri de préoccupations modernistes, puis une application de son savoir-faire en multipliant les reportages dans la presse, dominés par une précision qui vise à « objectiviser » le monde. Un parcours comme toute classique, exemplaire de cette période-clé de l'histoire de la photographie, avec la deuxième guerre mondiale pour censure et révélateur.

Andreas Feininger naît à Paris le 27 décembre 1906 et tombe dans le bain de l'art puisque son père, l'américain Lyonel Feininger, est peintre et enseignant à l'école du Bauhaus, autour par la suite de toiles abstraites. Et son frère, Lutz Feininger, sera également élève du Bauhaus et photographe réputé.

Dans le giron de son père, Andreas Feininger grandit en Allemagne et suit les cours de Weimar, entre 1922 et 1925. Il y étudie l'ébénisterie, avec Walter Gropius pour professeur, mais s'essaie également à la photographie - des vues en plongée et contre-plongée dans la tradition de Moholy-Nagy -, comme tous les élèves, puisque l'image fixe, sans être une discipline à part entière, était le procédé emblématique d'une école au carrefour de l'art et de l'industrie, de l'art et de la vie.

Il étudie ensuite l'architecture à l'école de Zerbis et devient architecte pendant dix ans, sans grande réussite, travaillant notamment, en 1931, dans l'atelier parisien de Corbusier, puis à Stockholm où il est dessinateur-céramiste.

En 1928, il expérimente dans l'âme fabrique une chambre noire et prend plus volontiers des images, notamment toutes sortes d'objets manufacturés, comme des voitures dont il magnifie le design et la rapidité. Il publie ses premières images dans la presse allemande par le biais de l'agence Deput.

Andreas Feininger s'installe aux États-Unis en 1939, où il travaille photo-reporter, d'abord pour l'agence Black Star, puis, à partir de 1941, comme membre du magazine *Life*, principal hebdomadaire illustré au monde. Entre 1941 et 1962, Andreas Feininger est au rythme des commandes pour *Life* - 343 exactement. Il n'était pas de ces photographes qui, comme Capa, ni un portraitiste, mais plutôt un photographe documentaire qui explorait les villes et leur architecture, et qui a trouvé, dans le paysage urbain américain, des formes à sa mesure, qui ren-

voient à ses expériences du Bauhaus. Il laissera ainsi un travail sur les grattes-ciel de New York et sur le célèbre pont de Brooklyn dans la brume (1946). Son essai sur Chicago, qui a donné lieu à un livre, est de la même eau, multipliant les vues dynamiques, à l'échelle et les collages de perspectives.

GROS PLAN

A ces reportages pour la presse, Feininger ajoutait un travail plus personnel, plus abstrait, pointant l'objectif moins sur des ensembles urbains que sur des détails d'objets industriels, d'architecture et de végétation, parfois en très gros plan.

« Tout ce qui est fait par les mains de l'homme et la plus grande part de ce qui est conçu par l'esprit humain a son prototype dans la nature », écrivait Feininger dans son recueil de photographies *Form of Arts* (1975), qui, comme profession de foi, s'inscrit dans une tradition photographique américaine de l'après-guerre, non sans lyrisme.

Feininger a écrit plus de 100 livres, une autobiographie (Andreas Feininger photograph, 1986), une que le support livre lui permettait au mieux de développer ses formes et d'établir des correspondances. Depuis *Anatomy of nature*, montré au Musée d'histoire naturelle, en 1957, Andreas Feininger a été exposé dans plusieurs musées internationaux et a été l'auteur d'une perspective à l'International Center of Photography à New York, en 1976. Ses œuvres figurent dans les grands musées comme le Metropolitan de New York.

Michel Guerrin

NOMINATIONS

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Sur proposition de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Blanchon, secrétaire général pour l'administration de la police de Versailles, a été nommé préfet, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris, par le conseil des ministres de mercredi 3 mars.

(Né le 26 novembre 1948 à Paris, Jean-Louis Blanchon commence sa carrière comme ingénieur d'agronomie au ministère de l'Agriculture. A la fin de l'ENA (promotion « Henri-François d'Aguesseau », 1980-1982), il devient directeur du cabinet du préfet de l'Oise, puis de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de février 1984 à juillet 1986, sous-préfet de Châtelleraud de juillet 1986 à septembre 1988. Il est chef de cabinet de François Dorel, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, de février 1989 à octobre 1990, d'Henri Nallet, garde des sceaux, d'octobre 1990 à avril 1992, et de Michel Sapin, ministre de l'Économie et des finances, d'avril 1992 à mars 1993, avant de devenir sous-préfet à L'Isle-les-Bains (Val-de-Marne). Depuis janvier 1994, Jean-Louis Blanchon est secrétaire général pour l'administration de la police de Versailles.)

SANTÉ ET ACTION SOCIALE

Anne Dux a été nommée directrice du Centre de Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la Santé et à l'Action sociale, en remplacement de Martin Hirsch, nommé directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des médicaments.

(Née le 27 mars 1957 à Paris, Anne Dux a été élève de l'école normale supérieure de 1976 à 1979 et a été membre du laboratoire de biologie moléculaire de l'Institut Pasteur. Elle a été directrice du Centre de Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la Santé et à l'Action sociale, de 1993 à 1995. Elle est actuellement directrice de la pharmacie centrale des hôpitaux de l'Assistance publique-Hopital de Paris.)

(Née le 6 décembre 1961 à Sarrebourg (Moselle), Anne Dux est élève de l'école normale supérieure et de l'école nationale d'administration (promotion Jean Monnet, 1984), titulaire d'une maîtrise de biologie et d'un DEA de neurobiologie. Ancienne au Conseil d'État (1990-1992), elle devient conseillère juridique à la CNAM (1992-1995), puis occupe les mêmes fonctions au ministère de la Santé et de l'Action sociale (1995-1997). Elle est ensuite nommée directrice de la pharmacie centrale des hôpitaux de l'Assistance publique-Hopital de Paris, en juin 1997, retrouve Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la Santé et à l'Action sociale, dont il est depuis le directeur du cabinet. Martin Hirsch est d'autre part, depuis 1995, président de l'Union centrale des pharmaciens français.)

JOURNAL OFFICIEL

An *Journal officiel* daté lundi 29-mars 2000 sont publiés :

● Aviation : une loi relative aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile.

● Enseignement : un arrêté relatif à l'organisation et aux horaires de la classe de seconde des lycées d'enseignement général et technologique et des lycées d'enseignement général et technologique agricole ; un arrêté relatif à l'organisation et aux horaires des enseignements des classes de première et de terminale des lycées sanctionnés par le baccalauréat général.

● Logement : un décret relatif aux logements intermédiaires.

● Air France : un arrêté fixant les conditions de réduction des demandes d'actions présentées par les personnels et anciens personnels de la société Air France.

An *Journal officiel* du mercredi 31 mars sont publiés :

● Mines : une loi relative à la responsabilité en matière d'images consécutives à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation.

● Amiante : un décret autorisant les victimes de l'amiante à prendre une retraite anticipée à cinquante ans (Le *Monde* du 21 novembre 1998) ; un arrêté fixant la liste des établissements ayant fabriqué des matériaux contenant de l'amiante susceptibles d'avoir droit à cette allocation ; un arrêté fixant la liste des maladies professionnelles liées à l'amiante susceptibles d'avoir droit à cette allocation.

● Environnement : un arrêté créant, auprès du directeur de la recherche, un Comité de coordination des sciences de la planète et de l'environnement.

● France Télécom : un arrêté fixant les modalités de remboursement aux retraités de la direction générale des télécommunications des 20 % du montant des titres acquis lors de l'offre à prix ouvert par l'État d'actions France Télécom.

AU CARNET DU « MONDE »

Nécessaires

Raoul et Françoise PONTECAILLE sont très heureux de la naissance de leur petite-fille.

Télex.

née le 28 mars 1999.

petite sœur de Solal et cousine de Pierre.

Anniversaires de naissance

- 4 avril, vingt ans. Deviens toi-même.

J.-P.

L'avenir est à toi. Nous t'aimons.

Mariages

Passerelle MANTOY et Gerald MEAD sont heureux de leur mariage, le 25 mars 1999.

1, Drumcondra Park, Dublin 3, Irlande.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre ANDRÉ-MAY.

survenu le 1^{er} avril 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité, le 8 avril, à 15 heures, en l'église de la Madeleine (Paris-8).

- M^{me} Marie-Joséph BÉLORGEY, née Delton, son épouse.

Ses enfants, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Philippe BÉLORGEY, vétérinaire, inspecteur général,

survenu à Paris, le 2 avril 1999.

Ses obsèques seront célébrées le 7 avril, à 15 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 70, rue Falguère, Paris-19.

11, rue Brown-Séquard, 75015 Paris.

- Le directeur, Les membres de l'UFR de mathématiques et informatique de l'université René-Descartes ont la tristesse de faire part du décès de

Paul BLANCHARD, maître de conférences en informatique,

survenu le 25 mars 1999.

L'incinération a eu lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, le 11 avril.

- Jacques LAMBERT et Jacqueline Roque, son épouse.

Mari et Christine CHASTAND, sa fille et son gendre.

Raphaël Granier de Cassagnac, son petit-fils.

Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Yves GRAULOUR, censeur honoraire,

survenu le 2 avril 1999, dans sa quatre-vingt-quatrième année, à Limoges.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église St Nizac, le mardi 6 avril, à 14 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Fernand Peyre, 1, rue de Mege, 87510 Nizac.

36, rue des Lilas, 75019 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Claude HAMY

rejoint sa fille

Anne-Catherine

dans la Paix et la Lumière du Seigneur, le 1^{er} avril 1999, à l'âge de 82 ans.

De la part de M^{me} Claude HAMY, née Anne-Marie Marin, son épouse.

Jean-Claude et Yveline HAMY, Olivier, Caroline, Anne-Sophie, Bruno, Bernard et Christine HAMY, Claire et Pierre, Marie-France et Lucien Jean Labrousse, Mathieu, Julien, Vincent, Hélyse, Chantal et Gérard Pissaut, Elodie, Hervé et Catherine HAMY, Guillaume, Anne-Lise, Adrien, ses enfants et petits-enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 6 avril, à 14 h 30, en l'église de Fontaines.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

- Suzanne Granier, son épouse.

Génévieve et Serge Granier de Cassagnac, sa fille et son gendre.

Raphaël Granier de Cassagnac, son petit-fils.

Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Yves GRAULOUR, censeur honoraire,

survenu le 2 avril 1999, dans sa quatre-vingt-quatrième année, à Limoges.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église St Nizac, le mardi 6 avril, à 14 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Fernand Peyre, 1, rue de Mege, 87510 Nizac.

36, rue des Lilas, 75019 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Claude HAMY

rejoint sa fille

Anne-Catherine

dans la Paix et la Lumière du Seigneur, le 1^{er} avril 1999, à l'âge de 82 ans.

De la part de M^{me} Claude HAMY, née Anne-Marie Marin, son épouse.

Jean-Claude et Yveline HAMY, Olivier, Caroline, Anne-Sophie, Bruno, Bernard et Christine HAMY, Claire et Pierre, Marie-France et Lucien Jean Labrousse, Mathieu, Julien, Vincent, Hélyse, Chantal et Gérard Pissaut, Elodie, Hervé et Catherine HAMY, Guillaume, Anne-Lise, Adrien, ses enfants et petits-enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 6 avril, à 14 h 30, en l'église de Fontaines.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon.

Jean-Baptiste PAMBO

a disparu tragiquement lors des événements de Brazzaville, le 1^{er} mars 1999.

Annie Pambo-Dubois, Philippe Pambo, Jean-François Pambo, Jean-Claude Pambo, sont dans la peine.

44, rue de Paris, 93185 Facbe-Thomasson, 5, rue Marc-Bernard, 93420 Villapinte.

- Chantal Perrin, son épouse.

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques FERRIN,

survenu à Bordeaux, le 30 mars 1999.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

23, allée des Pigeons, 85160 Saint-Jean-de-Monts.

- Les familles Serron, Cazale, Bessis ont la douleur de faire part du décès de

Elle SACUTO,

à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 6 avril, à 15 heures, au cimetière de Montreuil.

La famille se recueille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Les anciens de l'Institut d'urbanisme de Paris, Ses enseignants, Et la responsable des stages, souhaitent exprimer aux parents de

Wilma MORMINO

leur tristesse pour la perte de leur chère fille.

Wilma, tu resteras toujours dans notre

Remerciements

- Le président, Le conseil d'administration, La direction et le personnel de la Mairie nationale des hospitaliers et des personnels de santé, ont la douleur de faire part du décès de

François TISSEYRE,

ancien directeur de la Mairie nationale des hospitaliers.

MNH, 331, avenue d'Angoulême, 45113 Montargis Cedex.

Association Les amis d'André

Montargis, 45113 Montargis Cedex.

Association Les amis d'André

Montargis, 45113 Montargis Cedex.

Association Les amis d'André

Montargis, 45113 Montargis Cedex.

Association Les amis d'André

Montargis, 45113 Montargis Cedex.

Association Les amis d'André

Montargis, 45113 Montargis Cedex.

Association Les amis d'André

Montargis, 45113 Montargis Cedex.

Association Les amis d'André

Montargis, 45113 Montargis Cedex.

Association Les amis d'André

Montargis, 45113 Montargis Cedex.

Anniversaires de décès

Pierre de COSSÉ,

docteur en droit de BRESSAC, ancien élève de l'École polytechnique (1918), nous a quittés le 3 avril 1999.

Son souvenir demeure.

- Le 6 avril 1998, à Lille.

Catherine BROCHARD-LÉVEQUEUX

nous quitte.

« L'aimons tous et la lui disons encore par-delà la mort. »

Sa famille.

- Le 4 avril 1994.

Chaim KERBER

nous quitte.

Une pensée est dédiée à ceux qui l'ont connu et aimé, en y associant le souvenir de son épouse.

Sarah KERBER,

décédée le 24 juin 1980.

- En souvenir de

AUJOURD'HUI

MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 AVRIL 1999

SPORTS Privé de plusieurs titulaires, l'Olympique de Marseille s'est imposé (2-1) sur le terrain de l'AS Monaco, vendredi 2 avril, en match avancé de la 28^e journée du cham-

pionnat de division 1. Les buts phocéens ont été marqués par le Guinéen Titi Camara (15') et l'italien Fabrizio Ravanelli (48'). Le Nigérian Victor Ipeba avait égalisé pour Monaco (28').

CETTE VICTOIRE permet à l'OM de repasser provisoirement en tête avec 4 points d'avance sur Bordeaux, qui devait jouer à Toulouse samedi 3 avril. Elle survient quatre jours,

avant la demi-finale aller de Coupe de l'UEFA, mardi 6 avril, face à Bologne, un objectif prioritaire pour Roland Courbis, l'entraîneur marseillais.

DEPUIS CETTE SAISON, les footbal-

leurs de l'OM expérimentent une machine mise au point par leur préparateur physique, Jacques Vankerschaver, pour améliorer l'« explosivité » de leurs muscles.

L'Olympique de Marseille continue de mener, de front, ses deux objectifs

L'OM a préservé ses chances d'enlever le titre de champion de France en s'imposant (2-1) à Monaco. L'entraîneur marseillais, Roland Courbis, avait pourtant laissé au repos plusieurs titulaires en prévision de la demi-finale de Coupe d'Europe face à Bologne, mardi 6 avril



FOOTBALL

MONACO de notre envoyé spécial Une étrange procession a tenu en éveil la soirée des supporters de Monaco après la victoire (2-1) des footballeurs de l'Olympique de Marseille, vendredi 2 avril. Une vingtaine de bus ont longé les trottoirs du stade Louis-II avant de s'écrouler dans la nuit au rythme des regains de fin de banquet. Les supporters de l'OM ont fêté jusqu'au bout de la nuit ce 18^e succès de la saison en championnat, l'un des plus significatifs sans doute. Roland Courbis, l'entraîneur marseillais, avait annoncé dès le début de la semaine son intention de laisser au repos ses internationaux, retenus pour l'Amnélie (2-0) en prévision de la demi-finale de Coupe d'Europe face à Bologne, mardi 6 avril. « C'est de l'anticipation », avait répliqué prestement son collègue monégasque, Claude Puel. Les faits lui ont donné tort.

Interdit de casino, Roland Courbis n'en a pas moins conservé un goût prononcé pour le risque. C'est donc sans son libéro fétiche Laurent Blanc, resté à la maison, et sans Robert Pires, entré en jeu à l'entame de la seconde mi-temps, que l'OM est venu défer dans le Monégasque invaincu en championnat depuis l'introduction, le 11 janvier, de Claude Puel à la place de Jean Tigana.

Pour déboulonner un peu plus le rival méditerranéen, l'avant-centre Florian Maurice, tout de même meilleur buteur de l'équipe avec 12 réalisations, pendant trente-deux minutes sur le banc des remplaçants, alors que son partenaire babilard Christophe Dugary purgeait un match de suspension. Ultime défi, Marseille alignait un milieu de terrain sans meneur de jeu puisque Jocelyn Gourvenec, tout désigné pour suppléer l'absence de Robert Pires, est resté sur la touche pendant toute la partie.

Merci départillé, l'OM semblait

parti pour subir 4^e défaite, alors que la lutte avec les Girondins de Bordeaux pour le titre de champion de France est entrée dans l'ultime ligne droite. C'était mésestimer la motivation des douze qui ont démontré leur savoir-faire. Aboubacar « Titi » Camara a conclu victorieusement son deuxième quart d'heure, juste avant, Pierre Issa, suppléant de Laurent Blanc, a rassuré ses coéquipiers en stoppant une action dangereuse de Victor Ipeba.

Daniel Bravo, auquel il était demandé de s'inspirer de ses débuts professionnels en ébauchant les séquences offensives, remplit lui aussi sa mission. « Roland m'avait prévenu de ses intentions dès mercredi, a déclaré le joueur. Je lui ai dit que j'étais prêt à tout donner. Je crois avoir disputé mon meilleur match de la saison. » Si l'égalisation

signée Ipeba (28') a récompensé une période de jeu Monégasque, la physionomie de la seconde période a confirmé le retour en forme de l'OM, qui retrouve avec les beaux jours l'entraîneur et l'efficacité qui l'avaient animé l'été dernier. Symbole de ce retour en force, la performance de Fabrizio Ravanelli, auteur du but de la victoire (48'). L'attaquant italien, qui arborait le brassard de capitaine en l'absence de Laurent Blanc, a impressionné par son volume de jeu et son inhabituelle courtoisie à l'égard du trio arbitral.

« En continuant à évoluer avec le même état d'esprit, nous allons fatalement prendre pas mal de points lors des six dernières journées », a prédit Bravo. Roland Courbis n'en pensait pas moins, mais préférerait afficher un profil bas comme à chacun de ses passages dans la principauté, où il se

journe quand le calendrier du football lui accorde un peu de répit. L'assistance fut donc privée des petites phrases qui égayent opportunément les comptes rendus. Mais qu'un écho lui aurait valu une telle réputation, le thème a été expédié en quelques minutes par l'intéressé. « Le schéma tactique n'est pas toujours à la base du résultat, a-t-il commenté avec une modestie un peu suspecte. Les joueurs vivent bien entre eux, cela se ressent forcément sur le terrain, même si je ne m'attends pas à un match du niveau, à quatre jours d'une demi-finale de Coupe d'Europe. »

La transition était toute trouvée pour se projeter sur ce rendez-vous continental qui passionne l'entraîneur marseillais au point d'y consacrer l'essentiel de sa conférence de presse dans la foulée d'un succès pré-

mordial dans la course au titre. « Maintenant, le deuxième championnat de France participe, sans passer par un tour préliminaire, à la Ligue des champions, la première place plus que la deuxième », se justifie Roland Courbis qui préférerait la finale de la coupe de l'UEFA, le 12 mai, plutôt que de se présenter en championnat.

L'argumentaire du technicien ne séduit pas tout le monde à l'OM où le président Robert Louis-Dreyfus réclame une forte revalorisation des droits de retransmission du championnat de France détenus par Canal Plus jusqu'en 2001. Or, comment exiger une meilleure rétribution si l'entraîneur d'une des meilleures équipes classe sa préférence pour les compétitions européennes ?

En Italie, Roland Courbis mériterait bien d'exercer l'opportunité

lui était offerte, l'ordre des priorités est orienté à l'inverse : le FC Parme, champion pour le titre de l'époque, n'avait pas titularisé à Bordeaux ses éléments lors du quart de finale aller de la Coupe de l'UEFA, le 2 mars. Pour remonter le handicap de la défaite (1-2) subie en Grèce, le club italien présente en revanche, son meilleur profil deux semaines plus tard avec la clé un

Rennes se replace en haut du classement

Le Stade rennais s'est placé dans la course à la troisième place du championnat de France, qualificative pour le tour préliminaire de la Ligue des champions. Les Bretons ont tout facilement imposés à Sochaux (3-0), vendredi 2 avril dans l'autre match avancé de la 28^e journée de division 1. Le milieu de terrain Yoann Bigné a marqué dès la 4^e minute. L'avant-centre burundais Sébastien Ntumba double la mise au début de seconde mi-temps (52'), inscrivant son 12^e but personnel depuis le début de la saison. Deux minutes plus tard (54'), un penalty de Randal Ndaïroua viscoelastique interviendrait alors beaucoup, peu, ou pas du tout. Lorsqu'il y a une accélération pendant le mouvement, une viscoélasticité s'opère, mais pas si l'effort est lent et continu.

Pour renforcer biceps, abdominaux et dorsaux, une douzaine de machines ont été déployées à la Commanderie. Les joueurs ont travaillé d'effort sur le prototype. Christophe Dugary insiste sur le fait que la fourche, une fois l'air, se retombe pas, ce qui permet de fournir un effort maximal lors de l'explosion.

Daniel Bravo souligne les performances intrinsèques de cet engin capable de s'adapter à la forme physique du moment. Pour Robert Pires, ce « travail d'explosivité » à la marseillaise jouerait un rôle important dans le progrès du maillot blanc.

Reste à améliorer la fixation de la machine sur soi. Des crochets métalliques ont été expérimentés, mais ils n'ont pas permis à l'explosivité de Titi Camara l'attaquant guinéen les a fait voler en éclats, en moins de trois séances.

Pierre Lepidi

Elie Barth

La machine infernale qui affûte les muscles des Phocéens

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Les murs blancs du gymnase d'entraînement de la Commanderie brillent sous le soleil. Dans un joyeux chahut, les joueurs de l'Olympique de Marseille s'aspergent d'eau en se dirigeant vers le dôme où leur entraîneur les attend. Ils sont dix, trois machines identiques, disposées le long de la ligne de touche, ont été installées. Une longue fourche leur confère l'air d'un canon planté dans le sol. Devant chacune d'elles, un parcours jonché d'obstacles sur une cinquantaine de mètres a été mis en place, selon les plans rigoureux de Jacques Vankerschaver, responsable de la préparation physique adjoint de l'entraîneur, Roland Courbis. Son inévitable chronomètre calé dans le creux de la main, l'ancien professeur d'éducation physique rappelle les consignes sur un ton paternel : « L'exercice sur la machine doit se faire en accéléré-rapide ! Vous saisissez les poignées de la fourche, vous fléchissez les jambes puis vous giclez vers le haut ! »

Tout en arpentant le parcours, il poursuit : « Après trois explosions, vous trottez jusqu'au plot, vous sautez sur les piquets, sautez les haies, montez deux fois sur le banc, sautez les obstacles en sprint, et vous finissez jusqu'à la ligne. » En 1996, alors qu'il officiait à l'AS Monaco, Jacques Vankerschaver a filmé

dix joueurs en continu lors de plusieurs rencontres. Un analyseur de mouvements lui a révélé que 85 % des efforts fournis au cours d'un match étaient réalisés à 5 mètres et que 78 % des temps de repos ne dépassaient pas 7 secondes.

« Quel que soit son poste, l'explosivité, que je définirai comme l'aptitude à propulser le corps le plus rapidement possible, s'exprime comme l'une des principales caractéristiques du joueur de l'an 2000 », prévient le technicien, titulaire d'un doctorat en neurosciences, basé sur la psychologie de l'apprentissage.

ÉLABORÉE AVEC DES ALLEMANDS

La curieuse machine, baptisée l'OM (Vankerschaver Olympique Marseille), est le fruit de cinq mois de réflexion entre le préparateur physique et Günter Kern, un biomécanicien allemand qui travaille à l'entraînement de l'OM, lui a fait rencontrer. Dans le cadre des connaissances actuelles en physiologie, en physiologie de l'effort et en connaissance du muscle, on peut affirmer qu'un travail répété sous charges, avec les barres d'hyperphosphore, comporte d'énormes risques susceptibles de provoquer de graves ruptures des fibres musculaires au cours d'une saison », explique Jacques Vankerschaver.

Trois ingénieurs bavarois se sont alors mis à

planer sur les différents moyens d'exploiter l'« explosivité » d'un footballeur. Leur idée : utiliser un système issu de l'aéronautique, où le passage d'une huile dans un circuit est commandé par des soupapes. En fonction de leur degré d'ouverture, la résistance du liquide viscoélastique interviendrait alors beaucoup, peu, ou pas du tout.

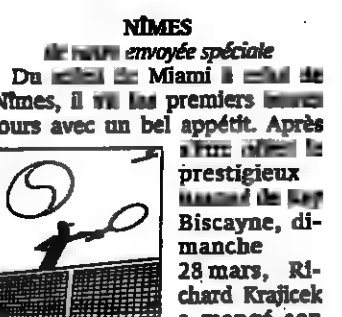
Lorsqu'il y a une accélération pendant le mouvement, une viscoélasticité s'opère, mais pas si l'effort est lent et continu. Pour renforcer biceps, abdominaux et dorsaux, une douzaine de machines ont été déployées à la Commanderie. Les joueurs ont travaillé d'effort sur le prototype. Christophe Dugary insiste sur le fait que la fourche, une fois l'air, se retombe pas, ce qui permet de fournir un effort maximal lors de l'explosion.

Daniel Bravo souligne les performances intrinsèques de cet engin capable de s'adapter à la forme physique du moment. Pour Robert Pires, ce « travail d'explosivité » à la marseillaise jouerait un rôle important dans le progrès du maillot blanc.

Reste à améliorer la fixation de la machine sur soi. Des crochets métalliques ont été expérimentés, mais ils n'ont pas permis à l'explosivité de Titi Camara l'attaquant guinéen les a fait voler en éclats, en moins de trois séances.

Richard Krajicek n'a plus peur de la Coupe Davis

Avant le match de double capital, samedi 3 avril, la France et les Pays-Bas étaient à égalité (1-1)



TENNIS

NIMES de notre envoyé spécial Du côté de Miami il est de Nîmes, il vit les premiers jours avec un bel appétit. Après avoir battu le prestigieux joueur de Key Biscayne, dimanche 28 mars, Richard Krajicek a mangé son démon, vendredi 2 avril, lors du premier tour de la Coupe Davis contre la France.

En cinq d'un match contre Jérôme Golmard, le Néerlandais, quatrième joueur mondial, a apporté le premier point de la victoire à son pays qu'il avait été deux fois battu (3-6, 4-6, 7-6 [7/5], 6-4, 6-2). Plus de deux ans après sa précédente apparition en Coupe Davis, il a ainsi montré à son pays qu'il tenait à conquérir le saladier d'argent.

Absent de cette compétition depuis septembre 1996 pour soigner ses blessures, alléger son programme ou pour assister à la naissance de sa fille Emma, Richard a été contraint de se justifier auprès de son équipe et de son pays. Il devait aussi prouver qu'il pouvait être un héros en Coupe Davis. Car mise à part une victoire à Sanpras dans un quart de finale - perdu - contre les États-Unis en juillet, il n'y avait jamais vraiment brillé, multipliant les dé-
« Ces moments-là, j'ai trop souvent eu les nerfs fragiles et je n'arrivais pas à m'en sortir », ex-

plique-t-il aujourd'hui. Sur la terre battue des courts de Nîmes, le serveur-volleyeur s'est finalement tiré d'un match piège, le 0 par Jérôme Golmard impressionné. Richard Krajicek a réussi à faire tourner le match en ressassant son jeu : un grand danger à 2-4 dans le tie-break du troisième set, le Néerlandais s'est fait plus précis et plus sûr.

Au terme d'une belle bataille de services et de volées, c'est la 4^e manche, Krajicek s'est battu dans le set décisif : « A la fin du troisième set, j'ai anticipé mes coups parce qu'il les faisait mieux. Moi, il m'a manqué une demi-heure de puissance physique », a expliqué Jérôme Golmard, très déçu.

Richard Krajicek, lui, est ravi. Oui, c'est sa plus belle victoire en Coupe Davis ; oui, il vit un joli début de saison ; bien sûr, tout va bien, il n'a mal nulle part, et tout pas à son genou, qui l'a souvent torturé. Il se sent prêt pour tous les défis. Le circuit l'avait découvert en 1992, il avait 21 ans. Redoutable serveur à la haute stature (1,96 m), il avait connu sa première victoire dans un tournoi du Grand Chelem aux Internationaux d'Australie. Quinze mois plus tard, aux Internationaux de France de Roland-Garros, un serveur-volleyeur néerlandais n'avait pas en peur de la haute stature et s'était hissé au demi-finale du tournoi, un exploit qui montre un talent d'attaquant sur toutes les surfaces.

J'AI MÔME

Il a su depuis rendre son jeu plus riche. « J'ai gagné à Wimbledon en 1994. Pour un joueur néerlandais élevé sur le gazon, il vit cette victoire comme un accomplissement. C'est trop tôt ! Son mental s'en ressent, son jeu s'en ressent. Puis il est opéré successivement des deux genoux, en 1996 puis en 1998. Sa carrière peut alors repartir, jusqu'à ce beau printemps de 1999. Il dit : « Je suis plus vieux, j'ai vingt-sept ans et

jai mûri, j'ai simplement appris qu'il fallait que j'aime le jeu, j'ai appris à jouer. » Aujourd'hui, les compatriotes l'aiment aussi. Il existe même un timbre à son effigie, éditée début 1999 pour le centenaire de la fédération néerlandaise de tennis.

A Nîmes, Richard Krajicek a réussi à se faire écouter par ses camarades, qui lui ont accordé le privilège de... ne pas être le leader. La position semblait naturelle, puisqu'il est classé, et avec une marge immense, numéro un néerlandais. Mais il se juge trop timide, trop fragile pour le rôle. La tâche incombe donc à Paul Haarhuis, numéro un mondial au double, trente-trois ans, vétérans de la Coupe Davis avec 35 titres disputés dans quinze tours depuis 1971.

Reputé coriace, il n'a cependant pas résisté vendredi à Cédric Pioline, qui l'a battu en trois sets (6-2, 7-6 [7/0], 6-3). Paul Haarhuis comptait prendre sa revanche en double, samedi, en compagnie de Jan Siemsen, trente ans. « C'est le problème de notre équipe, confie Richard Krajicek. Nous devons mieux. » Les Pays-Bas cherchent désespérément la relève. Un beau parcours en Coupe Davis, prisé par le pays depuis quelque temps, pourrait aider les vocations, mais les Pays-Bas n'ont pas dépassé le stade des quarts de finale depuis leur victoire dans le groupe mondial en 1991. Aujourd'hui, Richard Krajicek voudrait aller plus loin, avant qu'il ne soit trop tard.

Bénédict Mathieu

Le Marathon de Paris se met à l'heure de la puce électronique



ATHLÉTISME

LA TRADITION n'empêche pas le progrès : les vingt-trois mille coureurs engagés dans le Marathon de Paris, dimanche 4 avril, porteront tous sur eux, soit à l'arrière d'une chaussure, une puce électronique. Son nom : le « ChampionChip ». Une invention néerlandaise, essayée pour la première fois en 1994, sur les 42,195 kilomètres de l'épreuve de Rotterdam. Elle a été adoptée, depuis, par la plupart des grandes classiques de la course sur route, à Chicago, à Londres ou à Berlin. Jusque-là, Paris n'avait jamais eu.

Le principe ? Une bande de tartan, la « synthétique », pistée d'athlétisme, est déroulée sur toute la largeur de la route, en quatre endroits du parcours : au départ, à la mi-course, au 30^e kilomètre et à l'arrivée. En y posant le pied, le coureur envoie un signal électronique enregistré par les capteurs contenus dans le tartan. Et traité en temps réel par ordinateur.

Premier avantage : une mesure précise du temps réalisé par chacun des participants. Par le passé, le chronométrage était décliné pour tout le monde au coup de pistolet du starter. Il ne tenait pas compte du délai, souvent plusieurs minutes, nécessaires aux moins bons participants pour atteindre la ligne de départ. « Désormais, les athlètes connaîtront leur véritable performance », la puce explique Hervé Phelippeau, l'ancien

champion de France du 1 500 m, dont la société commerciale le possède. En plus, les gens pourront obtenir leurs temps au passage. Et il sera même possible, pour leurs proches, de suivre leur progression en direct sur le site Internet de l'épreuve.

Pour les organisateurs, la « ChampionChip » supprime l'ancien système de pointage des arrivants et du traitement des résultats. Finis les erreurs d'arrivée, entre deux barrières. Le passage de la puce sur la ligne d'arrivée permet d'enregistrer l'athlète et établir aussitôt son classement et son temps. Seuls victimes de la puce : les tricheurs, prêts à écourter leur effort en prenant le métro.

UNE AUTRE PREMIÈRE

L'autre nouveauté ne nécessite aucun ordinateur, mais une bonbonne d'air comprimé, des ballons de baudouche et, surtout, trois coureurs régis comme des horloges. Leur mission : servir de « locomotive » aux bataillons d'anonymes venus chercher un temps de référence. Chacun de ces trois meneurs devra avaler la distance à un rythme de métronome, en traînant au-dessus de lui un ballon de couleur fixé au bout d'une tige, repère visuel pour leurs centaines de suivants. Le premier devra courir le marathon en 3 heures, le deuxième en quatre heures. Une idée de Dominique Chauvelier, ancien champion de France de la spécialité. « C'est tout bête, et pourtant, dit Laurent Bocquillet, l'organisateur de l'épreuve parisienne, c'est une première mondiale. »

Alain Mercier

هكذا من الأصل

La Smart tombe de haut

Pour rebondir, la petite voiture fabriquée en Lorraine baisse ses prix

RÉSEAU La distribution intégrée dans l'organisation de Mercedes, le réseau publicitaire recentré et plus modeste, prix revus à la baisse, le niveau d'équipement réduit, la hausse, de la maison-mère Daimler-Chrysler : celle qui se présentait comme une voiture-phénomène capable de changer profondément le rapport entre l'automobile et la ville, le petit fort son manque d'humilité. Après six mois de carrière commerciale, la Smart est devenue suffisamment préoccupante pour que le fabricant allemand, actionnaire principal de la MCC (Micro Compact Car), qui fabrique le modèle, ait décidé de reprendre les commandes en main.

Les promoteurs de la Smart, fondée par Hans-Joachim Heyek, fondateur de Swatch, et Hans-Joachim Heyek, se vend mal. Après un démarrage phénix, la Smart a entraîné une spirale négative. Demier

Equipements en hausse

La baisse des prix décidée par MCC pour relancer les ventes de la Smart concerne les trois niveaux de finition. Le modèle Smart & Pure passe de 57 400 à 53 900 francs (9 217 euros), le Smart & Pulse de 60 900 à 59 800 francs (9 116 euros), et le haut de gamme Smart & Passion voit son tarif passer de 68 400 à 65 300 francs (9 955 euros). Par ailleurs, le niveau d'équipement - passablement insuffisant - a été amélioré sur tous les modèles.

Désormais, les Smart disposent toutes en série d'une poignée de maintien pour le passager, de vitres teintées, d'un prééquipement radio, d'une trappe à essence verrouillable, d'un anti-crevaisson, de nouvelles garnitures de siège et d'une seconde vitre dotée d'une commande. Enfin, le « kit fumeur » (un cendrier et un allume-cigare) est proposé gratuitement. La Smart reçoit l'air conditionné en série.

surprises par d'importantes chutes de neige, quelques Smart de location non équipées de pneus hiver se sont retrouvées sur le toit, en France. La presse allemande en a fait un choux gras quelques jours après avoir épinglé la Smart en Classe A.

MODIFICATIONS TECHNIQUES

Le lancement de la Smart avait été retardé, et avait entraîné les concepteurs de la Smart à durcir les suspensions - entre autres aménagements - afin d'éviter que cette petite voiture de 2,50 mètres ne fasse la culture. En Europe, MCC espère 80 000 ventes, contre 130 000 initialement prévues pour 1999. Sur le marché français, MCC fait état de 1 800 ventes pour 1998 mais, en février, seules 232 immatriculations ont été enregistrées. C'est peu, même si des petits modèles classiques, tels que la Daewoo Matiz ou la Seat Arosa, font moins bien. En Lorraine, les ventes prévues ont été gelées, les salariés de l'usine de Hambach ont été placés en congé pour quinze jours, jusqu'au 15 avril - il faut bien éponger les stocks - et les modifications techniques (suspensions adoucies, nouveau train avant, roues plus larges) sont prévues.

La Smart souffre de son tarif élevé (malgré la baisse des prix au 1^{er} mars, le modèle de base coûte 53 900 francs) et du manque de visibilité de son réseau de distribution (dix-sept points de vente franchisés), que Mercedes ne veut pas renforcer. Sans oublier ses défauts de jeunesse - suspensions raides, transmission lente, freinage manquant de puissance (Le Monde du 6-7 septembre 1998) - et notamment la recherche quasi obsessionnelle d'une tenue de route irréprochable. Pourtant, la Smart peut-être un inductible.

La Smart est une voiture compromise par sa conception même, assure Ahmed Benabadi, consultant chez Arthur D. Little. Initialement, ce projet était celui d'une voiture globale, alliant des services et des services : possibilité d'utiliser régulièrement d'autres véhicules, d'utiliser les transports collectifs... attendus, les services n'ont pas suivi. Les réductions tarifaires négociées avec les compagnies de location n'ont, semble-t-il, pas convaincu le public, et, en Allemagne comme en France, la



Innovante, la Smart n'a pas poussé assez loin le concept d'un type nouveau.

quelques parings ont offert des tarifs préférentiels aux propriétaires de Smart.

Si les formules de location-vente proposées restent compétitives, les dispositifs complant usage d'un Smart et d'un véhicule restés, au mieux en France, sans lendemain. « Le problème, ajoute Bart Van der Auwera, est que les gens disposés à souscrire à un genre de concept ne sont pas forcément des acheteurs de petite voiture ».

En fait, l'échec de la Smart est de n'avoir pas trouvé d'arguments pour que l'on ne la considère pas comme une voiture parmi tant d'autres. Innovante mais incapable de pousser plus avant le concept de voiture urbaine d'un type nouveau, la Smart a été évaluée à l'aune de la culture automobile traditionnelle. Il lui a donc été reproché de n'offrir que deux places, de souffrir d'une transmission trop molle (on s'y habitue pourtant fort bien) et d'un comportement sous-vireux, ce qui, en ville, n'est pas si gênant.

urbaines indéniables, le charme décalé de son habitacle et sa modernité n'ont pas été perçus. Pour faire diversion, les promoteurs du projet ont cultivé un caractère publicitaire, voire hermétique. « Jouer la carte du chic ne s'ajoute pas, estime Marianne De Souza, du cabinet NSM. Il faut aussi des arguments rationnels, qui rassurent l'acheteur, mais la Smart en était dépourvue. Elle est apparue comme un caprice de snob, culpabilisant socialement ».

VERSION CABRIOLET

La Smart s'est attirée des sympathies auprès de deux types de clientèle. Celle des acheteurs décalés des quartiers chics, lassés de rouler en Mini ou en Baccarat, ainsi qu'une frange d'avant-gardistes. Responsable d'une société parisienne de distribution de matériel bureautique, Thierry, trente-sept ans, est un « smartiste » de la première heure. A son qui reprochent à la Smart son inadaptation aux conditions courantes, il oppose une autre rationalité. « Ma

Smart, dit-il, est un véhicule utilitaire ; je peux y embarquer un troueur grand format pour aller faire des démonstrations auprès de clients. Elle est parfaite pour circuler en ville ; je gagne du temps sur tous mes déplacements par rapport à mon ancienne Twingo. Je me gare partout et, grâce au toit en verre, j'ai redécouvert Paris. » Adepte du train, de l'avion et de la location de voiture pour ses déplacements extra-urbains, Thierry s'est pris d'affection pour sa Smart couleur fraise écarlate. « Il m'arrive d'aller à la fête, juste pour le regard dans la rue. Elle est vraiment sympa ».

A court terme, l'avenir de la Smart passe par une version cabriolet, une motorisation Diesel et, dans trois ans, le probable lancement d'une Smart à quatre places. Chez Daimler-Chrysler, on continue de croire à la validité du concept. Mais, avant d'en faire la démonstration, on s'attend visiblement à quelques années de vaches maigres.

Jean-Michel Normand

Brise de printemps chez Peugeot

UN VENT d'euphorie souffle actuellement chez Peugeot, dont les ventes dans les gammes sont soutenues, si l'on met à part les 605 qui attendent la relève, prévue pour la fin de l'année. Seul véritable souci pour la marque au lion : les délais de livraison qui affectent la 206. La petite dernière du groupe vient d'enregistrer 310 000 commandes, et la production a du mal à suivre. Neuf cents embauches sur le site de Ryon en Grande-Bretagne, mille trois cents autres à Mulhouse et la mise en route d'une chaîne à Poissy à la rentrée devraient améliorer une situation qui peut décourager le candidat à l'achat.

En attendant l'exécution du programme, une nouvelle version de cette voiture destinée, semble-t-il, à concurrencer un succès au mieux comparable à celui, en son temps, de la 205, va être disponible au début du mois de mai. Mécanisme plus sportive que les précédents modèles et baptisée 206 S 16 (elle s'appellera « GTI » à l'exportation), cette trois-portes veut indiquer d'emblée que la marque n'abandonne pas le créneau de la compétition. La 206 S 16 n'est pas pour autant une bête de course mais une variante « civile » d'une série limitée à venir, encore beaucoup plus musclée.

D'ailleurs, la 206 S 16 se rapproche des autres modèles de la gamme. Tout au plus remarquera-t-on, extérieurement, des ailes élargies et, intérieurement, des sièges

« sport » et autres habillages en cuir. Alcantara habillera le volant et le poussoir du levier de vitesse sont en aluminium. Sous le capot, un moteur de 1998 cc à 16 soupapes dont la puissance (137 chevaux) est largement suffisante. L'étagement de la boîte de vitesses et un couple (force du moteur) de 19 mkg, situés à haut régime (4 100 tr/m), renforcent un comportement naturel servi par un comportement routier sans faille.

EFFORT D'ACOUSTIQUE

Air conditionné, autoradio à multiples haut-parleurs et - paradoxalement - pour un véhicule de ce type - confort général des suspensions prouvent qu'il n'est pas nécessaire de porter une combinaison de pilote pour tenir le volant de la 206 S 16.

Sur la 406 new look (plus longue de 4 centimètres avec un capot des optiques légèrement redessiné), on retrouve la motorisation en 2 litres adoptée sur la 206 S 16. Cette mécanique convient bien à cette berline bougeotte qui connaît un beau succès à l'exportation (70 % de la production). Evidemment, les rapports de boîte sont différents, ce qui entraîne une conduite moins brutale pour des performances quasiment identiques. Et les liaisons au sol (adhérence, confort, maniabilité) de la 406 restent toujours aussi parfaites.

Les nouveaux moteurs à essence qui font leur apparition sur la 206 et la 406 ne freinent pas le développement

versions des dotées des techniques de l'injection directe et de la rampe commune (Common rail), baptisées HDI chez Peugeot et Citroën. Le groupe PSA fait actuellement porter ses efforts sur le confort acoustique, insuffisant lors de l'utilisation intensive du moteur sur des rapports intermédiaires. Sur les 406, deux mécaniques HDI sont disponibles, l'une de 110 chevaux, l'autre de 90 chevaux. Ce moteur est désormais monté également sur la 306, auxquelles il paraît particulièrement adapté en raison de leur moindre poids. Puissants et surtout dotés d'un couple très élevé et qui se manifeste à bas régime, ces moteurs, outre leurs progrès flagrants dans la chasse à la pollution, ne sont pas loin d'égaliser, en vivacité, les mécaniques nourries à l'essence.

Claude Lamotte

* Peugeot 206 S 16 : 106 900 F (16 297 €). Nouvelle 406, à partir de 108 000 F (16 464 €). 306 HDI : 127 600 F (19 452 €).

DÉPÊCHES

CIRCULATION. Selon Bison, le week-end de Pâques sera chargé sur les routes du 2 au 6 avril en raison, notamment, des départs en vacances du printemps. La zone B, le lundi 5 avril, est classée « orange » en Ile-de-France et « rouge » en province pour les retours.

SÉCURITÉ. L'Association française des sociétés d'auto-école (ASFA) lance, en mars, une nouvelle opération de sensibilisation des conducteurs au thème de la vigilance au volant. Une campagne se déroulera par voie d'affichage et d'ondes radios autoroutières (107,7 MHz).

CITROËN. A partir du 1^{er} avril, toute la gamme Xsara est équipée en série du freinage ABS. Celle-ci varie de 1 900 francs (289 euros) à 21 000 francs (3 200 euros) selon les modèles.

SUZUKI. Suzuki, qui a dépassé en France, met sur le marché français un Grand Vitara à trois portes et un moteur 1,6 litre à 164 ch. Ce 4x4, qui entend concurrencer le Toyota Rav 4 et le HR-V de Honda, d'allure plus masculine que les précédentes versions. Son prix : 107 800 francs (16 434 euros).

SUBARU. Les nouvelles Legacy (break et Outback), agrémentées d'une ligne plus fluide et d'un équipement amélioré, viennent d'être présentées. Elles accueillent comme d'habitude une motorisation intégrale et un moteur de 2,5 litres (quatre cylindres à plat). Prix : à partir de 111 900 francs (16 474 euros).

MITSUBISHI. La marque aux trois diamants lance trois séries spéciales : la Carisma afin d'élargir sa victoire en championnat du monde des rallyes. Mieux équipées et d'une présentation plus sportive, ces modèles sont disponibles selon trois motorisations différentes à partir de 104 900 francs (15 111 euros).

INTERNET. CLASSIC DRIVER est un nouveau média virtuel destiné aux amateurs de voitures de collection et de luxe. On peut acheter un véhicule ou prendre

28 papiers Informatiques Chez Duriez

Papier pour imprimantes jet d'encre et laser • 80 à 240 gr • Médiastyle • Papier d'art • Toile de lin • Papier film • Transparent • Autocollant • Waterproof • Papier photo • Etiquettes • Transfert tee-shirt • Consommables informatiques.

Duriez, 112 bd St-Germain - 75006 Paris

Le Journal du Dimanche
Nouvelle Formule

On a encore
amélioré le dimanche.



Le Journal
du Dimanche
Indispensable comme le Dimanche.

<http://www.lemonde.fr>

Le Bon sens au quotidien :
les acteurs et les valeurs
des marchés, les cotations
en direct, les informations
financières sur les entreprises.

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS
Au sommaire
du numéro
d'avril

La Russie est mal partie

Dégradation de l'économie et du tissu social, instabilité politique, un président malade et de prochaines élections rendent plus hypothétique une perspective de redressement.

Plus LES CLÉS DE L'INFO
4 pages pour décoder l'actualité

12 F - 1,83 €

مكتبة من الأمل

s'invitent les uns les autres à participer à leurs disques. ● À DAKAR, où plus de quatre cents groupes hip-hop sont actifs, certains utilisent aussi des instruments traditionnels.

Avec « Racines », son dernier album, le collectif de Sarcellois d'origine congolaise Bisso-na Bisso opère un retour aux origines et élargit son propos, passant de la banlieue pourrie aux intérêts occultes en œuvre à Brazzaville

Trois des huit membres
du collectif
Bisso (« entre nous »
en lingala) :
Passi, né à Brazzaville,
grandi à Sarcelles,
fondateur du groupe
Ministère AMER ;
M'Passi, sa cousine,
du groupe Melgroove ;
Ben-J, du groupe
Les Nèg'marrons.

« La communauté africaine, poursuit Passi, devrait être aussi influente que les Israéliens, mais on ne pense pas à ça ». On fait bac + 5, et on finit par travailler chez ED. Tout ce chemin, c'est à nos frais. Ça coûte cher, ça fait A. La musique africaine aussi, puisqu'elle est connue dans le monde entier... Ça pense à une internationale black - Antilles, Afrique, deuxième génération... Ça fait des pays - depuis longtemps. « J'avais adapté Mario, le tube de Franco, sur l'album 95200 de Ministère AMER, mais je n'avais pas eu les droits d'édition. »

La nation africaine se heurte encore à des problèmes « de bizz ». Qu'importe ! Na Bissou raconte en jouant les malaises de la guerre et du déracinement, mais aussi les joies du 2^e Bureau (les matresses), celle d'Afrique By Night - ses boîtes, ses cha chas, ses zouks, ses makossas, etc. -, et recruté au 1^{er} Bureau, il évoque les noirs (l'Ivoirienne Monique Séla, les Congolais ~~du 1^{er} Bureau~~), Papa Wemba, Koffi Olomide, les Antillais Jacob Desvarieux, Tania St Val, le Sénégalais Ismaël Lou) pour un appel à la liberté d'être et de circuler.

Véronique Mortaigne

Le « featuring » ou l'esprit de bande

mier album solo, *Le Palais de justice*. Il y a invité un petit nouveau, ■ Rhyme 11 Rol, a renvoyé l'■ seur à Okmo Puccino et demandé la participation de chaque membre d'IAM. Autre exemple : Kool Shen, du duo NTM, a créé un label, IV My People, pour lequel il a produit les premiers albums de Busta Flex et Zoxea. Le camarade de Joey Starz fait une apparition sur ces deux disques. Mais le principe peut aussi déboucher sur des coups artistiques comme le duo Doc Gynéco et Bernard Tapie (*C'est beau la vie*).

poudu présent. ■ **Mais** voulions
 créer une compétition pacifique,
 explique Jacky, **mais** des pointures
 qui **ont** travaillé souvent ja-
 mais travaillé ensemble ; confronter
 des stars **et** de jeunes inconnus ; re-
 venir l'esprit originel du hip-hop,
 celui du freestyle, **et** l'improvisa-
 tion. » Pour des **étomants** ! Animalement Vôtre,
 ■ Key James, Rocca, Shun'In ■
 ■ Hamed Daye, L'Art de la guerre,
 avec Arsenik, ■ et ■
 ■ Baccardi, Nautius : ■ December,
 d'Oxmo Puccino ■ Passi, Première
 Trace, des inconnus Kazekami &
 Swan.

L'INDUSTRIE NESSÉ À MAL.
 La plupart de ces **featureings** mettent à mal les pratiques de l'industrie phonographique. Comme le constate Philippe Deslandes, directeur artistique chez Sony : **Normalement, pour enregistrer en dehors de sa propre maison de disques, un artiste doit obtenir l'autorisation. Les rappeurs jouent les uns avec les autres dans le mépris total de ces droits contractuels.** » Mais, en aidant, les artistes finissent souvent par **cliquer** sur les exigences. Si Pennino déclare : **« Je ne suis pas un des vocates, aussi je refuse. (TV My people excepte) »**, a-t-il refusé sa participation de ses artistes à la compilation.

Jacky, toute façon, n'était pas inquiet : « J'ai grandi avec Puss! Arson, Stony, Gynéco... Comment une maison à disques pourrait-elle m'interdire de jouer avec eux ? »

Stéphane Davet

■ Bisse Na Bisso, Racines... 1 CD
V2/Sony. Les Sessions Première
Classe, 1 CD CP/Hostile
records/Virgin. Chroniques de
Mars, 1 CD ~~CP~~ ~~Hostile~~ Virgin.
Face invisible de Mars, 1 CD
Dédic'Sony. L'Univers des lascars,
1 CD Da L'As Productions/
Chrysalis. - Doc Gynéco,
~~L'Amour~~ dangereux, 1 CD Virgin
Rue/Virgin. - Kheops, ~~Moi~~
1 CD ~~Da~~ Hill
Records/Delabel/Virgin.

Bande originale du film Taxi,
1 CD [M] Obscur/Small. Cercle
Rouge, 1 [C] [D] Rouge/PIAS.
Maxis: Il n'y aura pas les bou racistes,
1 CD Circle Rouge/PIAS, [L]
contre la censure, 1 [C] Circle
Rouge/PIAS. 30 rappers contre
la censure, 1 CD [ing it]/Disques
Concord. Le Secteur A [A]
à l'Olympia, 1 CD Hostile
Records/Delabel/Virgin.

► A lire : Rap [F] France,
de José-Louis Bocquet
■ Philippe Pierre-Adolphe,
Flammarton, 97 pages, 28 Fr,

DANS LE RESPECT DES TRADITIONS
De plus en plus le **Rap** est devenu hip-hop, parmi lesquelles Daara j et Jant bi, utilisent des instruments traditionnels, comme la kora, le balafon, le tambour d'assise) et le tambour djembé. D'autres, l'héritage américain du rap, préfèrent sampler des morceaux de rap et de funk aux États-Unis.

هكذا من الأصل

Le Chaînon manquant, second marché du spectacle

Le Festival de Cahors accueille plus de 250 artistes, débutants ou confirmés, en une semaine

CAHORS

Depuis le 31 mars et pendant une semaine, une cinquantaine de spectacles et plus de cent représentations prennent possession des salles et des rues de Cahors. Il faudra attendre juin pour que la ville retrouve cette animation avec le Printemps de la photo.

Pour les habitants, c'est l'occasion de voir en une semaine plus de spectacles que tout ce qui est programmé le reste de l'année à Cahors. Mais la venue sur les bords du Lot de plus de deux cent cinquante artistes, nouveaux talents ou vieux routiers du spectacle vivant, ne s'explique pas seulement par la boulimie de culture des Cadurciens, ni par le climat pré-estival du printemps quercynois.

UNE BOURSE

Le Chaînon manquant est le mot d'ordre pour une bourse aux spectacles qui attire des programmeurs de la France entière. Ces festivaliers d'un genre particulier arpentent les rues, badge autour du cou, et courent d'un lieu à l'autre pour faire leur marché en prévision de leur propre saison culturelle. « J'ai acheté en général quatre à cinq spectacles au festival », explique Patrick Ducré, directeur d'une salle de théâtre de la banlieue de Valence (Drôme). Pour établir sa programmation, le responsable du Train Théâtre voit une moyenne de deux cents spectacles par an. « Cinquante à Cahors, autant à Bourges », précise ce spectateur professionnel, qui écumait aussi les petits festivals de sa région. Un investissement qui lui blige parfois à faire plus de trois heures de voiture pour une

heure trente de spectacle. « Ici au moins, je peux voir cinquante spectacles en une seule semaine », apprécie Patrick Ducré, qui est devenu un habitué de Cahors.

Comme lui, plus d'une centaine de responsables de salles de spectacles ont inscrit le festival de long terme sur leur agenda. Ils appartiennent au réseau Orques Idées, qui fédère cent vingt salles de spectacles sur tout le territoire. La plupart de ces lieux (85 %) sont situés dans des villes de moins de vingt mille habitants, et une dizaine se trouvent même dans des bourgs de moins de cinq mille habitants. Le réseau intègre aussi quelques petites salles dans des grandes villes, comme Le Bijou à Toulouse. Philippe Pagès, le propriétaire de ce café-concert réputé de la Ville rose, souligne l'importance pour une petite salle comme la sienne d'appartenir à un réseau : « Un artiste ne fait pas spontanément confiance à une salle de moins de cent places. Tout ce qui a fait la notoriété du Bijou est venu du réseau. »

L'intérêt du réseau est aussi économique. Les salles ont en effet institué une mutualisation afin que même les petits budgets

puissent avoir accès aux spectacles proposés. La fourchette des prix varie de 3 000 à 17 000 francs, selon les spectacles et les catégories de salle. Malgré cela, les petites salles privées comme Le Bijou se font rares. « Nous ne sommes plus que trois avec une jauge intérieure à cent places », note Philippe Pagès.

Précieux et cabotin, Calixte de Nigremont n'a pas honte d'affirmer haut et fort qu'il est « l'artiste le moins cher du Chaînon ». Visage poudré et crâne rasé, il officie l'an dernier en qualité de maître de cérémonie du festival. Ce jeune

artiste en frac revient cette année à Cahors pour présenter son one-man-show. « Je résume les productions de Cécil B. de Milieu au rang de vulgaires kermesses de fin d'année ». Il apprécie tout particulièrement l'ambiance détendue du festival et la possibilité d'échanger avec d'autres débutants sur leurs « galères » respectives. « On tourne beaucoup dans les cafés, mais les salles du réseau apportent indéniablement une autre dimension : on ne nous propose pas seulement un cachet on noir sur un coin de comptoir. »

PREMIÈRE COTE

Musiciens ou acteurs, tous les jeunes talents viennent chercher ici la reconnaissance et un cadre professionnel. Des valeurs sûres, comme Gabriel Yacoub (ex-Mallcom), sont aussi venues y chercher une deuxième souffle après une interruption d'activité. Comme sur le second marché boursier, le Chaînon offre l'occasion d'offrir une première cote aux artistes. Même ceux qui n'ont plus besoin de courir le cachet reviennent avec plaisir. Déjà pro-

grammé lors de la précédente édition, le groupe breton Matmatah, dont les ventes de disques ont explosé cette année, viendra cette fois pour présenter deux autres groupes amis lors d'une Matmatah session qui s'annonce comme l'un des moments chauds du festival.

Les petites salles de spectacles sont d'incontestables pépinières pour les nouveaux talents. Mais l'ambition du Chaînon manquant et de son réseau ne se résume pas à la prospection des vedettes de demain. « Notre objectif, c'est d'assurer au moins le SMC aux artistes qui sont sur la route », affirme Bernard Guinard, directeur artistique du festival. A la fin d'une semaine d'effervescence, il se chargera de centraliser les demandes des salles et d'organiser lui-même les tournées pour chacun des artistes ou troupes présentées. Pour cent représentations organisées sur la semaine à Cahors, ce sont huit cents autres dates qui s'échelonneront tout au long de la prochaine saison.

Stéphane Thépot



Les Bretons de Matmatah présenteront deux formations amies à Cahors.

DÉPÊCHES

■ **MUSÉES** : à l'appel de plusieurs syndicats, un rassemblement doit avoir lieu jeudi 8 avril devant le ministère de la culture. La CFDT-Culture, le SNAC-FSU, Sud-Culture, l'USPAC-CGT, entendent ainsi protester contre le licenciement d'une partie du personnel de la société de gardiennage privée Goron, lors de la reprise d'un marché détenu par Eurogard, une autre société de gardiennage. Goron est chargée par l'établissement public du Louvre de surveiller les abords de la Pyramide.

■ **THÉÂTRE** : le premier numéro de *Théâtre Magazine* sera en kiosque mercredi 7 avril. Ce trimestriel de 116 pages, vendu 35 F, veut « mettre en scène toute l'actualité du théâtre », à travers des critiques de spectacles, des portraits (Véronique Olmi, Jérôme Deschamps et Macha Makeieff), un dossier (« Quelle place pour le théâtre à l'école ? »), une gazette des spectateurs, un guide des fiches pratiques détachables (Koltès, Grotowski, Le Soulier de satin, la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon...). Installé 34, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11^e, *Théâtre Magazine* est dirigé par Nicolas Marc. La rédaction en chef est assurée par Achmy Halley.

■ **ART** : *L'Homme à Apollinaire*, de Picasso, a été volé dans la nuit du 30 au 31 mars. Ce buste avait été donné par le peintre en souvenir de l'auteur d'*Alcools* qui fut son ami et installé à l'entrée du square Saint-Germain-des-Près, à Paris (6^e). Dorra Maar, qui était la compagne de Picasso au moment où il fit cette sculpture, avait servi de modèle. Ce bronze - tiré à quatre exemplaires - est la seule sculpture de l'artiste installée à Paris dans un lieu public extérieur.

■ **La Liberté guidant le peuple**, de Delacroix, a attiré 380 000 visiteurs japonais. Exposée du 25 février au 29 mars au Musée national de Tokyo, dans le cadre de l'Année de la France au Japon, l'œuvre de Delacroix a permis de battre tous les records de fréquentation de l'établissement. Les responsables du Louvre ont indiqué qu'en raison de sa fragilité, la toile avait ainsi accompli son dernier voyage.

Une petite entreprise associative

Le Chaînon manquant s'est établi à Cahors (Lot) depuis 1996, mais le festival a été créé à Tours (Indre-et-Loire) en 1991. Ce déménagement vers le sud a été provoqué par le départ pour Moissac (Tarn-et-Garonne) de la tête du réseau « Orques Idées », lancé depuis 1987.

Structure permanente dont le festival n'est que la manifestation apparente, le réseau était jusqu'à présent organisé en SARL. Il faisait office de tourneur et d'agent temporaire pour les artistes qui figuraient sur son catalogue. Cette dimension « entrepreneuriale » de ce réseau, qui emploie neuf personnes à temps complet, a cependant été transformée cette année en association « plus conforme à l'esprit de nos partenaires », selon ces initiateurs.

La vente aux enchères d'une villa de Mallet-Stevens

ARRIVERA-T-ON à vendre le château de Mézy ? En septembre 1997, cette villa de 1 000 m², située au-dessus des Mureaux (Yvelines), avec son parc de 4,7 hectares, devait être mise en vente par le tribunal de grande instance de Versailles. La mise à prix était de 3 millions de francs. La vente fut différée pour des raisons judiciaires. Aujourd'hui, une ordonnance du tribunal de grande instance de Paris charge la chambre des notaires de Paris de réaliser cette opération, qui aura lieu place du Châtelet, le 6 avril à 17 heures. Mais la mise à prix est encore plus basse : 1,8 million de francs. L'édifice est pourtant signé de l'un des plus grands architectes de la première moitié du XX^e siècle, Robert Mallet-Stevens (1886-1945).

Ce château moderne conçu pour le couturier Paul Poiret, en 1924, rompt avec la tradition. Le vocabulaire est strictement géométrique. Les

appartements privés et la partie services de cet édifice en U s'articulent autour d'un espace de représentation - patio, vestibule, salons, salle à manger, terrasses, solarium, piscine couverte - largement ouvert sur l'extérieur. Il n'est pas encore achevé, en 1926, quand Poiret fait faillite. Elvire Popesco l'achète en 1938 et fait poursuivre la construction par l'architecte Boyer, qui ne respecta pas les plans de Mallet-Stevens. La comédienne occupa les lieux jusqu'au début des années 70. Le château de Mézy est en très mauvais état quand, en septembre 1989, il est acheté 8,7 millions de francs par un promoteur immobilier. Celui-ci n'arrive pas à lotir le terrain et revend l'ensemble en juin 1993 (10,5 millions de francs) à Sidney Nata. L'homme d'affaires convoque le grain de l'architecture internationale (dix-sept personnalités, dont Renzo Piano, Tadao Ando, Rem Koolhaas, Christian de Portzamparc, Richard Meier,

Jean Nouvel, Henri Ciriani) pour construire sur une parcelle de son terrain une villa « idéale ». Vu de l'entrée du parc, le « paquebot » juché sur son socle a encore très belle allure avec ses volumes géométriques qui s'embolent. De plus près, la villa abandonnée accuse ses blessures. Si les espaces de réception gardent encore une partie de leur somptuosité, tout l'intérieur est à reprendre dans le détail. Le tournage d'un film, fin 1997, ne l'a pas arrangé. Le coût de la rénovation sera élevé. Le château de Mézy, qui est inscrit depuis 1985 à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, est, avec la villa Cavrois, près de Lille, la villa Noailles, à Hyères, et une poignée d'immeubles à Paris, ce qui reste des œuvres de Mallet-Stevens. Tous sont en mauvais état ou ont été gravement altérés.

Emmanuel de Roux

Le fils adoptif de Julien Green en conflit avec les éditions Fayard

JEAN-ÉRIC GREEN (l'écrivain Eric Jourdan) vient de demander, par voie de justice, la résiliation de trente-trois contrats signés entre Julien Green et les éditions Fayard. Selon le fils adoptif et légataire universel de l'écrivain (mort le 13 août 1998), Claude Durand, PDG de Fayard, n'a pas respecté les termes des contrats passés entre janvier 1993 et mai 1997. Son avocat, M^{re} Olivier Sers, a notamment plaidé sur trois points : trop de livres mis au pilon, trop de livres envoyés en service de presse et surtout un tirage inférieur au minimum fixé par les contrats. M^{re} Muriel Brouquet-Canale, avocate de Fayard, a réfuté ces arguments, montrant deux valises pleines de volumes de Julien Green édités en quatre ans par Fayard et estimant qu'il était « inadmissible de dire qu'on n'a rien fait en attendant sa mort ». Elle a demandé au tribunal de débouter « purement et simplement Jean-Eric Green de toutes ses demandes » et de le condamner en outre à 300 000 F (45 734 €) de dommages-intérêts. Le jugement sera rendu le 26 mai.

L'Amérique du Sud au Festival d'Avignon

LE 53^e FESTIVAL d'Avignon, qui se déroulera cette année du 9 au 31 juillet, sera marqué par une forte présence des artistes de théâtre, de danse et de musique venant d'Argentine, du Brésil et du Chili. L'ouverture du festival se fera avec *Henri V*, de Shakespeare, dans une mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Philippe Torreton (jusqu'au 17 juillet). La Cour d'honneur du Palais des papes accueillera ensuite deux spectacles de danse : *Personne n'épouse les méduses*, d'Angelina Prejocaj (du 21 au 25 juillet) et, en clôture, *Tango, vals y tango*, de la chorégraphe argentine Ana-Maria Stekelman (du 28 au 31 juillet).

Les Argentins seront représentés également par le *Periferico* de obeliscos (théâtre d'objets et de marionnettes), par *Le Pêcheur qui ne peut nommer*, par le *Sportivo Teatral* et le cabaret *Glorias Portenas*. La Tropa de Santiago du Chili donnera *Jumeaux*, d'après *Le Grand cahier* d'Agota Kristof. La carrière de Boulboul sera investie par un spectacle mêlant musique, danse, théâtre, inspiré par les coutumes du Pernambuco d'où vient l'auteur, musicien et danseur de capolera, Antonio Nobrega (du 13 au 26 juillet). Dans le jardin des Doms, se déroulera un *Mystère de la passion* façon Brésil, par la

compagnie Circo Branco. On retrouvera des auteurs sud-américains, cette fois dans des réalisations de metteurs en scène français avec *Toute nudité sera châtiée*, du Brésilien Nelson Rodrigues, par Alain Ollivier, et une adaptation par la marionnettiste Emille Valentin de textes de Roberto Arlt. Le volet français réunira habitués et nouveaux venus : Olivier Py, Michel Raskine, Valère Novarina, Michel Didym, Didier Bezace, Yann-Loïc Collin, Bruno Boëglin, Wladyslaw Zorko, dans une *Corrida* greco-mexicaine, Geneviève de Kermabon, son cabaret et un *Richard III*, le Royal de Luxe qui déploiera ses *Petits Contes nègres* sur la place du Palais des papes. Les chorégraphes Mathilde Monnier, Joseph Nadi, Jean-Claude Gallotta, Karine Saporta seront présents. Le volet international réunira Giorgio Barberio Corsetti, qui présente *La Tempesta* de Shakespeare, et la Societas Raffaello Sanzio avec un concert inspiré du *Voyage au bout de la nuit*, Grouptov (Belgique), Stefan Moskov (Bulgarie), Die Baracke de Berlin et la chorégraphe Sasha Walz (Allemagne) et Wajdi Mouawad (libanais du Québec).

★ Festival d'Avignon, tél. : 04-90-14-14-26.

La dégradation du patrimoine nancéien exige des restaurations très coûteuses

Plusieurs statues doivent être emballées ou déposées car elles menacent de s'effondrer

NANCY

L'église Saint-Epvre, au cœur de la Ville Vieille à Nancy, pointe vers le ciel une flèche qui fait l'orgueil de la ville et de ses habitants. Cette basilique, que les touristes confondent souvent avec la cathédrale, est l'œuvre de l'architecte municipal Prosper Morey, qui l'a construite de 1864 à 1875. Inscrite à l'inventaire supplémentaire, Saint-Epvre présente un intérêt incontestable, confirmé par Thierry Algrain, architecte en chef des Monuments historiques : « C'est un exemple parfaitement homogène du goût néogothique du XIX^e siècle. L'édifice est complet. La décoration intérieure, l'ensemble des vitraux et du mobilier sont à l'avenant. »

Y compris les bureaux, qui sont de l'école de Nancy, ajoute le Père Jacques Bombardier, qui a fini par apprécier les illustrations très originales du déambulatoire, plus bibliques que sulpiciennes. Le seul problème est l'état sanitaire inquiétant de l'édifice. Les gargouilles, éléments de décoration en pierre, menacent de tomber sur les piétons et chaque hiver l'oratoire dégrade un peu plus le bâti. La pierre se délite, l'eau qui s'infiltre et gèle la fait exploser. Les gouilles métalliques rouillent et se désolidarisent des colonnettes en pierre,

trop minces pour leur hauteur... La faute à qui ? A Prosper Morey, sans doute, puisque les experts qui se sont penchés à son chevet ont conclu « à une mauvaise mise en œuvre ». « Saint-Epvre, construite en dépit des règles dans une pierre locale venue de la Meuse, pose des problèmes qui sont à l'échelle de l'édifice, c'est-à-dire très grands », affirme Thierry Algrain. Dans un premier temps, pour parer au plus pressé, la ville a procédé à des interventions de sécurité, découpant quelques gargouilles, posant une résille verte sur la flèche en 1996. En 1998, la ville a dépensé 160 000 francs en purges diverses. Une estimation du coût des travaux a été faite : il faudra 60 millions de francs pour restaurer Saint-Epvre, dont la ville réclame le classement et l'aide financière de l'Etat qui l'accompagne. « Il va falloir en passer par là, note Denis Grandjean, directeur de l'Ecole d'architecture, adjoind à l'urbanisme chargé du patrimoine. On évalua les travaux sur douze ans mais ces 60 millions de francs ne concernent que l'extérieur. Un jour ou l'autre, il faudra s'attaquer à la décoration intérieure, aux éléments de mobilier liturgique offerts par l'impératrice Sissi ou la reine Victoria. »

L'exemple de Saint-Epvre est

emblématique de la politique nancéienne en matière de préservation et de restauration du patrimoine. La ville, qui possède un vaste secteur sauvegardé, a en ce domaine un lourd retard à rattrapper. « Cela fait dix ans que Nancy s'intéresse à son patrimoine, explique Thierry Algrain. Durant les vingt années qui ont précédé, on s'est contenté de travailler sur les grilles de la place Stanislas. Ce qu'on a fait sur Saint-Sébastien, passé à la sabreuse sans que l'architecte des Monuments historiques soit intervenu, est inscrite ! »

LE TEMPS DE L'HISTOIRE

L'église Saint-Sébastien, sur la place du Marché, voit aujourd'hui sa statue emballée ou déposée car elle menace de s'effondrer. Il faudra compter 9 millions de francs pour la façade et les statues gigantesques, et deux fois plus pour l'église du Bon-Secours, baroque à souhait. Sans parler des 138 statues d'angelots et pots à feu qui surmontent les bâtiments de la place Stanislas, eux aussi emballés ou déposés et remplacés par des répliques en trompe-l'œil, réalisées par l'Atelier du Théâtre. Leur étude sanitaire a déjà coûté 450 000 francs et il faudra 80 000 francs pour refaire chaque pièce. A cette addition étourdissante,

il faut ajouter 18 millions de francs pour les fresques XVIII^e siècle du salon carré de l'hôtel de ville, les 20 millions des grands salons et les 10 millions pour la refaçon du péristyle et du grand escalier.

« C'est cher, certainement. Mais avec les monuments, on n'est pas dans le temps du réel, celui du citoyen, on est dans le temps de l'histoire, hors des normes habituelles », soupire Denis Grandjean, qui cite encore les 2 millions de francs consacrés au petit aquarium 1900, attribué à Lucien Weissenburger, dans le jardin du musée de l'Ecole de Nancy - un des points forts de l'année du Centenaire. Mais l'image patrimoniale de Nancy est forte, et c'est cette dimension qui attire les touristes et attache les Nancéiens à leur ville. Toutefois, « l'exigence d'authenticité, émise par les Monuments historiques, n'exclut pas les excès, ajoute l' élu. Il y a parfois des doctrines de restauration inflationnistes qui exigent, au nom d'un intégrisme patrimonial, des restaurations à l'identique très coûteuses ! ». A cet argument, Thierry Algrain rétorque que ces règles « sont la contrepartie de financements publics élevés, dès lors qu'il y a classement ».

Monique Ruux

مكتبة من الأصل

Galleries. Deux sculpteurs de haut vol en représentation à Paris

* *Toniary* * (1998): de Louise Bourgeois.

Geneviève Breerette

Maxim Vengerov vole la vedette à l'Orchestre national de Lyon

Pierre Gervasoni

Le manège affolé de Matthias Langhoff

Brigitte Salino

SORTIR

LE MANS

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Galerie Daniel Templon, 30, rue
Beaubourg, Paris 3^e. Tél. : 01-42-72-
14-10. Entrée libre.

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 AVRIL 1999 / 25

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

- 17.10 Le Monde des idées.
Le Kosovo et la guerre.
Invités : Pierre Assolant,
Pierre Vidal-Naquet.
LCI
- 21.30 Danse, la passion
d'une vie.
Forum Planète
Forum Planète

MAGAZINES

- 19.00 Histoire parallèle.
Semaine du 3 avril 1949 - 1949,
don ou commerce du sang ?
Arte
- 20.40 Planète animal.
L'arche, 2000 ans après (12/16).
TMC
- 21.05 Thalassa. Le Pays fantôme.
TV 5
- 21.45 Metropolis.
L'Europe d'aujourd'hui.
TMC

DOCUMENTAIRES

- 19.40 Les Grandes Batailles du passé.
Séquence.
Planète
- 20.00 Qu'est-ce qu'on mijote
en Israël ?
Odysée
- 20.50 Toutes les drogues du monde.
Séquence de rediffusion.
Odysée
- 21.20 Inde, naissance d'une nation.
La démocratie.
Odysée

SPORTS EN DIRECT

- 20.30 Jet ski.
Indoor de Berg.
Paris Première
- 20.30 Basket. Pro-A (Play-off).
Quart de finale retour.
Eurosport
- 22.30 Golf.
Bell South Classic.
AB Sport

MUSIQUE

- 20.00 Beethoven et Chopin.
Avec Albert Soutou, piano.
Par l'Orchestre royal
du Concertgebouw d'Amsterdam.
Muzik

21.50 Le Feu de la Terre. (36).

Le triangle de l'Atlantique.

Invités : Pierre Assolant, Pierre Vidal-Naquet.

LCI

22.05 Bob Denard.

conseiller de la République.

Planète

22.30 Attila.

la route de l'espoir.

France 3

23.00 Mémoires d'immigrés, l'héritage

maghrébin. (1/3). Les pères.

Planète

23.00 Les Descendants. (8/13). L'afrique

ou l'histoire d'une amitié.

Histoire

23.55 Un autre futur.

l'Espagne rouge et noire. (1/4).

Planète

0.00 Les Chrétiens d'Orient.

(3 et 4).

Histoire

0.20 Music Planet. The Beach Boys.

Endless Harmony. (1/2).

Arte

20.30 Jet ski.

Indoor de Berg.

Paris Première

20.30 Basket. Pro-A (Play-off).

Quart de finale retour.

Eurosport

22.30 Golf.

Bell South Classic.

AB Sport

20.00 Beethoven et Chopin.

Avec Albert Soutou, piano.

Par l'Orchestre royal

du Concertgebouw d'Amsterdam.

Muzik

20.30 The Rite's Progress.

Opéra de Stravinski.

Par la Camerata Academica et

le Chœur de l'opéra de Vienne.

dir. Sylvain Cambieng.

Mezzo

21.00 Alina.

Opéra de Haendel. Par l'Orchestre

de la Suisse romande.

dir. William Christie.

Muzik

23.40 Debussy. Préludes n° 6, 7 et 8.

Avec Michel Beroff, piano.

Mezzo

20.30 Molière pour rire et pour pleurer.

Marcel Camus (1/3).

Festival

20.55 Disparus dans la nuit.

Bill L. Norton (1 et 2).

Arte

22.30 Lorna Doone.

Andrew Grieve.

Festival

22.45 Dernière alerte.

Claudia Grise.

Arte

23.10 Alerte rouge. Jerry P. Jacobs. O.

TF 1

23.20 Pazar immédiat 3.

Kenneth Johnson.

TSR

23.50 Les Yeux bandés.

Marjane D. Valda.

Téva

20.35 Cadillac. La Foire

de Saint-Pierre. O.

Ciné Cinéma 5

21.00 Cop Rock. Bang the Potts

Slowly (v.o.).

Ciné Cinéma 5

22.25 The Practice. États d'urgence.

Strategies (v.o.).

Série Club

23.50 Star Trek. Deep Space Nine.

Introduction.

Ciné Cinéma 5

1.35 Friends. Celui qui oublie un bébé dans

le bus (v.o.).

France 2

20.35 Cadillac. La Foire

de Saint-Pierre. O.

Ciné Cinéma 5

21.00 Cop Rock. Bang the Potts

Slowly (v.o.).

Ciné Cinéma 5

22.25 The Practice. États d'urgence.

Strategies (v.o.).

Série Club

23.50 Star Trek. Deep Space Nine.

Introduction.

Ciné Cinéma 5

1.35 Friends. Celui qui oublie un bébé dans

le bus (v.o.).

France 2

20.35 Cadillac. La Foire

de Saint-Pierre. O.

Ciné Cinéma 5

21.00 Cop Rock. Bang the Potts

Slowly (v.o.).

Ciné Cinéma 5

22.25 The Practice. États d'urgence.

Strategies (v.o.).

Série Club

23.50 Star Trek. Deep Space Nine.

Introduction.

Ciné Cinéma 5

1.35 Friends. Celui qui oublie un bébé dans

le bus (v.o.).

France 2

FILMS

15.00 La Controverse noire

Luis Saslavsky (Espagne, 1992, N.).

v.o., 95 min) O.

Ciné Classics

23.00 Je n'ai pas tué Lincoln

John Ford. Warner Baxter, Gloria

Swanson (États-Unis, 1956, N., v.o.).

95 min) O.

Ciné Classics

23.00 Crash

David Cronenberg (Canada, 1996, N.).

100 min) O.

Ciné Cinéma 1

23.00 Vivement dimanche

François Truffaut (France, 1983, N.).

105 min) O.

Ciné Cinéma 1

23.00 Le Cauchemar

de Dracula

Terence Fisher (Grande-Bretagne,

1959, v.o., 80 min) O.

Ciné Cinéma 5

23.00 Les Hommes

de l'ombre

Lee Tamahori (États-Unis, 1996,

105 min) O.

Ciné Cinéma 2

23.00 Le Petit Vagabond

Antonio Del Amo (Espagne, 1956,

N., v.o., 100 min) O.

Ciné Classics

0.45 Beau-père

Bernard Blier (France, 1981,

105 min) O.

Ciné Cinéma 2

0.50 L'œil public

Howard Franklin (États-Unis, 1992,

100 min) O.

Ciné Cinéma 1

1.20 Don Juan

Jacques Weber (France, 1998, N.).

100 min) O.

Ciné Classics

2.15 La Source du feu

John Huston (États-Unis, 1953, N., v.o.).

95 min) O.

Ciné Classics

2.35 La Bible

John Huston (Italie, 1966, v.o.).

165 min) O.

Ciné Cinéma 1

3.50 La Marquise d'O

Bernard Blier (France - Allemagne,

1976, 105 min) O.

Ciné Cinéma 1

17.05 Le Jour du vin et des roses

Blake Edwards (États-Unis, 1962,

N., v.o., 115 min) O.

Ciné Classics

18.00 Le Bon et les Méchants

Claude Lelouch (France, 1976,

115 min) O.

Ciné Cinéma 2

18.05 Dick Tracy

Warren Beatty (États-Unis, 1990,

115 min) O.

Ciné Cinéma 1

19.30 Muriel

Alain Resnais (France - Italie, 1963,

120 min) O.

Ciné Cinéma 2

20.00 Beau-père

Bernard Blier (France, 1981,

105 min) O.

Ciné Cinéma 2

20.30 Six destins

Warren Beatty (États-Unis, 1962,

N., v.o., 120 min) O.

Ciné Classics

20.30 Smoking

Alain Resnais (France, 1993,

140 min) O.

Ciné Cinéma 1

20.35 Le Verdict

Sidney Lumet (États-Unis, 1982,

190 min) O.

TMC

20.55 L'Étranger

Claude Lelouch (France, 1993,

165 min) O.

France 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 19.05 Melrose Place. O.
- 19.30 Bloc notes.
- 20.00 Journal. Météo.
- 20.50 Plein les yeux.
- 23.10 Hollywood Night.
- Alerte rouge.
- Téléfilm. Jerry P. Jacobs. O.

FRANCE 2

- 19.14 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 19.15 Le monde est petit.
- 19.50 Politiquement correct.
- 20.00 Journal. Météo.
- 20.55 Les Années Match.
- 23.40 Tout le monde en parle.
- 1.15 Journal. Météo.
- 1.35 Friends. Celui qui oublie un bébé dans le bus. O.

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.40 Un livre, un jour. O.
- 18.55 Le 19-20 de l'information. Météo.
- 20.10 Le Feuillet de la vie. (1/8).
- 20.35 Tout le sport.
- 20.55 Le Refuge. Entre chien et loup. O.
- 22.35 Tibet, la route de l'espoir.
- 23.30 Météo. L'Europe. Soir 3.
- 23.55 On est-ce qu'elle dit, Zazie ?
- 0.30 Saturnales. Journal des spectacles.
- 0.40 Un air de famille. (1/2).
- 1.10 Les Agorés de l'étranger.
- Téléfilm. Christian Chaudet. O.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.05
- 19.00 T.V. +.
- 20.04 Jean-Luc et Faïssa. O.
- 20.05 Daria. O.
- En clair jusqu'à 20.35
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Samedi comédie.
- 20.55 Les Descentes de Palm Beach. O.
- 21.20 A la une. Capteurs de presse. O.
- 21.40 South Park. Ciné Aid. O.
- 22.05 Jour de foot.
- 22.50 Supplément détachable.
- Puces de fermes sans tabou.
- Mères solidaires. M et Mme Gardena.
- L'amour, c'est une question de goût.
- 0.00 Le Journal du hard.
- 0.10 Les Agorés de l'étranger. O.
- Film. Kris Kramel. O.

TELEVISION

FRANCE CULTURE

- 15.00 Françoise Dolto
Françoise Dolto est décédée il y a dix ans. En trois heures et demie, France-Culture redonne voix à cette grande dame. Les archives rappellent la force de ses propos. Des témoignages illustrent son charisme. On en oublie presque combien elle a dû choquer ses contemporains et combien sa thèse, *Psychanalyse et pédiatrie*, soutenue en 1939, était novatrice.

FRANCE 2

- 19.50 Politiquement correct
Une adolescente rondelette, un piercing dans le nez : c'est Martine Aubry, telle qu'on la découvre dans « Politiquement correct », diffusé le week-end, avant le journal télévisé. Produit par Philippe Allouin, écrit en collaboration avec le psychanalyste Gérard Miller, ce programme entend renouveler le genre de la satire politique. Le résultat n'est, pour le moment, guère convaincant.

CINÉ CINÉMA 3

- 23.00 Le Cauchemar de Dracula
Terence Fisher reconsidère le mythe du vampire. Jonathan Herker vient au château du comte Dracula pour détruire le dernier descendant des vampires. Le comte le mord. Jonathan devient vampire. Pour le délivrer, le docteur Van Helsing lui enfonce un pieu dans le cœur. Puis sa fiancée est, à son tour, vampirisée. Une trouble fascination. En v.o.

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

- 12.10 et 0.10 Le Monde des idées.
Le Kosovo et la guerre.
Invités : Pierre Assolant,
Pierre Vidal-Naquet.
LCI
- 21.30 Un jardin
dans la tête.
Forum Planète
Forum Planète
- 23.25 Quel avenir
pour l'Afrique ?
Forum Planète

MAGAZINES

- 11.00 Droit d'auteurs.
Spécial violence.
La Cinquième
- 12.30 Arrêt sur images.
La guerre au 20^{ème} siècle.
Invité : Patrick Poivre d'Arvor.
La Cinquième
- 14.05 Planète animal.
L'arche, 2000 ans après (11/16).
TMC
- 14.30 Le Magazine de l'Histoire.
Invités : Alain Gérard-Silva ;
Marie-Anne Matard Bonucci ;
Pierre Chauvin.
Histoire

15.05 Planète Terre.

L'ouest américain (1/2).

TMC

15.30 Envoyé spécial. Les années 90.

Reines du rire.

Histoire

16.35 Le Sens de l'Histoire.

Metropolis, un siècle de

la Cinquième

16.45 Sud.

TMC

16.50 Le Gai Savoir.

La chanson française

d'aujourd'hui.

Invités : Charles Aznavour ;

Richard Cormanov.

Paris Première

19.00 Public. Invité : Hubert Védrine.

TF 1

19.40 Club.

Christine Gouze-Rénaud.

Ciné Classics

20.40 Thema. Alexandre Dumas.

Invités : André Zysberg ;

Christian Millau ;

Maurice Lévy.

Histoire

20.50 Capital. La France à vendre ?

M 6

21.05 Paul pas rêver.

Espagne : Les statues des Ramblas.

France : La messe du dimanche.

Éthiopie : Tcherno et les 40 pêcheurs.

L'Elysée et Matignon restent silencieux après les frappes sur Belgrade

INTERROGÉS samedi 3 avril dans la matinée, après une nuit marquée par des bombardements visant, pour la première fois, le centre de Belgrade (lire page 2), le palais de l'Elysée et l'hôtel Matignon n'ont annoncé aucune communication officielle pour les heures qui allaient suivre. Du côté de Matignon, on rappelle que le président de la République avait indiqué, le 29 mars, dans son allocution radio-télévisée, qu'il « reviendrait » informer les Français du cours de la guerre. A l'Elysée, on indiquait que rien n'était prévu.

Recours des mégrétistes devant le Conseil d'Etat

Jean-Yves Le Gallou, délégué général du FN-Mouvement national (FN-MN) de Bruno Mégret, a déposé au Conseil d'Etat, vendredi 2 avril, une demande de sursis à exécution contre la décision du président de la République et du premier ministre d'engager des troupes françaises dans le conflit des Balkans. Il a donné une conférence de presse dans la cour de cette juridiction, jusqu'à ce que le président de la section du rapport et des études, Jean-François Théry, le prie d'en partir. M. Le Gallou a expliqué que « la déclaration de guerre à la Yougoslavie est illégale parce qu'aux termes de l'article 35 de la Constitution elle aurait dû être autorisée par le Parlement ». Or, a-t-il protesté, « le Parlement n'a pas été consulté ».

De l'avis général, au Conseil d'Etat, ce recours n'a aucune chance d'aboutir, la déclaration de guerre étant un « acte de gouvernement », c'est-à-dire une décision politique, n'ayant pas à être contrôlée par le juge et à propos de laquelle celui-ci devrait se déclarer incompétent.

Aujourd'hui Jacques Chirac est en villégiature à Mégeve. Lionel Jospin est à Paris et n'envisage pas de s'éloigner au cours du week-end. Des deux côtés, on indiquait que l'intensification de l'action de l'OTAN était prévue et que les cibles frappées à Belgrade étaient inscrites dans les plans de l'Alliance. Selon les responsables français, les « points » psychologiques marqués par Slobodan Milosevic grâce à son entrevue du 1^{er} avril avec Ibrahim Rugova, dirigeant kosovar modéré, et à la capture de trois soldats américains, renforçaient la probabilité d'une riposte – le bombardement sur Belgrade – destinée à montrer aux opinions serbe et internationale l'état réel des forces présidentielles yougoslaves.

Le débat interne au gouverne-

ment et à la majorité est l'autre souci principal de M. Jospin. M. Chirac n'envisage pas d'intervenir à ce sujet, considérant que la situation de guerre interdit toute dissension au sommet de l'Etat. Mettant à profit la liberté d'expression qui lui est, à ce jour, reconnue par le premier ministre, Robert Hue a indiqué, vendredi, sur France-Inter, qu'il avait écrit à M. Jospin pour lui proposer d'inviter à Paris M. Rugova. « Il y a suspicion sur ses déclarations, a observé le secrétaire national du PCF. Comment vérifier ? (...) J'ai proposé au premier ministre qu'il invite rapidement en France Rugova, pour qu'on puisse entendre en toute liberté ses propositions ».

Selon M. Hue, la France est « en situation de pouvoir intervenir, solliciter le Conseil de sécurité de l'ONU », avec ses partenaires européens et les Russes, pour « la mise en place d'une zone d'interdiction », avec « la présence de forces d'interposition » européennes et non américaines.

« MON PAYS A LA REMORQUE »

Il a suggéré, aussi, de « profiter de cette période pacifique d'abord pour une trêve », hypothèse exclue par le président américain, Bill Clinton. « Je ne supporte pas que mon pays soit à la remorque des Américains et de Clinton, qui décident en toutes circonstances de ce qu'on peut faire ou ne peut faire », a déclaré M. Hue.

Le dirigeant du PCF a réaffirmé que les communistes ne feront pas à la droite « le plaisir » de quitter le gouvernement. « Si les communistes ne participent pas à ce gouvernement, qu'est-ce que se passe-t-il, a-t-il demandé. Le gouvernement n'a plus de majorité, et Lionel Jospin va à Cîteaux. Et qui va gouverner la France ? Une autre majorité, la droite. Cela signifie qu'il n'y a plus de gouvernement de la gauche plurielle, il n'y a plus de majorité plurielle. Il y a donc une crise politique que nous ne voulons pas, parce que nous ne voulons pas que la droite revienne aux affaires ».

M. Hue a insisté : « Faites-moi la démonstration que sans les communistes, il y a une majorité de gauche en France. Il n'y en a pas ! » Puis il a ajouté : « On ne nous fera pas taire sur des questions aussi essentielles que la guerre ou la paix, et nous resterons au gouvernement de la France ».

De son côté, Alain Juppé (RPR), ancien ministre des affaires étrangères et ancien premier ministre, a déclaré, vendredi, à Bordeaux, au sujet d'une action terrestre des forces de l'OTAN : « Il ne s'agit pas de savoir si les sondages [y] sont favorables ou non. Il s'agit de savoir si cette opération, j'allais dire, raisonnable, pouvait être menée avec des chances de succès et sans risque excessif. Je crois qu'il faut y regarder à deux fois avant de s'engager dans un tel processus ».

La société exploitant le tunnel du Mont-Blanc s'explique sur les premières heures de l'incendie

Vivement attaquée, l'ATMB affirme qu'elle est à l'origine du déclenchement de l'alerte

CHAMONIX

de notre envoyé spécial

Il aura fallu attendre neuf jours avant que la société des Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc (ATMB) accepte de livrer sa version complète de l'incendie qui, le 24 mars, a fait 40 victimes, selon un bilan toujours provisoire, dans le tunnel reliant la France à l'Italie. Le feu qui s'était déclaré ce jour-là, en fin de matinée, à bord d'un camion belge transportant de la farine et de la margarine, s'était rapidement propagé à une trentaine de véhicules (voitures particulières et poids lourds).

Concessionnaire de la partie française de l'ouvrage, l'ATMB s'est retrouvée depuis au centre d'une vive polémique sur les conditions d'organisation des secours et sur les mesures de sécurité en vigueur dans le tunnel. Attaqués de toutes parts, les responsables de l'ATMB ont tenté, vendredi 2 avril, de reprendre la main en répondant point par point aux interrogations soulevées.

Dans un communiqué détaillant minute par minute les premiers instants de la tragédie, la société affirme qu'elle est à l'origine du déclenchement de l'alerte ayant permis l'envoi des secours. Selon les données recueillies sur une main courante informatique remise aux enquêteurs, l'alerte aurait été donnée à 10 h 52 par des opérateurs placés à l'intérieur du tunnel qui auraient décelé « une augmentation anormale de l'opacité ».

Comme le prévoit la procédure en cas d'incident de ce type, les écrans vidéo se seraient alors automatiquement centrés sur la zone

concernée. Le régulateur – employé de la société chargée de surveiller au poste de commandement les 6 écrans qui retransmettent en boucle les images des 40 caméras installées sur le site – aurait alors « accusé manuellement réception » de l'alerte à 10 h 53 avant de rechercher sur son écran l'origine géographique de l'incident. A 10 h 55, il déclenchait l'alarme incendie, les feux étaient mis au rouge côté

lien du tunnel), Franco Colombo, vice-président de la société concessionnaire italienne, avait indiqué que l'alerte avait été donnée par un automobiliste italien qui avait actionné un bouton d'alerte situé au niveau du garage 22 du tunnel. Sur ce point, à aucun moment, les responsables italiens de l'ouvrage n'ont fait état d'un appel provenant du PC français.

La société française du tunnel indique, pour sa part, que la main

M. Gaysot prévoit une longue fermeture

La réouverture du tunnel du Mont-Blanc « ne pourra pas se faire avant de nombreux mois, peut-être un an », a affirmé, vendredi 2 avril, le ministre des transports et de l'équipement, Jean-Claude Gaysot, sur France Info. Le ministre a expliqué qu'il faudrait attendre les conclusions de l'enquête technique et administrative lancée après l'incendie qui a endommagé l'ouvrage et causé la mort de quarante personnes. Selon le ministre, les premiers résultats de cette enquête pourraient être connus dès le 9 avril.

« Nous entendons qu'elle élucide les causes de ce drame terrible et qu'elle fasse des préconisations. C'est à partir de ces éléments-là que (...) nous prendrons les dispositions pour envisager la réouverture du tunnel du Mont-Blanc, qui ne pourra pas se faire avant de nombreux mois, peut-être un an, et qui ne se fera que lorsque les conditions de sécurité seront établies », a ajouté M. Gaysot.

français, et les barrières de péage fermées, bloquant l'accès au tunnel. Le régulateur aurait alors informé son collègue italien et le péage de l'autre côté du tunnel aurait été fermé à 10 h 56.

Pour préciser qu'elle soit, cette version des faits ne permet pas de lever tous les doutes. En effet, à l'issue d'une réunion de la commission intergouvernementale franco-italienne, mercredi 31 mars à Courmayeur (sur le versant ita-

liens), les barrières de péage n'ont pas été fermées, mais le régulateur a permis l'accès au tunnel. Le régulateur aurait alors informé son collègue italien et le péage de l'autre côté du tunnel aurait été fermé à 10 h 56.

liens), les barrières de péage n'ont pas été fermées, mais le régulateur a permis l'accès au tunnel. Le régulateur aurait alors informé son collègue italien et le péage de l'autre côté du tunnel aurait été fermé à 10 h 56.

liens), les barrières de péage n'ont pas été fermées, mais le régulateur a permis l'accès au tunnel. Le régulateur aurait alors informé son collègue italien et le péage de l'autre côté du tunnel aurait été fermé à 10 h 56.

liens), les barrières de péage n'ont pas été fermées, mais le régulateur a permis l'accès au tunnel. Le régulateur aurait alors informé son collègue italien et le péage de l'autre côté du tunnel aurait été fermé à 10 h 56.

liens), les barrières de péage n'ont pas été fermées, mais le régulateur a permis l'accès au tunnel. Le régulateur aurait alors informé son collègue italien et le péage de l'autre côté du tunnel aurait été fermé à 10 h 56.

M. Chirac favorable au développement du ferroutage

CHAMONIX

de notre envoyé spécial

En déplacement à Mégeve, où il devait passer le week-end pascal, le président Jacques Chirac s'est rendu, accompagné de son épouse, sur la plate-forme du tunnel du Mont Blanc à Chamonix (Haute-Savoie), vendredi 2 avril, pour rencontrer les sauveteurs et rendre hommage aux victimes de la catastrophe. Arrivé peu avant midi, M. Chirac s'est entretenu avec chacun des secouristes français, italiens et suisses qui ont participé aux opérations de secours dans le tunnel. Il a en particulier eu une discussion nourrie avec Patrick Devouassoux, patron de la société des Autoroutes et tunnel du Mont Blanc (ATMB), qui a permis de sauver une dizaine de personnes. Il a également échangé une brève poignée de main avec Remy Charbon, président de l'ATMB, qui fut son directeur de cabinet lorsqu'il était maire de Paris.

LA LIAISON LYON-TURIN

A l'occasion d'une rencontre informelle avec la presse, le président de la République a tenu à apporter son soutien aux habitants de la vallée de Chamonix « traumatisés » ces dernières semaines par trois tragédies : l'avalanche, le 9 février, qui a balayé une partie des chalets du hameau de Montroc et fait douze victimes ; l'incendie qui a détruit, une semaine plus tard, un pâté de maisons dans le centre historique de la ville ; et l'accident du tunnel du Mont Blanc le 24 mars.

« C'est un grand drame pour la France, qui doit être

solidaire », a indiqué Jacques Chirac. Il s'est dit déterminé à répondre, « dans la mesure des moyens, à la question essentielle de la présence de beaucoup trop de poids lourds » qui empruntent quotidiennement la vallée et le tunnel pour se rendre en Italie.

Le président s'est déclaré favorable au développement du ferroutage, qui permet de transporter des camions sur des trains. Il a souligné qu'il appuyait la réalisation du projet de liaison ferroviaire entre Lyon et Turin et a indiqué s'en être entretenu avec les autorités européennes pour obtenir l'accélération. Ce projet était jusqu'à présent resté dans les tiroirs en raison de son coût. La concrétisation de cette liaison nécessiterait notamment le creusement d'un tunnel de plus de 50 kilomètres de long. Il aurait pour avantage de faire passer les poids lourds en plaine et d'éviter leur passage par la haute route de la vallée de Chamonix aujourd'hui surfréquentée. « Les camions ne peuvent plus raisonnablement passer par ce tunnel », a insisté M. Chirac.

Il n'a pas voulu faire de commentaire sur l'enquête en cours, mais il a tout de même précisé que « tous les moyens nécessaires ont été mis en œuvre pour mener une enquête la plus minutieuse et la plus scientifique, de façon aussi rapide que possible ». « Il faudra déterminer les causes techniques et humaines [de l'accident], trouver toutes les responsabilités et en tirer toutes les conséquences », a-t-il conclu.

A. Pe.

Acacio Pereira

Les représentants des avocats critiquent vivement la juge Eva Joly

DÉRAPAGES ou provocation ? Les déclarations à l'encontre des avocats faites, le 1^{er} avril, par le juge d'instruction Eva Joly devant des journalistes anglo-saxons (Le Monde du 3 avril) ont provoqué des réactions indignées chez les représentants du barreau. Dans un communiqué diffusé vendredi 2 avril, la conférence des bâtonniers de France et d'outre-mer a qualifié d'« injurieux et inacceptables » les propos de la magistrate – qui associaient notamment les avocats dans leur ensemble à la pratique du « blanchiment d'argent » – et a souhaité que l'« autorité judiciaire fasse connaître avec la plus grande clarté les suites qu'elle entend donner à ces propos », ce qui pourrait préliminer à des actions en diffamation. Le bâtonnier de Paris, Dominique de La Garanderie, s'est déclaré « consterné » et a annoncé une réunion exceptionnelle du conseil de l'ordre, prévue le 7 avril, afin d'envisager la « réaction qui s'impose ».

Soucieuse d'apaiser les tensions

suscitées par son intervention, M^{me} Joly a adressé une mise au point à l'Agence France-Presse (AFP). Elle y assure que ses déclarations n'avaient « aucun lien » avec les dossiers qu'elle instruit et qu'elles ne pouvaient « viser à aucun titre le barreau français ou le barreau de Paris ». Elle dénonce une « tentative de déformation de ses propos, en les sortant de leur contexte », destinée selon elle à « créer un conflit artificiel avec le barreau ».

L'APPEL À M^{me} TURCON

L'affrontement paraissait toutefois inévitable depuis que l'ordre des avocats avait décidé d'accorder, mardi 30 mars, son appui à M^{me} Eric Turcon. Ce dernier souhaitait engager des poursuites contre les juges Eva Joly et Laurence Vichnevsky, après la perquisition effectuée par elles dans son cabinet, le 26 janvier, et qui portait atteinte, selon lui, au secret professionnel. Aussi les accusations portées par M^{me} Joly, au cours du déjeuner-débat organisé par l'Association de la presse an-

glo-américaine de Paris, ont-elles été interprétées comme une réaction anticipée à l'initiative des avocats parisiens.

Evocant les perquisitions chez les avocats – sans qu'une question lui ait été posée –, la magistrate avait ainsi indiqué qu'elles figuraient parmi les possibilités offertes aux juges d'instruction, et n'étaient nullement interdites par le secret professionnel. « En France, il n'y a pas de sanctuaires », avait-elle lancé. Plusieurs participants à ce débat ont indiqué au Monde que c'était bien à ce propos que M^{me} Joly avait avancé l'idée selon laquelle « il n'y aurait pas de blanchiment d'argent sans avocats », et prétendu que « 15 % du chiffre d'affaires de la criminalité [allait] aux avocats ».

Dans son texte adressé à l'AFP, M^{me} Joly indique avoir fondé ses déclarations sur un rapport de l'ONU daté de 1998 et sur le rapport de 1998 du Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI), « qui dénonce le rôle de certains avocats dans le blanchiment des fonds mondiaux ».

Reste que son propos devant les journalistes anglo-saxons était relatif aux pouvoirs des juges d'instruction en France et non à l'étranger. En outre, comme pour mieux établir – quel qu'elle en dise aujourd'hui – le lien entre la contre-attaque initiée par M. Turcon et les critiques qu'elle formulait à l'encontre des avocats, M^{me} Joly avait prêté à son auditoire : « Vous lirez sans doute quelque chose sur ce sujet dans la presse de demain... » Vendredi matin, outre l'annonce, par plusieurs journaux, de l'action projetée par l'Ordre des avocats sur le « dysfonctionnement » de la justice causé par la perquisition chez M^{me} Turcon, le procureur de la République à Paris, Jean-Pierre Dattbosc, diffusait, lui aussi, un communiqué pour préciser les textes régissant les perquisitions chez les avocats. Si le Conseil de l'ordre et M^{me} Turcon persistent à vouloir contre-attaquer, plusieurs juridictions, civiles et pénales, pourraient avoir à s'y référer.

Hervé Gattegno

DÉPÊCHES

■ **NIGERIA** : plus de 250 personnes ont trouvé la mort dans le naufrage, jeudi 1^{er} avril, de leur embarcation prise dans une tempête tropicale au large de Port-Harcourt, selon les autorités nigérianes. Vendredi en fin de journée, seuls 25 rescapés sur les 300 personnes qui avaient pris place à bord du *MY George* avaient été recensés. Ce ferry en bois à double pont avait appareillé jeudi vers 17 heures avec une centaine de passagers de plus que le maximum autorisé. – (AFP)

■ **ESPACE** : une fusée européenne Ariane IV a décollé, vendredi 2 avril à 22 h 03 GMT, du Centre spatial guyanais de Kourou, pour placer sur orbite le satellite indien de télécommunications et de météorologie INSAT-2E. Celui-ci, construit et exploité par l'Organisation indienne de recherche spatiale (ISRO), sera placé sur orbite géostationnaire, au-dessus de l'océan Indien. Conçu pour fonctionner pendant 12 ans, INSAT-2E est le 6^e satellite de cette famille confié à Ariane depuis 1988. Le 7^e INSAT-3B doit être lancé cet automne.

■ **DOPAGE** : le soigneur italien de l'équipe cycliste Mapei, Tiziano Morassut, a été placé sous mandat d'arrêt, vendredi 2 avril, par le juge d'instruction Jan Deltour à la demande du parquet de Courtrai (Belgique). Cette interpellation fait suite à la découverte d'un colis contenant cinq ampoules d'amphétamines par la gendarmerie belge qui a interrogé des membres de l'équipe Mapei lors de la course des Trois Jours de La Panne. Ce paquet devait être envoyé à l'ancien coureur italien Gianni Bugno. Dans l'affaire Festina, l'ancien soigneur de la formation française, Willy Voet, a mis en cause une équipe belge : « Lotto a défilé Festina en EPO », a-t-il déclaré, vendredi 2 avril.

■ **BASKET-BALL** : Chalon-sur-Saône s'est imposé sur le parquet du PSG-Racing (53-51), vendredi 2 avril, lors du quart de finale retour du championnat de France Pro A. Les Parisiens ayant gagné le match aller en Saône-et-Loire (50-64), une belle devra être jouée à Chalon.

Tirage du Monde daté samedi 3 avril 1999 : 518 652 exemplaires.

هكذا من الأصل